

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Cahier de recherche - Serie Politique Economique - Cahier n°14 (2007/4)

Dubois, Julie; Janssens, Celine; Schmitz, Valérie; Deschamps, Robert

Publication date:
2007

Document Version
Première version, également connu sous le nom de pré-print

[Link to publication](#)

Citation for published version (HARVARD):

Dubois, J, Janssens, C, Schmitz, V & Deschamps, R 2007 'Cahier de recherche - Serie Politique Economique - Cahier n°14 (2007/4): Les perspectives budgétaires de la Région wallonne de 2007 à 2017' FUNDP - CERPE, Namur.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.



Cahiers de recherche

Série Politique Economique

FUNDP
The University of Namur

Faculty of Economics,
Social Science &
Management

www.fundp.ac.be/facultes/eco

N° 14 – 2007/4

Les perspectives budgétaires de la Région wallonne de 2007 à 2017

J. Dubois, C. Janssens V. Schmitz et R. Deschamps



Document téléchargeable sur www.fundp.ac.be/cerpe
Contact : cerpe@fundp.ac.be

Table des matières

Introduction	3
I. Le modèle macrobudgétaire : structure et principes méthodologiques	4
<i>I. 1. La structure du modèle</i>	<i>4</i>
<i>I. 2. Les trois principes méthodologiques.....</i>	<i>5</i>
II. La situation d’amorçage : le budget 2007 initial de la Région wallonne	7
<i>II. 1. Les recettes de la Région wallonne en 2007.....</i>	<i>7</i>
<i>II. 2. Les dépenses de la Région wallonne en 2007.....</i>	<i>16</i>
<i>II. 3. Les soldes et l’endettement de la Région wallonne en 2007.....</i>	<i>33</i>
III. Evolution des dépenses et recettes de la Région wallonne de 2001 à 2007	39
IV. Les hypothèses de projection des recettes et des dépenses de la Région wallonne de 2008 à 2017	43
<i>IV. 1. Les paramètres macroéconomiques et démographiques.....</i>	<i>43</i>
<i>IV. 2. Les recettes de la Région wallonne de 2008 à 2017.....</i>	<i>44</i>
<i>IV. 3. Les dépenses de la Région wallonne de 2008 à 2017.....</i>	<i>50</i>
<i>IV. 4. Les hypothèses de projection des soldes de la Région wallonne.....</i>	<i>63</i>
V. Simulation.....	67
Conclusion.....	70

Les perspectives budgétaires de la Région wallonne de 2007 à 2017

J. DUBOIS, C. JANSSENS, V. SCHMITZ et R. DESCHAMPS

Centre de recherches en Economie Régionale et Politique Economique (CERPE) – FUNDP

Juin 2007

Introduction

Comme chaque année, le Centre de Recherches sur l'Economie Wallonne (CREW) des Facultés Universitaires de Namur, désormais rebaptisé en Centre de recherches en Economie Régionale et Politique Economique (CERPE), publie son estimation des perspectives budgétaires de la Région wallonne. Cette estimation est réalisée au moyen du modèle macrobudgétaire développé par le CERPE.

La première section présente la structure du modèle ainsi que les trois principes méthodologiques qui guident son développement et ses mises à jour, à savoir la fidélité aux décisions, la souplesse d'utilisation et la cohérence d'ensemble.

Ensuite, la deuxième section décrit de façon détaillée la situation d'amorçage de notre estimation des perspectives budgétaires de la Région wallonne. Pour ce faire, nous partons des documents budgétaires et nous commentons alors la situation initiale de l'Entité pour l'année 2007, en termes de recettes, de dépenses, de soldes et d'endettement.

La troisième section fournit un récapitulatif de l'évolution des dépenses et des recettes de la Région wallonne pour les années 2001 à 2007. La présentation des crédits de dépenses est identique à celle adoptée dans les documents budgétaires puisqu'ils sont regroupés par chapitre et par division organique. Les crédits de recettes sont quant à eux présentés selon leur origine institutionnelle.

La quatrième section expose les hypothèses que nous adoptons afin de réaliser la projection des recettes et des dépenses de l'Entité wallonne sur la période 2008-2017. Nous détaillons d'abord les hypothèses posées en matière de recettes, puis celles fixées en matière de dépenses et, pour finir, nous expliquons notre mode d'estimation des corrections à apporter pour passer du solde net à financer de l'Entité au solde de financement conformément à la méthodologie SEC 95.

Le modèle macrobudgétaire : structure et principes méthodologiques

I. 1. La structure du modèle

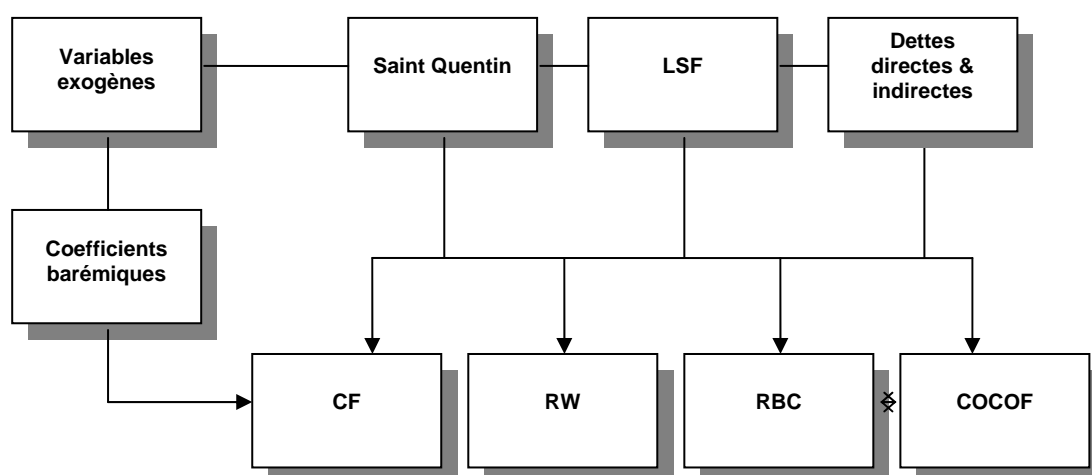
Le modèle macrobudgétaire développé par le CERPE est un outil d'aide à la décision de politique budgétaire axé sur la description fidèle et détaillée de la situation financière initiale de la Région et de l'évolution de sa position en termes de recettes, de dépenses, de soldes et d'endettement d'ici 2017.

Il est construit autour de quatre simulateurs respectivement consacrés à la Région wallonne (RW), à la Communauté française (CF), à la Région de Bruxelles-Capitale (RBC) et à la Commission communautaire française (COCOF). Il comporte également cinq modules spécialisés. C'est ce qu'illustre le schéma ci-dessous.

Les paramètres macroéconomiques et démographiques sont regroupés au sein du module *Variables Exogènes* à partir duquel ils sont injectés dans les quatre autres modules spécialisés, à savoir :

- le module *Saint Quentin* qui estime les transferts versés par la Communauté française à la Région wallonne et à la COCOF, dans le cadre des accords de la Saint Quentin ;
- le module *LSF* qui estime l'évolution des transferts versés par l'Etat fédéral aux Régions et aux Communautés. Parmi ces transferts figurent les parties attribuées du produit de l'Impôt des Personnes Physiques (I.P.P.) et de la T.V.A. ;
- le module *Dettes directes et indirectes* qui calcule l'évolution des encours directs et indirects ainsi que les charges d'intérêt qui leur sont afférentes ;
- le module *Coefficients barémiques* qui mesure la croissance réelle annuelle des dépenses de personnel enseignant en Communauté française.

Les résultats issus des modules spécialisés alimentent les quatre simulateurs. Ces simulateurs confrontent recettes et dépenses afin de déduire l'évolution des soldes budgétaires.



I. 2. Les trois principes méthodologiques

Trois principes méthodologiques guident le développement et la mise à jour du modèle macrobudgétaire.

I. 2. 1. La fidélité aux décisions

La réalisation des projections budgétaires d'une Entité fédérée procède en deux étapes.

D'abord, nous définissons la position initiale de l'Entité en termes de recettes, de dépenses, de soldes et d'endettement. Cette définition s'inscrit dans le strict respect des décisions officielles de politique budgétaire, en nous basant sur les documents publiés par les Parlements, Gouvernements et/ou organismes compétents. En l'occurrence, nous nous référons au budget 2007 initial de la Région wallonne. De plus, nous intégrons – dans la mesure de l'information disponible – toute mesure postérieure à la publication de ces documents et/ou toute information affectant la situation budgétaire de l'Entité.

Ensuite, nous projetons ces différents éléments sur la période qui couvre les années 2008 à 2017. Une distinction est établie entre les postes, selon qu'ils évoluent ou non en fonction d'un mécanisme particulier. Citons, par exemple, les parties attribuées du produit de l'I.P.P. versées par le Pouvoir fédéral aux Régions, dans le cadre de la Loi Spéciale de Financement (L.S.F.) du 16 janvier 1989. Les mécanismes de la L.S.F. font l'objet d'une modélisation détaillée dans le simulateur. Cette modélisation reflète les modifications apportées à la L.S.F. par les accords du Lambert (2001).

Quant à l'évolution des autres postes de recettes ou de dépenses, soit nous nous référons à de l'information disponible (telle que les plans d'amortissements et d'intérêts relatifs à une dette), soit nous posons des hypothèses simples (telles qu'une indexation des montants) ou complexes (explicitées dans le texte).

I. 2. 2. La souplesse d'utilisation

L'intérêt du modèle ne se limite pas à la description des perspectives budgétaires des Entités, établies dans le cadre des politiques actuelles et à environnement institutionnel inchangé. Les montants ou les hypothèses retenues sont modifiables selon les besoins. Il en va de même des paramètres intervenant au sein de mécanismes particuliers, comme le calcul des recettes institutionnelles de l'Entité concernée. La possibilité est également donnée d'étudier les conséquences d'un transfert de recettes, de dépenses ou encore de dette entre différents niveaux de pouvoir.

Le modèle permet ainsi d'apprécier l'impact de toute modification introduite au sein des simulateurs. Les projections à politique actuelle et environnement institutionnel inchangé servent alors de point de comparaison aux simulations dites alternatives.

I. 2. 3. La cohérence d'ensemble

Plusieurs aspects du modèle garantissent la cohérence entre les quatre simulateurs.

D'abord, les quatre simulateurs se réfèrent au même cadre macroéconomique et démographique. Ce cadre de référence regroupe les différentes variables exogènes nécessaires à l'établissement des projections. L'utilisateur peut toutefois y apporter des modifications.

Ensuite, nous veillons à harmoniser le vocabulaire utilisé au sein du modèle. Les recettes des quatre entités sont classées selon leur origine, institutionnelle ou autre. Pour les dépenses, nous distinguons les dépenses primaires particulières, les dépenses primaires ordinaires, les charges d'intérêt ainsi que les charges d'amortissement.

Enfin, les simulateurs reflètent les interactions qui existent entre les Entités fédérées francophones. Les accords intra-francophones de la Saint Quentin (1993) constituent l'exemple le plus parlant. Ils organisent le transfert de diverses compétences communautaires en faveur de la Région wallonne et de la COCOF. En contrepartie, la Communauté française leur verse une dotation dont l'importance est fonction – entre autres – de la politique salariale menée par la Région de Bruxelles-Capitale dans la fonction publique bruxelloise. A travers ce mécanisme, les décisions de la Région de Bruxelles-Capitale en la matière affectent la situation financière des autres entités fédérées francophones.

La situation d'amorçage : le budget 2007 initial de la Région wallonne

Le **budget 2007 initial** de la Région wallonne constitue le point de départ de notre estimation des perspectives budgétaires de l'Entité à l'horizon 2017. Cette situation d'amorçage doit être décrite avec le plus de précision possible. En effet, toute erreur risquerait d'être amplifiée avec les années, lors de notre projection.

Nous commentons d'abord la situation de l'Entité en termes de recettes (II.1). et adoptons la même démarche pour les différents postes de dépenses (II.2). Enfin, nous étudions les soldes et l'endettement de l'Entité (II.3).

I. 3. Les recettes de la Région wallonne en 2007

Nous débutons l'étude de la situation d'amorçage par la présentation des recettes du budget 2007 initial. La première classification retenue correspond à celle adoptée dans le Budget des Voies et Moyens. Il s'agit du regroupement des moyens budgétaires *en fonction de leur nature*. Nous nous limitons toutefois à la présentation par titre, secteur et division organique (D.O.).

Tableau 1 : Les recettes de la Région wallonne au Budget (en milliers EUR)

	2007 initial	En % du total
Titre I - Recettes courantes	5.750.062	92,70%
<i>Secteur I - Recettes fiscales</i>	1.828.239	29,47%
DO 01 - Recettes fiscales générales	1.797.082	28,97%
DO 13 - Recettes fiscales spécifiques (Ressources naturelles et environnement)	30.768	0,50%
DO 15 - Recettes fiscales spécifiques (Aménagement du territoire et logement)	389	0,01%
<i>Secteur II - Recettes générales non fiscales</i>	3.657.316	58,96%
DO 01 - Recettes générales	3.607.015	58,15%
DO 10 - Gestion générale du Ministère de la Région wallonne	40.926	0,66%
DO 14 - Pouvoirs locaux	5.710	0,09%
DO 50 - Gestion générale du Ministère wallon de l'Equipeement et des Transports	3.665	0,06%
<i>Secteur III - Recettes spécifiques</i>	264.507	4,26%
DO 11 - Economie et emploi	211.214	3,41%
DO 12 - Technologies et recherche	13.954	0,22%
DO 13 - Ressources naturelles et environnement	17.191	0,28%
DO 14 - Pouvoirs locaux	-	0,00%
DO 15 - Aménagement du territoire et logement	-	0,00%
DO 17 - Action sociale et santé	-	0,00%
DO 19 - Agriculture	3.110	0,05%
DO 40 - Dette générale	963	0,02%
DO 50 - Secrétariat général du Ministère wallon de l'Equipeement et des Transports	17.355	0,28%
DO 51 - Réseau routier de la Région	220	0,00%
DO 52 - Voies hydrauliques de la Région	200	0,00%
DO 53 - Services techniques	300	0,00%
DO 54 - Transports	-	0,00%
Titre II - Recettes en capital	452.979	7,30%
<i>Secteur I - Recettes fiscales</i>	436.954	7,04%
DO 01 - Recettes fiscales générales	436.954	7,04%
<i>Secteur II - Recettes générales non fiscales</i>	2.005	0,03%
DO 01 - Recettes générales	100	0,00%
DO 10 - Gestion générale du Ministère de la Région wallonne	305	0,00%
DO 50 - Gestion générale du Ministère wallon de l'Equipeement et des Transports	1.600	0,03%

<i>Secteur III - Recettes spécifiques</i>	14.020	0,23%
DO 11 - Economie et emploi	2.000	0,03%
DO 12 - Technologies et recherche	9.500	0,15%
DO 15 - Aménagement du territoire et logement	100	0,00%
DO 17 - Action sociale et santé	-	0,00%
DO 19 - Agriculture et milieu rural	2.420	0,04%
DO 54 - Transports	-	0,00%
Titre III - Produits d'emprunts	-	0,00%
TOTAL HORS PRODUITS D'EMPRUNTS	6.203.041	100,00%
TOTAL AVEC PRODUITS D'EMPRUNTS	6.203.041	100,00%

Sources : Budget des Voies et Moyens de la Région wallonne pour 2007 initial ; calculs CERPE.

Le tableau suivant reprend les différents postes de recettes du simulateur regroupés simplement en recettes courantes et de capital, avec la distinction entre les recettes fiscales et les autres recettes.

Tableau 2 : Les recettes de la Région wallonne en fonction de leur nature (en milliers EUR)

	2007 initial	En % du total
I. Recettes courantes (Titre I)	5.750.062	92,70%
Recettes fiscales (Secteur I)	1.828.239	29,47%
Autres recettes (Secteurs II et III)	3.921.823	63,22%
II. Recettes en capital (Titre II)	452.979	7,30%
Recettes fiscales (Secteur I)	436.954	7,04%
Autres recettes (Secteurs II et III)	16.025	0,26%
Total des recettes hors emprunts	6.203.041	100,00%

Sources : Budget des Voies et Moyens de la Région wallonne pour 2007 initial ; calculs CERPE.

Après une présentation conforme à la structure adoptée dans les documents budgétaires, nous opérons *un regroupement des postes selon leur origine institutionnelle*. Trois types de recettes sont considérés dans notre outil de simulation : les transferts du Pouvoir fédéral, les moyens issus du niveau régional et les transferts en provenance de la Communauté française. Nous les reprenons dans le tableau ci-après.

Tableau 3 : Les recettes de la Région wallonne selon leur origine institutionnelle (en milliers EUR)

	2007 initial	En % du total
I. Transferts du Pouvoir fédéral	3.496.738	56,37%
Dotation I.P.P	3.314.503	53,43%
Droit de tirage sur le Ministère de l'Emploi et du Travail	182.235	2,94%
II. Moyens issus du niveau régional	2.410.392	38,86%
Impôts régionaux	2.227.736	35,91%
Autres recettes courantes	129.174	2,08%
Autres recettes en capital	16.025	0,26%
Taxes et redevances	37.457	0,60%
III. Transferts de la Communauté française	295.911	4,77%
Dotation	291.007	4,69%
Fonds budgétaire en matière de Loterie	4.904	0,08%
Total	6.203.041	100,00%

Sources : Budget des Voies et Moyens de la Région wallonne pour 2007 initial ; calculs CERPE.

Passons maintenant en revue les montants pour 2007 des différents postes présentés dans notre simulateur et commentons les.

I. 3. 1. Les transferts en provenance de l'Etat fédéral

Avec un montant de 3.496.738 *milliers EUR* au budget 2007 initial, les transferts en provenance de l'Etat fédéral représentent la majeure partie des recettes de la Région wallonne (soit 56,37%). Ils sont constitués de la dotation I.P.P. et du droit de tirage sur le budget du Ministère de l'Emploi et du Travail (M.E.T.).

1) La dotation I.P.P.

Pour 2007, le montant de la part attribuée du produit de l'I.P.P. mentionné dans les documents budgétaires s'élève à 3.314.503 *milliers EUR*. Il provient de l'évaluation effectuée par l'Etat fédéral.

Le détail des montants pris en compte dans le calcul de cette dotation est repris ci-dessous :

Tableau 4 : Décomposition de la dotation I.P.P. (en milliers EUR)

	2007 initial
(a) Moyens de base	3.343.277
(b) Moyens supplémentaires	83.035
(c) Terme négatif	-1.050.349
(d) Intervention de solidarité nationale	885.628
Dotation I.P.P.	3.261.591
Décompte ISN 2006	52.912
Total pour 2007	3.314.503

Source : Rapport de la Cour des comptes sur les projets de budgets de la Région wallonne pour l'année 2007, p.17.

Expliquons chaque composante.

(a) Les moyens de base

Le calcul des dotations sur I.P.P. correspond depuis l'an 2000 à l'application du principe du juste retour, selon le mécanisme stipulé à l'article 33 de la L.S.F. : une dotation globale, calculée comme le total transféré aux Régions l'année précédente lié au taux de croissance de l'indice moyen des prix à la consommation ainsi qu'à la croissance réelle du R.N.B., est répartie entre les Régions en fonction de la contribution relative de chaque Entité aux recettes I.P.P. du Royaume.

Notons que depuis 2006, les gouvernements fédéral, communautaires et régionaux se réfèrent à **la croissance réelle du P.I.B. plutôt qu'à celle du R.N.B.**, sans pour autant que la L.S.F. n'ait été modifiée. Ce choix de changer les paramètres macroéconomiques de référence a été acté lors de la Conférence interministérielle des Finances et du Budget du 1^{er} juin 2005 et confirmé lors du Comité de concertation des gouvernements fédéral, communautaires et régionaux du 8 juin 2005.

Les paramètres retenus pour la confection des budgets proviennent du Budget économique du Bureau fédéral du Plan de septembre 2006, à savoir 1,9% d'inflation et 2,2% de croissance réelle du P.I.B. Sur base de ces taux, le montant des moyens de base s'élève à 3.343.277 *milliers EUR* au budget 2007.

(b) Les moyens supplémentaires

Les accords du Lambermont (2001) ont prévu la régionalisation de plusieurs matières, à savoir les lois communale et provinciale, l'agriculture et la pêche maritime, les établissements scientifiques et les subventions relatives à l'agriculture ainsi que le commerce extérieur. Par ailleurs, un supplément pour l'agriculture est octroyé à la Région wallonne et à la Région flamande en vertu des accords de la Saint-Michel (1993).

En parallèle à ces transferts de compétences, des transferts financiers pour les Régions ont également été prévus. Les règles de financement des moyens versés par le Fédéral sont mentionnées aux articles 35bis à 35septies de la Loi spéciale du 13 juillet 2001.

Pour 2007, un montant de 83.035 millions EUR est repris à ce titre au budget. Ce montant se répartit de la manière suivante¹ :

- Lois communale et provinciale : 2,4 millions ;
- Agriculture et pêche maritime : 16,0 millions ;
- Etablissements scientifiques et subventions relatives à l'agriculture : 23,2 millions ;
- Commerce extérieur 4,9 millions ;
- Agriculture : 36,5 millions.

(c) *Le terme négatif*

Conformément à l'article 33bis de la Loi spéciale du 13 juillet 2001, une réduction de la dotation I.P.P. doit être effectuée afin de compenser le Pouvoir fédéral de la perte de moyens qu'il subit suite à l'élargissement de l'autonomie fiscale des Régions. Pour l'année 2002, la réduction de dotation correspondait aux recettes régionales moyennes de 1999, 2000 et 2001 des nouveaux impôts régionaux, exprimées en prix de 2002². Selon les mécanismes stipulés par la loi spéciale du 13 juillet 2001, la réduction effectuée à partir de 2003 correspond à la réduction calculée pour chaque impôt pour l'année précédente, indexée et liée à 91 % de la croissance réelle du R.N.B., à l'exception du montant relatif à la redevance radio-télévision qui est seulement indexé.

Rappelons que suite à l'accord conclu en Comité de concertation (voir supra), la réduction susmentionnée est liée à 91% de la croissance réelle du P.I.B. et non plus du R.N.B.

Le montant du terme négatif évalué par le Pouvoir fédéral s'élève dès lors à 1.050.349 millions EUR pour 2007 ; il viendra donc en déduction du montant de la dotation I.P.P. calculée.

(d) *L'intervention de solidarité nationale*

L'intervention de solidarité nationale correspond à un montant de 468 francs belges indexés par habitant et par pourcentage d'écart négatif entre le rendement de l'I.P.P. par habitant au niveau régional et le rendement de l'I.P.P. par habitant au niveau du Royaume (art.48 de la L.S.F.). Le montant de l'intervention de solidarité prévu pour 2007 par le Fédéral est de 885.628 millions EUR, la perception moyenne de l'I.P.P. localisé en Région wallonne restant inférieure à celle du Royaume. Ce montant ne tient pas compte du décompte probable pour l'année 2006.

2) Le droit de tirage sur le budget du M.E.T.

La seconde intervention financière en provenance de l'Etat fédéral est le droit de tirage sur le budget du Ministère de l'Emploi et du Travail. Ce transfert, octroyé à chaque Région en vertu de l'article 35 de la L.S.F., est effectué pour assurer le financement des programmes de remise au travail de chômeurs.

¹ Chiffres issus du Rapport de la Cour des comptes sur les projets de budgets de la Région wallonne pour l'année 2007, p. 17.

² Nous entendons par « nouveaux impôts régionaux » les taxes suivantes : les droits d'enregistrement sur la constitution d'une hypothèque, sur les partages et cessions ainsi que sur les donations, la taxe de circulation et de mise en circulation, l'eurovignette, les 58,592% restants des recettes générées par les droits d'enregistrement sur les transmissions et la redevance radio télévision.

L'enveloppe globale des droits de tirage est fixée annuellement en concertation avec l'autorité nationale et les autorités régionales. Le montant à percevoir par l'Entité en 2007 est maintenu au niveau de l'année précédente, à savoir 182.235 millions EUR. Il représente ainsi 2,94% des recettes totales de la Région wallonne.

I. 3. 2. Les moyens issus du niveau régional

En 2007 initial, les moyens issus du niveau régional constituent 38,86% des recettes totales. Ces moyens sont subdivisés en quatre catégories développées ci-après : les impôts régionaux, les autres recettes courantes, les taxes et redevances perçues par la Région ainsi qu'un poste regroupant diverses recettes de capital.

1) Les impôts régionaux

Les impôts régionaux représentent 35,91% des recettes totales de l'Entité. Rappelons qu'avec l'entrée en vigueur au 01/01/2002 de la Loi spéciale du 13 juillet 2001, l'autonomie fiscale des Régions a été élargie puisque :

- de nouveaux impôts ont été régionalisés : la taxe de mise en circulation, l'eurovignette, la redevance radio et télévision et les droits d'enregistrement sur les donations, sur la constitution d'une hypothèque sur un bien immeuble situé en Belgique et sur les partages partiels ou totaux de biens immeubles situés en Belgique ainsi que sur les cessions à titre onéreux ;
- les compétences fiscales des Régions ont été élargies en matière de précompte immobilier, de droits de succession et de mutation par décès, de droits d'enregistrement sur les transmissions à titre onéreux de biens immeubles et de taxe de circulation.

Nous reprenons au tableau suivant le détail de la rubrique « Impôts régionaux », en distinguant les recettes fiscales courantes et les recettes fiscales en capital. En plus du produit des impôts régionaux, nous ajoutons dans cette catégorie les recettes provenant des intérêts de retard, de la charge des intérêts moratoires ainsi que de l'attribution des amendes fiscales sur ces impôts régionaux.

Tableau 5 : Les impôts régionaux inscrits aux budgets (en milliers EUR)

	2007 initial	En % du total
Recettes fiscales courantes	1.790.782	80,39%
Taxe sur les jeux et paris	23.633	1,06%
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	11.388	0,51%
Taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées	-	0,00%
Droits d'enregistrement sur les transmissions à titre onéreux de biens immeubles	800.134	35,92%
Droits d'enregistrement sur hypothèque & partage	116.586	5,23%
Droits d'enregistrement sur donations	116.947	5,25%
Taxe de circulation	366.818	16,47%
Taxe de mise en circulation	80.094	3,60%
Redevance radio et télévision	195.000	8,75%
Eurovignette	36.440	1,64%
Précompte immobilier	27.179	1,22%
Intérêts et amendes sur impôts régionaux	16.563	0,74%
Recettes fiscales en capital	436.954	19,61%
Droits de succession et de mutation par décès	436.954	19,61%
Total	2.227.736	100,00%

Sources : Budget des Voies et Moyens de la Région wallonne pour 2007 initial ; calculs CERPE.

Rappelons que pour tous ces impôts, les Régions sont désormais compétentes pour déterminer la base et les taux d'imposition ainsi que les exemptions³.

2) Les autres recettes courantes

Cette catégorie comprend diverses recettes courantes reprises au Titre I du Budget des Voies et Moyens. Parmi celles-ci, nous trouvons par exemple les cotisations du personnel des Ministères à l'achat de titres-repas, le produit de la vente de biens non durables et de services ainsi que des remboursements.

En 2007, ces autres recettes courantes équivalent à 2,08% des moyens totaux, soit un montant de 129.174 milliers EUR.

3) Les autres recettes en capital

Les recettes en capital – sans les droits de succession et de mutation par décès déjà repris dans la rubrique « Impôts régionaux » – s'élèvent à 16.025 milliers EUR, soit 0,26% des recettes totales pour 2007 initial. Elles sont classées au Titre II du Budget des Voies et Moyens ; on y retrouve notamment le produit de la vente d'actifs et plusieurs remboursements d'avances récupérables.

Rappelons qu'en 2006, la Région wallonne avait vendu une partie de ses actions Arcelor (pour un montant de 90.000 milliers EUR). La vente d'une partie supplémentaire des titres Arcelor prévue initialement pour 2007 a été annulée suite à un problème de garantie des titres. Rappelons que la vente de ces actions permet de dégager des moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre du Plan Marshall. L'absence de ces 90.000 milliers EUR en 2007 implique donc une réduction du même montant des crédits globaux inscrits en dépenses pour les Actions prioritaires pour l'Avenir wallon (APAW) (voir section I.2, point 12).

4) Les taxes et redevances

Les taxes et redevances perçues par la Région représentent 0,60% des recettes totales de la Région pour 2007 initial, soit 37.457 milliers de EUR. Sont reprises dans cette rubrique les allocations figurant dans le Tableau 6 ci-après :

Tableau 6 : Détail de la catégorie "Taxes et redevances" (en milliers EUR)

	2007 initial
Taxe sur les automates	6.000
Taxe sur les logements abandonnés	300
Taxes et redevances sur les déchets	15.768
Taxes et redevances sur l'eau	15.000
Taxes et redevances relatives au permis d'environnement	-
Taxe sur les sites d'activité économique désaffectés	389
Total	37.457

Sources : Budget des Voies et Moyens de la Région wallonne pour 2007 initial ; calculs CERPE.

Expliquons brièvement chacun de ces postes.

³ Notons qu'en matière de précompte immobilier, les Régions ne peuvent toutefois pas modifier le revenu cadastral fédéral (art.4 §2 de la Loi spéciale du 13 juillet 2001). Pour la taxe de circulation et de mise en circulation, des accords de coopération doivent également être conclus entre les trois Régions avant qu'elles ne puissent exercer leur compétence fiscale dans le cas où le redevable est une société, une entreprise publique autonome ou une A.S.B.L. à activités de leasing (art.4 §3). Enfin, pour l'eurovignette, un accord de coopération doit également être conclu entre les Régions pour les véhicules immatriculés à l'étranger (art.4§4).

La taxe sur les automates a été instaurée par un décret du 19/11/1998 (M.B. du 27/11/1998). Elle vise les distributeurs automatiques de billets de banque accessibles au public ainsi que les guichets automatisés et les appareils distributeurs de carburant accessibles au public, en libre-service, pour lesquels le paiement peut être effectué par un système automatisé. Le montant repris en 2007 s'élève à 6.000 milliers EUR.

La taxe sur les logements abandonnés a également été instaurée par un décret du 19/11/1998 (M.B. du 27/11/1998). Bien que cette taxe ait été supprimée en 2005, la Cour des comptes considérait dans son rapport sur le budget 2006 initial qu'une prévision nulle pour 2006 n'était pas réaliste puisque le total des montants perçus en 2005 était inférieur aux enrôlements relatifs à l'exercice d'imposition 2004. Des arriérés restant encore à recouvrer, la prévision est de 300 milliers EUR pour 2007.

En matière de taxes sur les déchets, on observe un montant de 15.768 milliers EUR pour 2007. Ce montant concerne les taxes sur les déchets non ménagers (15.048 milliers EUR) ainsi que le régime de prélèvement sanction pour les déchets ménagers (720 milliers EUR). Rappelons en effet la suppression de la taxe sur les déchets ménagers depuis le 1^{er} janvier 2003.

Pour les taxes et redevances sur l'eau (recette affectée au Fonds pour la protection des eaux), un montant de 15.000 milliers EUR est prévu pour 2007. Cette prévision est constituée des taxes sur le déversement des eaux usées domestiques et industrielles (12.000 milliers EUR), de la contribution de prélèvement sur les captages d'eau souterraine (3.500 milliers EUR) et de la redevance sur les captages d'eau potabilisable (100 milliers EUR)⁴.

Concernant la taxe sur le permis d'environnement, plus aucun montant n'est prévu depuis 2006. Pour rappel, il s'agit des droits de dossier acquittés par les exploitants lors de l'introduction d'un dossier de demande ainsi que les droits acquittés par les requérants sur recours.

Enfin, c'est la première fois en 2007 qu'une recette est prévue pour la taxe sur les sites d'activité économique désaffectés, soit 389 milliers EUR. Il s'agit de recettes affectées au Fonds d'assainissement des sites d'activités économiques à réhabiliter et des sites d'assainissement prioritaire des paysages. Notons que cette prévision prudente tient compte du fait que certains sites visés par la taxe seront réhabilités et que les montants enrôlés ne seront dès lors pas recouverts.

I. 3. 3. Les transferts de la Communauté française

Les transferts en provenance de la Communauté française de Belgique assurent 4,77% des recettes de la Région wallonne pour 2007 initial, avec un montant de 295.911 milliers EUR. Ils sont composés de la dotation de la Communauté française et du Fonds budgétaire en matière de Loterie.

⁴ Le total des montants des trois postes dépasse le montant global car il faut déduire les dépenses fiscales suivantes : les indemnités aux distributeurs (100 milliers EUR), la restitution aux agriculteurs, entreprises et particuliers (400 milliers EUR) et les frais de perception (100 milliers EUR).

Tableau 7 : Détail de la catégorie "Transferts de la Communauté française" (en milliers de EUR)

	2007 initial
Dotation de la Communauté française	291.007
Moyens transférés par la C.F.	290.554
Moyens transférés par la C.F. – calcul définitif exercice antérieur	453
Fonds budgétaire en matière de Loterie	4.904
Total	295.911

Sources : Budget des Voies et Moyens de la Région wallonne pour 2007 initial ; calculs CERPE.

1) La dotation de la Communauté française

Les moyens inscrits à ce poste sont consacrés au financement des compétences transférées par la Communauté française à la Région wallonne, suite aux accords de la Saint Quentin (1993)⁵.

Rappelons que, suite au décret du Conseil de la Communauté française du 23 décembre 1999, un effort supplémentaire est consenti depuis 2000 par la Région wallonne. Le montant de cet effort s'élevait à 59.494,5 milliers de EUR en 2000. Depuis, il est adapté chaque année à l'évolution de l'indice moyen des prix à la consommation et multiplié par un coefficient compris entre 1 et 1,5. La valeur du coefficient procède d'un accord entre les Gouvernements de la Communauté, de la Région et de la Cocof ; à défaut d'accord, il est égal au coefficient de l'année précédente. Jusqu'en 2002, il valait 1, à partir de 2003 il valait 1,375, en 2006 un nouvel accord l'a fixé à 1,34375 et enfin il vaut 1,31250 en 2007⁶. Cette diminution du coefficient entraîne une diminution du refinancement de la Communauté française par la Région wallonne et la Cocof puisque les dotations octroyées à ces deux entités augmentent.

Le montant des moyens transférés à la Région wallonne pour 2007 initial s'élève à 290.554 milliers EUR. Il coïncide avec celui mentionné au budget de la Communauté française.

Lors de l'élaboration du budget 2007 initial, le montant du règlement de l'exercice antérieur a quant à lui été fixé à 453 milliers EUR. Ce décompte n'est toutefois pas définitif puisque le taux d'inflation effectif de l'année 2006 n'est connu qu'au cours du 1^{er} trimestre de 2007.

2) Le Fonds budgétaire en matière de Loterie

Nous mettons en évidence dans le simulateur le Fonds budgétaire en matière de Loterie, classé en recettes générales non fiscales (Secteur II), à la D.O. 10 dédiée à la gestion générale du Ministère de la Région wallonne.

Ce poste reprend des moyens de la Loterie Nationale qui sont rétrocédés par la Communauté française à l'Entité wallonne. En effet, l'application de l'article 62bis de la L.S.F. du 13/07/2001 – qui prévoit le versement d'une partie du bénéfice (27,44%) de la Loterie Nationale aux trois Communautés du Royaume – a débouché sur une convention entre les gouvernements de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Cocof. Selon cette convention, une part de 19,85643165 % de l'enveloppe francophone est rétrocédée à la Région wallonne⁷.

Le fonds est crédité d'un montant de 4.904 milliers EUR en 2007.

⁵ Rappelons que les accords de la Saint Quentin ont organisé un transfert de certaines compétences de la Communauté française non seulement à la Région wallonne mais aussi à la Cocof.

⁶ Source : Rapport de la Cour des comptes sur les projets de budgets de la Région wallonne pour 2007, pp.20-21.

⁷ Toujours selon cette convention, une part de 5,66 % de l'enveloppe francophone est rétrocédée à la Cocof.

Enfin, signalons que les recettes de ce fonds sont destinées à assurer la subvention d'une série de matières régionalisées suite aux accords de la Saint Quentin et précédemment soutenues par la Loterie Nationale. Nous retrouvons en effet un montant identique à celui du Fonds dans le budget général des dépenses, au programme 2 de la D.O.10 consacrée au secrétariat général du Ministère de la Région wallonne. Nous en reparlerons lors de la présentation des dépenses particulières (section I.2.1, point 8).

I. 4. Les dépenses de la Région wallonne en 2007

Pour établir la situation d'amorçage de l'Entité en matière de dépenses, nous prenons en considération les crédits non dissociés, les crédits variables ainsi que les crédits d'ordonnancement du budget général des dépenses de 2007 initial. Nous raisonnons donc en terme de « moyens de paiement » et non en terme de « moyens d'action ».

Le Tableau 8 reprend ces *crédits par division organique (DO)*, tels qu'ils sont présentés dans les documents budgétaires de la Région.

Tableau 8 : Les dépenses de la Région wallonne au Budget (en milliers EUR)

	2007 initial	En % du total
Chapitre I – Ministère de la Région wallonne	5.057.130	77,94%
DO 01 – Parlement wallon	44.739	0,69%
DO 02 – Dépenses de cabinet	28.694	0,44%
DO 09 - Services du Gouvernement wallon et organismes non rattachés aux D.O.	15.130	0,23%
DO 10 - Secrétariat général du MRW	412.296	6,35%
DO 11 - Economie, emploi et formation professionnelle	1.270.823	19,59%
<i>dont Actions prioritaires pour l'Avenir wallon</i>	<i>102.850</i>	<i>1,59%</i>
DO 12 - Technologies et recherche	214.092	3,30%
<i>dont Actions prioritaires pour l'Avenir wallon</i>	<i>34.999</i>	<i>0,54%</i>
DO 13 - Ressources naturelles et environnement	166.206	2,56%
DO 14 - Pouvoirs locaux	1.345.762	20,74%
<i>dont Actions prioritaires pour l'Avenir wallon</i>	<i>11.340</i>	<i>0,17%</i>
DO 15 - Aménagement du territoire et logement	357.650	5,51%
<i>dont Actions prioritaires pour l'Avenir wallon</i>	<i>8.976</i>	<i>0,14%</i>
DO 16 - Relations extérieures	79.752	1,23%
<i>dont Actions prioritaires pour l'Avenir wallon</i>	<i>5.021</i>	<i>0,08%</i>
DO 17 - Action sociale et santé	723.883	11,16%
DO 18 – Tourisme	40.253	0,62%
DO 19 – Agriculture et milieu rural	156.378	2,41%
DO 30 - Provisions interdépartementales pour la programmation 2000-2006 des cofinancements européens	134.869	2,08%
DO 31 - Provision interdépartementale relative aux fonds d'impulsion économique et rural	56.603	0,87%
<i>dont Actions prioritaires pour l'Avenir wallon</i>	<i>56.603</i>	<i>0,87%</i>
DO 32 - Provisions interdépartementales pour la programmation 2007-2013 des cofinancements européens	10.000	0,15%
Chapitre II – Dette	273.592	4,22%
DO 40 - Finances	273.592	4,22%
Chapitre III – Ministère de l'Équipement et des Transports	1.157.696	17,84%
DO 50 - Secrétariat général du M.E.T.	335.323	5,17%
DO 51 - Réseau routier de la Région	244.393	3,77%
DO 52 - Voies hydrauliques de la Région	79.598	1,23%
<i>dont Actions prioritaires pour l'Avenir wallon</i>	<i>1.750</i>	<i>0,03%</i>
DO 53 - Services techniques	29.639	0,46%
DO 54 - Transports	468.743	7,22%
TOTAL	6.488.418	100,00%
<i>dont Actions prioritaires pour l'Avenir wallon</i>	<i>221.539</i>	<i>3,41%</i>

Sources : Budget général des dépenses de la Région wallonne pour 2007 initial ; calculs CERPE.

Après avoir décomposé les dépenses par division organique, nous effectuons dans notre modèle une classification différente, en meilleure adéquation avec notre objectif de simulation. Ainsi, nous distinguons les dépenses selon leur nature. Chaque catégorie présente des particularités en matière d'évolution future. Nous reprenons notre classification au Tableau 9 ci-après.

Tableau 9 : Dépenses de la Région wallonne selon leur nature (en milliers EUR)

	2007 initial	En % du total
Dépenses primaires totales	6.289.093	96,93%
Dépenses particulières	2.829.679	43,61%
Dépenses primaires ordinaires	3.459.414	53,32%
Charges d'intérêt	193.707	2,99%
Charges d'intérêt dette directe et reprise	178.152	2,75%
Charges d'intérêt dette indirecte	15.555	0,24%
Amortissements	5.618	0,09%
Total général des dépenses	6.488.418	100,00%

Sources : Budget général des dépenses pour 2007 initial ; calculs CERPE.

La première catégorie rassemble les dépenses primaires dont l'évolution revêt un caractère contraignant en raison d'engagements de la Région ; nous les appelons « *dépenses primaires particulières* ». Ces postes évoluent selon une logique propre déterminée par une loi, un décret ou par accord. Notons également que certaines dépenses primaires présentant une évolution particulière qui se répète sur plusieurs années peuvent également figurer dans les dépenses primaires particulières. Les « *dépenses primaires ordinaires* » constituent la deuxième catégorie. Il s'agit en fait d'une catégorie résiduelle, regroupant les postes budgétaires qui ne sont ni des dépenses primaires particulières ni des charges liées aux dettes directe, reprise et indirecte. Les charges d'intérêt de la dette indirecte et celles de la dette directe et reprise correspondent alors aux troisième et quatrième composantes des dépenses. Enfin, les amortissements constituent la cinquième et dernière catégorie.

A titre informatif, rappelons que pour financer certains investissements, la Région wallonne recourt à des financements alternatifs. Il s'agit d'emprunts contractés par des tiers et pour lesquels la Région intervient au niveau des charges⁸. Les principaux intermédiaires sont : le CRAC, la SOFICO, la SOWAFINAL, la SOWAER et la SWL.

Le tableau ci-dessous reprend l'ensemble des charges attachées à des financements alternatifs identifiées dans le budget 2007 initial.

Tableau 10 : Charges attachées à des financements alternatifs (en milliers EUR)

Prog.	AB	Libellé des allocations de base	2007 initial
		Sowafinal dans le cadre des APAW	10.000
11.03	01.02	Intervention régionale en faveur de la Sowafinal pour couverture des charges annuelles découlant du financement alternatif des infrastructures d'accueil des activités économiques - APAW (code 8)	4.000
15.02	01.04	Intervention régionale en faveur de la Sowafinal pour couverture des charges annuelles découlant du financement alternatif de l'assainissement et de la rénovation des SAED non pollués - APAW	2.000
15.02	01.05	Intervention régionale en faveur de la Sowafinal pour couverture des charges annuelles découlant du financement alternatif de l'assainissement et de la rénovation des SAED pollués - APAW	4.000
		Sowafinal hors APAW	4.000
11.03	01.01	Intervention régionale en faveur de la Sowafinal pour couverture des charges annuelles découlant du financement alternatif des infrastructures d'accueil des activités économiques	2.000
15.02	01.03	Intervention régionale en faveur de la Sowafinal pour couverture des charges annuelles découlant du financement alternatif de l'assainissement et de la rénovation des SAED	2.000

⁸ Notons que ce mécanisme peut s'accompagner d'une garantie régionale.

		<u>CRAC</u>	70.846
12.01	01.04	Intervention régionale en faveur du CRAC pour couverture des charges annuelles découlant du financement alternatif des investissements à caractère énergétique dans les bâtiments publics	400
13.03	63.06	Subvention au C.R.A.C. pour le financement d'investissements dans le cadre du plan wallon des déchets (CAW)	0
14.01	43.07	Intervention régionale complémentaire à verser au compte régional pour l'assainissement des communes à finances obérées et des provinces (CRAC)	38.423
14.01	63.10	Subvention au C.R.A.C. pour le financement d'investissements communaux d'intérêt supra-local destinés aux services de sécurité	1.500
14.05	43.01	Intervention régionale à verser au compte régional pour l'assainissement des communes à finances obérées (CRAC) dans le cadre du financement alternatif des grandes infrastructures	4.637
15.05	41.04	Intervention régionale à verser au CRAC dans le cadre du financement alternatif de l'offre de logements publics (PST 3)	3.000
17.01	41.01	Intervention régionale en faveur du CRAC	17.007
17.04	41.01	Intervention régionale en faveur du CRAC	4.079
17.06	41.01	Intervention régionale en faveur du CRAC	600
18.01	41.06	Intervention régionale en faveur du CRAC	1.200
		<u>SOFICO</u>	44.900
50.02	12.11	Achat de biens et services (SOFICO)	36.500
51.01	93.08	Convention de commissionnement avec la SOFICO dans le cadre de la réfection des autoroutes E411 et E25 en province du Luxembourg	8.400
51.02	73.03	Convention de commissionnement avec la SOFICO dans le cadre de la réfection des autoroutes E411 et E25 en province du Luxembourg	
		<u>Autres</u>	42.624
15.05	51.12	Dotations additionnelles à la Société Wallonne du Logement, destinées au financement de travaux de réhabilitation des logements gérés par la Société Wallonne du Logement et les sociétés de logement de services publics	23.000
54.02	31.10	Dotations à la SOWAER relatives à la mise en œuvre des mesures d'accompagnement et d'information	19.624
Total des charges attachées à des financements alternatifs			172.370

Source : Budget général des dépenses pour 2007 initial ; calculs CERPE.

Notons que la plupart de ces charges connaissent une évolution particulière et sont dès lors reprises dans divers postes de la section suivante consacrée aux dépenses primaires particulières.

I. 4. 1. Les dépenses primaires particulières

Les dépenses primaires particulières s'élèvent à 2.829.679 *milliers EUR* en 2007. Le Tableau 11 ci-après reprend le détail de cette catégorie.

Tableau 11 : Dépenses primaires particulières de la Région wallonne (en milliers EUR)

		2007 initial	En % du total
1	Dépenses liées à l'indice santé	422.921	14,95%
2	Fonds d'égalisation des budgets	70.000	2,47%
3	Provisions interdépartementales pour les cofinancements européens*	144.869	5,12%
4	SOFICO	44.900	1,59%
5	Interventions envers les T.E.C. et la S.R.W.T.	356.138	12,59%
6	Premier axe du Plan Tonus communal	46.500	1,64%
7	Fonds des Provinces et des Communes	1.070.225	37,82%
8	Fonds budgétaire en matière de Loterie	4.904	0,17%
9	Avance sur la compensation de la forfaitarisation des réductions du précompte immobilier en faveur des pouvoirs locaux	39.670	1,40%
10	Certains moyens transférés à la Communauté germanophone	31.758	1,12%
11	Interventions financières dans le capital de la SPGE	12.347	0,44%
12	Actions prioritaires pour l'Avenir wallon	221.539	7,83%
13 a	C.R.A.C.	70.846	2,50%
13 b	Fadels	33.073	1,17%
13 c	Soudure (exécution de la garantie aux S.P.A.B.S.)	24.000	0,85%
14	Subvention de fonctionnement au Forem et pour la gestion du P.R.C.	87.861	3,10%
15	Dotation à l'AWEX	56.504	2,00%
16	Dotation additionnelle à la Société wallonne du Logement pour le financement du PEI	23.000	0,81%
17	Dotation à la Sowaer	19.624	0,69%
18	Interventions financières en faveur de la Sowafinal pour couvrir les charges liées à des financements alternatifs (hors APAW) *	4000	0,14%
19	Provision conjoncturelle	45.000	1,59%
	Total des dépenses primaires particulières	2.829.679	100,00%

Sources : Documents budgétaires de la Région wallonne pour 2007 initial ; calculs CERPE.

1) Les dépenses de personnel liées à l'indice santé

Les dépenses liées à l'indice santé regroupent l'ensemble des dépenses de personnel : rémunérations, prise en charge des pensions de retraite des agents des organismes nationaux supprimés ou restructurés, contribution de responsabilisation en matière de pensions, honoraires d'avocats et d'experts judiciaires, provision pour l'indexation des emplois subsidiés et les accords du non-marchand.

Elles s'élèvent à 422.921 *milliers EUR* au budget 2007 initial, constituant la deuxième composante des dépenses particulières en ordre d'importance (après le Fonds des Provinces et des Communes).

2) Le Fonds d'égalisation des budgets

Suite à l'intégration de la méthodologie du SEC95, les moyens provisionnés au Fonds d'égalisation ne peuvent plus être utilisés pour équilibrer le budget régional puisque ces réserves appartiennent au périmètre de consolidation (le Fonds est un organisme d'intérêt public de catégorie A). Cela explique pourquoi le Fonds d'égalisation était crédité d'un montant nul en 2004 et 2005.

En 2006, ce Fonds a été utilisé pour mettre en réserve l'effort additionnel que la Région wallonne avait consenti au Gouvernement fédéral pour permettre à la Belgique de respecter les engagements pris dans le cadre du Pacte de stabilité européen (à savoir l'équilibre budgétaire de l'ensemble des pouvoirs publics belges en 2006). Cette "avance récupérable" de 85.940 milliers EUR mise en réserve sera récupérée, conformément à l'accord intervenu lors du Comité de Concertation du 26 octobre 2005, sur les objectifs budgétaires des exercices 2008 et 2009.

En 2007, le Fonds est utilisé comme « Fonds pour le désendettement de la Wallonie » et est crédité d'un montant de 70.000 milliers EUR.

3) Les provisions interdépartementales pour les cofinancements européens

Depuis la confection du budget initial de 2001, la division 30 regroupe les provisions ministérielles qui serviront à alimenter l'ensemble des allocations de base dédiées aux projets cofinancés par les fonds structurels.

Un montant de 134.869 milliers EUR est repris au budget 2007 initial.

Cette année est apparue une nouvelle division organique (D.O. 32) relative à la programmation 2007-2013 des cofinancements européens. Elle est créditée d'un montant de 10.000 milliers EUR.

Tableau 12 : Les provisions interdépartementales pour les cofinancements européens (en milliers EUR)

Prog.		2007 initial
	D.O. 31	134.869
31.01	Ministre-Président	96
31.02	Ministre chargé de l'économie, des P.M.E., de la recherche et des technologies nouvelles	28.395
31.03	Ministre chargé des transports, de la mobilité et de l'énergie	12.541
31.04	Ministre chargé du budget, du logement, de l'équipement et des travaux publics	11.917
31.05	Ministre chargé de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'environnement	2.136
31.06	Ministre chargé de l'agriculture et de la ruralité	15.447
31.07	Ministre chargé des affaires intérieures et de la fonction publique	27.529
31.08	Ministre chargé des affaires sociales et de la santé	808
31.09	Ministre chargé de l'emploi et de la formation	36.000
	D.O. 32	10.000
32.01	Cofinancements européens 2007-2013	10.000
	TOTAL DES COFINANCEMENTS	144.869

Sources : Budget général des dépenses de la Région wallonne pour 2007 initial ; calculs CERPE.

4) Les crédits à la Société de Financement Complémentaire des infrastructures (SOFICO)

La SOFICO est une société de droit public créée par le décret du 10 mars 1994. Elle a pour objet de mettre à la disposition des utilisateurs – à titre onéreux – les infrastructures dont elle assure le financement, la réalisation, l'entretien et l'exploitation. Parmi les chantiers, on trouve notamment la liaison entre les autoroutes E25 et E40 (l'A602) ou encore l'achèvement de l'A8 (E429, autoroute Tournai-Bruxelles).

La Région wallonne finance partiellement les travaux puis, une fois ceux-ci terminés, elle verse à la société un droit d'accès aux infrastructures concédé à la SOFICO par convention.

L'allocation principale de la Région wallonne envers la SOFICO est reprise au programme 2 de la division 50 ; elle s'élève à 36.500 milliers EUR. Ce crédit est destiné à couvrir le péage perçu par la SOFICO pour l'octroi du droit qu'elle donne aux utilisateurs, d'accéder et d'utiliser les infrastructures autoroutières qu'elle a financées. Il se décompose en un montant de 6.843,75 milliers EUR prévu au titre de péages pour l'A8 et un montant de 29.656,25 milliers attribué sous forme de péages pour la liaison E25-E40⁹.

Une seconde allocation est consacrée à la SOFICO depuis 2004. Il s'agit d'une convention de commissionnement conclue avec la société. Elle est reprise au programme 51.01 et est créditée d'un montant de 8.400 milliers EUR. Elle fait suite à la décision du gouvernement wallon de confier à cette société la réfection des autoroutes E411-E25 en province du Luxembourg. Cette annuité est prévue pour 20 ans.

Enfin, rappelons que le poste consacré à des achats de biens et services figurant au programme 52.01 pour 3.000 milliers EUR n'appartient pas au programme d'investissement de la SOFICO. Nous le reprenons dès lors dans les dépenses primaires ordinaires.

Les crédits totaux pour le programme d'investissement de la SOFICO se montent ainsi à 44.900 milliers EUR.

Tableau 13 : Les crédits pour la SOFICO (en milliers de EUR)

Prog.		2007 initial
50.02	Achat de biens et services (SOFICO)	36 500
51.01	Convention de commissionnement avec la SOFICO dans le cadre de la réfection des autoroutes E411 et E25 en province du Luxembourg	8 400
	TOTAL	44 900

Sources : Budget général des dépenses de la Région wallonne pour 2007 initial ; calculs CERPE.

5) Les interventions particulières envers les T.E.C. et la S.R.W.T.

Comme le prévoit le contrat de gestion conclu entre la Région wallonne, la S.R.W.T. et les T.E.C., une partie des subsides octroyés par l'Entité suit une évolution spécifique. Nous reprenons ainsi en dépenses primaires particulières les trois éléments suivants : la subvention d'exploitation à la S.R.W.T., l'intervention pour la couverture des charges d'exploitation des cinq sociétés T.E.C. (services réguliers et scolaires) ainsi que le financement d'investissements d'exploitation.

Les dépenses à charge de la Région sont reprises au Tableau 14 ci-dessous.

Tableau 14 : Les subventions particulières envers les T.E.C. et la S.R.W.T. (en milliers EUR)

	2007 initial
Exploitation des services réguliers et scolaires par les T.E.C.	296.759
Exploitation de la S.R.W.T.	27.251
Investissements d'exploitation	32.128
TOTAL	356.138

Sources : Contrat de gestion conclu entre la Région wallonne, la S.R.W.T. et les T.E.C., budget général des dépenses de la Région wallonne pour 2007 initial ; calculs CERPE.

⁹ Source : Programme justificatif afférent aux compétences du Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine (document budgétaire 4-II bcd (2005-2006) – N°1 Annexe 3bis), pp. 4-5.

6) Le 1er axe du Plan Tonus communal

Le 12 juillet 2001, le Gouvernement de la Région wallonne a approuvé le Plan Tonus communal qui s'articule autour de deux axes d'interventions.

En dépenses particulières, nous classons le 1^{er} axe d'intervention de ce plan qui prévoit l'octroi d'aides exceptionnelles au bénéfice des 262 communes de Wallonie¹⁰.

En attendant la réforme du fonds des communes, le Gouvernement wallon a pris la décision de reconduire le mécanisme des aides exceptionnelles de l'Axe 1 du plan Tonus communal pour l'année 2007. Nous retrouvons donc un montant de 46.500 millions EUR au budget.

7) Le Fonds des Provinces et des Communes

Puisque les crédits octroyés par la Région au Fonds des Provinces et des Communes évoluent selon des bases légales, nous les classons en dépenses primaires particulières. Ainsi, selon le décret programme du 17 décembre 1997 qui régit le montant attribué au Fonds des provinces et le décret du 20 juillet 1989¹¹ qui fixe les règles du financement général des communes wallonnes, les Fonds sont liés à l'indice des prix à la consommation.

En 2007, une nouvelle allocation destinée au refinancement du Fonds des Communes est apparue à la D.O. 14 consacrée aux pouvoirs locaux. Elle est créditée d'un montant de 10.000 millions EUR. Dans son communiqué du 19 octobre 2006, le Gouvernement wallon a en effet déclaré « qu'une revalorisation du Fonds des Communes est nécessaire pour permettre aux communes de remplir les missions de proximité de plus en plus nombreuses qui leur incombent ». Selon nos informations, cette réforme du Fonds des Communes n'aura pas lieu en 2007 et le montant de 10.000 millions EUR devrait être transféré au 1^{er} axe du Plan Tonus lors de l'ajustement budgétaire.

Les montants pour 2007 initial sont repris dans le tableau ci-après¹² :

Tableau 15 : Fonds des Provinces et des Communes (en millions EUR)

	2007 initial
Fonds des Provinces	132.322
Fonds des Communes	927.903
Refinancement du Fonds des Communes	10.000
Total	1.070.225

Sources : Budget général des dépenses pour 2007 initial ; calculs CERPE.

8) Le Fonds budgétaire en matière de Loterie

Au programme 2 de la D.O.10 (Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne), on trouve le Fonds budgétaire en matière de Loterie crédité d'un montant de 4.904 millions EUR en 2007 initial.

Suite à une décision du Gouvernement wallon du 18 juillet 2002, cette allocation est destinée à assurer la subvention d'une série de matières régionalisées suite aux accords de la Saint Quentin et

¹⁰ Le 2^{ème} axe du Plan Tonus communal concerne des aides complémentaires via le C.R.A.C.

¹¹ Modifié par l'Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 21 juin 1991, le décret du 5 novembre 1992, le décret du 27 mars 1997, le décret-programme du 17 décembre 1997 et l'Arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 1998.

¹² Notons que la dotation pour le transfert de compétences de la Région wallonne vers la Communauté germanophone en matière de pouvoirs subordonnés (entré en vigueur au 1^{er} janvier 2004) n'est plus incluse dans le Fonds des communes.

précédemment soutenues directement par la Loterie nationale¹³. Ainsi, les crédits prévus sont notamment consacrés aux handicapés, aux maisons de repos, au tourisme et au prestige national.

Rappelons que le montant de ce Fonds correspond aux moyens de la Loterie Nationale qui sont rétrocédés par la Communauté française à l'Entité wallonne. Comme nous l'avons vu précédemment, ce transfert de recettes fait suite à la convention conclue entre les gouvernements de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Cocof ; elle prévoit qu'une fraction de la partie du bénéfice de la Loterie Nationale versée à la Communauté française – conformément à l'article 62bis de la L.S.F. du 13/07/2001 – soit rétrocédée à la Région wallonne (soit 19,85643165% de l'enveloppe francophone).

9) L'avance sur la compensation de la forfaitarisation des réductions du précompte immobilier en faveur des pouvoirs locaux

En matière de précompte immobilier, la forfaitarisation des réductions est entrée en vigueur le 01/01/2004 (décret du 22/10/1003, M.B. du 19/11/2003). Ainsi, il est notamment prévu:

- une réduction d'un montant de 250 euros pour un grand invalide et de 125 euros pour une personne handicapée, multiplié par la fraction $[100 / (100 + \text{total des centimes additionnels au précompte immobilier établis par la commune, l'agglomération et la province où est située l'habitation occupée par le grand invalide ou par la personne handicapée})]$;
- une réduction du précompte immobilier afférent à l'immeuble occupé par le chef d'une famille comptant au moins deux enfants en vie ou une personne handicapée. Cette réduction est égale à un montant de 250 euros pour chaque personne à charge handicapée, y compris le conjoint, et de 125 euros pour chaque enfant à charge non handicapé, multiplié par la fraction $[100 / (100 + \text{total des centimes additionnels au précompte immobilier établis par la commune, l'agglomération et la province où est situé l'immeuble occupé par le chef de famille})]$;
- une réduction du précompte immobilier afférent à l'immeuble occupé par le chef d'une famille ayant à sa charge une personne, autre que celles visées au tiret précédent, de sa famille, ou de la famille de son conjoint ou de son cohabitant légal, à l'exception de ce conjoint ou cohabitant légal. Cette réduction est égale à un montant de 125 euros pour chaque personne, multiplié par la fraction $[100 / (100 + \text{total des centimes additionnels au précompte immobilier établis par la commune, l'agglomération et la province où est situé l'immeuble occupé par le chef de famille})]$.

Comme cette forfaitarisation des réductions du précompte immobilier entraîne une diminution du produit des additionnels perçu par les communes, le Gouvernement wallon a décidé de leur octroyer une compensation. Un montant de 39.670 millions de EUR est ainsi mentionné au budget 2007 initial.

¹³ Source : Programme justificatif afférent aux compétences du Ministre-Président du Gouvernement wallon (document budgétaire 4-I bcd (2004-2005)-N°1 Annexe 1), pp.39-40.

10) Certains moyens transférés à la Communauté germanophone

Nous reprenons en dépenses primaires particulières les transferts de la Région wallonne vers la Communauté germanophone dont l'évolution est stipulée dans un décret ou un accord de coopération.

L'ensemble de ces moyens est constitué de :

- la dotation pour le transfert de compétences en matière d'emploi¹⁴ ;
- la dotation pour le transfert de compétences en matière de pouvoirs subordonnés¹⁵ ;
- la dotation pour le transfert de compétences en matière de protection des monuments et sites¹⁶ ainsi que des fouilles archéologiques¹⁷ ;
- la subvention dans le cadre de la politique des télécommunications¹⁸ ;
- la dotation pour permettre à la Communauté germanophone d'assurer le transport scolaire interne¹⁹.

Tableau 16 : Certains moyens transférés à la Communauté germanophone (en milliers EUR) ²⁰

		2007 initial
11.08	Dotation en matière d'emploi	11.455
14.01	Transfert de compétences (pouvoirs subordonnés)	18.325
15.06	Dotation en matière de monuments, sites et fouilles	1.828
53.03	Subvention dans le cadre de la politique des télécommunications	75
54.01	Dotation en matière de transport scolaire interne	75
	Total	31.758

Sources : Budget général des dépenses pour 2007 initial ; calculs CERPE.

11) Les interventions financières dans le capital de la S.P.G.E.

Trois interventions financières dans le capital de la S.P.G.E. figurent au budget²¹.

La première concerne les missions liées au démergement qui ont été confiées à la S.P.G.E. afin d'accélérer le programme d'investissement en matière d'assainissement des eaux, et ce dans le cadre de la décision du Gouvernement wallon du 17/07/2003 relative à la réorientation de la prévention et de la gestion des déchets ménagers. Un montant de 7.200 millions EUR est ainsi prévu chaque année depuis 2004.

¹⁴ Voir Décret régional wallon du 06 mai 1999 (M.B. 03/07/1999) pour plus d'informations.

¹⁵ Ce transfert est régi par le décret régional wallon du 27 mai 2004 (M.B. 16/06/2004) qui est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2005.

¹⁶ Décret régional wallon du 17 janvier 1994 (M.B. 16/03/1994).

¹⁷ Décret régional wallon du 06 mai 1999 (M.B. 03/07/1999).

¹⁸ Cette matière a fait l'objet d'un Accord de coopération signé à Eupen le 26 novembre 1998 (Décret de la Communauté germanophone du 10 mai 1999, M.B. 21/08/1999). Cet Accord prévoit également le transfert en matière de transport scolaire interne.

¹⁹ Par transport scolaire interne, on entend le déplacement des élèves entre l'établissement scolaire et les sites d'intérêt pédagogique, pour les jours normaux d'ouverture scolaire.

²⁰ Au budget, on trouve également au programme 2 de la D.O.10 une subvention octroyée par la Région wallonne à la Communauté germanophone au titre de moyens supplémentaires. Ne disposant pas d'informations quant à son évolution, elle est reprise dans les dépenses primaires ordinaires.

²¹ Précédemment, nous ne reprenions en dépenses primaires particulières que l'intervention financière pour les missions liées au démergement. Les deux autres interventions financières présentant des montants constants depuis leur apparition, il nous a semblé opportun de les comptabiliser également dans ce type de dépenses.

Dans le cadre de l'exécution du Contrat de Gestion conclut avec la S.P.G.E., le Gouvernement wallon a décidé de confier à celle-ci des missions déléguées (décision du 22 février 2001). Certaines charges du passé sont depuis lors à charge de la S.P.G.E qui a par conséquent moins de moyens à affecter à l'accélération des investissements en matière d'épuration. Un accroissement des capitaux permanents versés à la S.P.G.E a donc été décidé²². La Région wallonne verse un montant annuel fixe de 3.966 millions EUR au titre d'intervention financière dans le capital de la S.P.G.E depuis 2004.

Toujours dans le cadre de l'exécution du Contrat de Gestion, le Région wallonne a délégué à la S.P.G.E les missions concernant l'assainissement rural groupé (décision du 22 février 2001). Depuis 2006, une intervention financière dans le capital de la S.P.G.E., d'un montant de 1.181 millions EUR, est inscrite au budget wallon pour permettre à la Société d'assurer cette mission.

Le total des interventions financières dans le capital de la S.P.G.E. s'élève donc à 12.347 millions EUR pour 2007 (comme pour 2006).

12) Les Actions prioritaires pour l'avenir wallon

En août 2005, le Gouvernement wallon a lancé son projet de « Plan Marshall » pour la Wallonie afin de redresser économiquement la Région. Le projet de Décret relatif aux « Actions prioritaires pour l'Avenir wallon » (APAW) a été adopté en janvier 2006. Il prévoit un milliard d'euros investis en quatre ans dans cinq axes prioritaires : créer les pôles de compétitivités, stimuler la création d'activités, alléger la fiscalité sur les entreprises, doper la recherche et l'innovation en lien avec l'entreprise et enfin susciter des compétences pour l'emploi.

Puisque les dépenses relatives à ces Actions prioritaires sont ventilées sur une période de quatre ans, nous les classons en dépenses primaires particulières. Nous reprenons ci-après la programmation budgétaire réalisée en 2007.

Tableau 17 : Les crédits relatifs aux Actions prioritaires pour l'Avenir wallon (en millions EUR)

		2007 initial
DO 11	Economie, emploi et formation professionnelle	102.850
11.02	Spin Off-Spin Out - Actions prioritaires pour l'Avenir wallon (code 8)	0
11.03	Intervention régionale en faveur de la Sowafinal pour couverture des charges annuelles découlant du financement alternatif des infrastructures d'accueil des activités économiques (code 8)	4.000
11.04	Soutien au développement des pôles de compétitivité (mesure 1.5)	1.082
11.04	Stimulation économique	3.205
11.06	Primes investissement ancien régime	13.447
11.09	Gestion pénurie de main d'œuvre qualifiée	224
11.10	Emplois de proximité (enfance et personnes dépendantes)	18.347
11.10	Emplois innovants et Emplois "jeunes"	20.530
11.13	Subventions pour la formation en alternance	4.420
11.13	Mise en œuvre des politiques de formation dans le cadre de la lutte contre les pénuries	16.137
11.14	Financement du volet formation des pôles de compétitivité (mesure 1.4)	3.117
11.14	Mise en œuvre des politiques de formation confiées au Forem	11.966
11.14	Articulation entre la formation initiale et la formation professionnelle	3.000
11.16	Mise en œuvre des politiques de formation confiées à l'IFAPME	2.790
11.16	Financement du plan langues dans le cadre des formations en alternance	585

²² Source : programme justificatif du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme.

DO 12	Technologies et recherche	34.999
12.01	Dépenses de toute nature relatives aux APAW (programme mobilisateur)	897
12.02	Achats de biens et services divers en relation avec la création de l'Agence wallonne de Stimulation Technologique	0
12.02	Subvention à l'Agence wallonne de Stimulation Technologique	1.826
12.02	Subvention au FRIA	1.000
12.02	Pôles de compétitivité - Subventions aux Centres de recherche agréés (mesure 1.2)	2.027
12.02	Subvention à des universités, des établissements assimilés et des interfaces universités-entreprises (prog. Excellence, Prog. mobilisateur et soutien aux Spin-off)	
12.02	Intensification des programmes mobilisateurs	4.483
12.02	Mise en place des programmes d'excellence	4.483
12.02	Renforcement de la politique en matière de spin-off ds le cadre de l'APAW	1.869
12.02	Pôles de compétitivité - Subventions aux Universités (mesure 1.2)	7.794
12.02	Intervention de la RW ds le capital de l'Agence de Stimulation Tachnologique	0
12.03	Renforcement en matière de spin-out (partim PME)	595
12.03	Renforcement en matière de spin-out (partim entreprises)	898
12.03	Pôles de compétitivité - Subventions aux Entreprises (mesure 1.2)	2.529
12.03	Pôles de compétitivité - Avances récupérables aux Entreprises (mesure 1.2) (code 8)	6.598
DO 14	Pouvoirs locaux	11.340
14.01	Compensation en faveur des communes; force motrice	5.094
14.01	Compensation en faveur des pouvoirs locaux, précompte immobilier et outillage	5.620
14.01	Compensation en faveur des pouvoirs locaux, taxe industrielle compensatoire	626
DO 15	Aménagement du territoire et logement	8.976
15.02	Subventions et indemnités au secteur privé (...) en vue de procéder au réaménagement de sites à réaménager	476
15.02	Subventions aux communes et aux CPAS en vue du réaménagement de sites à réaménager	2500
15.02	Intervention régionale en faveur de la Sowafinal pour couverture des charges annuelles découlant du financement alternatif de l'assainissement et de la rénovation des SAED non pollués	2.000
15.02	Intervention régionale en faveur de la Sowafinal pour couverture des charges annuelles découlant du financement alternatif de l'assainissement et de la rénovation des SAED pollués	4.000
DO 16	Relations extérieures	5.021
16.01	Dotation complémentaire à l'AWEX (SOFINEX)	4483
16.01	Dotation complémentaire à l'AWEX (Plan langues-Bourses Commerce extérieur)	538
DO 31	Provision interdépartementale relative aux fonds d'impulsion économique et rural	56.603
31.01	Fonds d'impulsion économique/ dès 2006: APAW mesure 3.3	9.705
31.01	Fonds d'impulsion rural	6.724
31.02	Provision interdépartementale pour les pôles de compétitivité	40.174
31.02	Investissements et participations - pôles de compétitivité (code 8)	0
DO 52	Voies hydrauliques de la Région	1.750
52.01	Intervention de la RW dans les coûts des travaux à exécuter aux ports gérés par les administrations publiques subordonnées cofinancée par l'UE	1.750
	TOTAL DES MOYENS AFFECTES	221.539

Source : Budget général des dépenses de la Région wallonne pour 2007 initial ; calculs CERPE.

Rappelons que la ventilation du milliard EUR entre les quatre années de mise en œuvre du Plan Marshall prévoyait un montant de 310 millions EUR en 2007. Comme nous l'avons déjà mentionné dans la rubrique consacrée aux recettes, la diminution des crédits alloués aux APAW au budget 2007 initial s'explique par le report de la vente des actions Arcelor (90.000 milliers EUR).

13) Les dépenses particulières liées à la dette indirecte

Pour certaines composantes de sa dette indirecte, la Région verse une allocation à un organisme tiers responsable du service de la dette (paiement des intérêts et remboursement du capital). L'allocation versée ne correspond ni à des charges d'intérêt ni à des amortissements pour la Région wallonne ; nous la reprenons alors en dépenses primaires particulières. En revanche, l'encours total de ces engagements fait partie de l'endettement indirect de la Région. Les crédits en question concernent le C.R.A.C. et le *Fadels* ; nous y ajoutons l'exécution de la garantie sur les emprunts des S.P.A.B.S. dans le cadre de l'emprunt de soudure.

(a) *Le Compte Régional pour l'Assainissement des Communes à finances obérées et des provinces – C.R.A.C.*

Ce compte régional est destiné à alléger la charge financière de certaines communes et provinces dont la situation d'endettement est particulièrement préoccupante. Au crédit du CRAC, outre les contributions des communes, figure une intervention de la Région wallonne pour les charges relatives aux dettes passées des communes dites « à finances obérées ».

Tous les postes du budget liés au CRAC ont été mis en évidence dans le simulateur. Selon les informations à notre disposition, nous avons décidé de classer en dépenses particulières les crédits repris dans le tableau ci-dessous :

Tableau 18 : Certains postes de dépenses liés au CRAC (en milliers EUR)

		2007 initial
12.01	Intervention régionale en faveur du CRAC pour couverture des charges annuelles découlant du financement alternatif des investissements à caractère énergétique dans les bâtiments publics	400
13.03	Subvention au CRAC pour le financement d'investissements dans le cadre du Plan wallon des déchets ²³	-
14.01	Intervention régionale complémentaire à verser au CRAC pour l'assainissement des communes à finances obérées et des provinces	38.423
14.01	Subvention au C.R.A.C. pour le financement d'investissements communaux d'intérêt supra local destinés aux services de sécurité	1.500
14.05	Intervention régionale à verser au CRAC dans le cadre du financement alternatif des Grandes infrastructures	4.637
15.05	Intervention régionale à verser au CRAC dans le cadre du financement alternatif de l'offre de logements publics (PST 3)	3.000
17.01	Intervention régionale en faveur du CRAC pour le financement alternatif des infrastructures hospitalières	17.007
17.04	Intervention régionale en faveur du CRAC pour le financement alternatif des maisons de repos pour personnes âgées	4.079
17.06	Intervention régionale en faveur du CRAC pour le financement alternatif des infrastructures relevant de l'Awiph	600
18.01	Intervention régionale en faveur du CRAC pour le financement alternatif des équipements touristiques	1.200
	Total	70.846

Sources : Budget général des dépenses pour 2007 initial ; calculs CERPE.

²³ Notons que le passage à zéro de la subvention au CRAC pour le financement d'investissements dans le cadre du Plan wallon des déchets s'explique par le fait que ce Plan a été fortement revu et que le système devrait changer.

Rappelons que dans le cadre du financement des actions prioritaires pour la Wallonie, le Gouvernement wallon a décidé de diminuer certaines interventions en faveur du CRAC en 2006. Comme nous le verrons dans la section consacrée aux projections, ces interventions ne retrouveront leur niveau initial qu'en 2009.

(b) Le Fonds d'Amortissement Des Emprunts du Logement Social – Fadels

Le 1^{er} juin 1994, le Gouvernement fédéral et les Gouvernements des Régions flamande, wallonne et bruxelloise ont signé une convention relative au règlement des dettes du passé et charges s'y rapportant en matière de logement social. Elle établit que le Fadels, organisme d'intérêt public, a pour mission de gérer et d'assurer le service de la dette de la Société Nationale du Logement (S.N.L.) et de la Société Nationale Terrienne (S.N.T.).

L'Accord de coopération du 16 décembre 2003 modifie et complète l'accord du 1^{er} juin 1994. Il prévoit dans son article 2 que les dettes financières gérées ou contractées par le Fadels jusqu'à 2003, estimées à leur valeur de marché, sont remboursées le 29 décembre 2003 par les sociétés régionales de logement (la Société wallonne du logement – S.W.L. – et la Société wallonne du crédit social – S.W.C.S. – pour la Région wallonne). Pour ce faire, celles-ci ont contracté des emprunts sur le marché des capitaux²⁴.

Pour rappel, cette opération de transfert de la dette du Fadels vers les sociétés régionale de logement permet de réduire la dette de Maastricht puisque, contrairement au Fadels, les sociétés régionales ne font pas partie du secteur « administrations publiques » au sens du SEC et ne sont donc pas reprises dans le périmètre de consolidation.

Dans le cas de la Région wallonne, comme le montant de la dette à reprendre était supérieur à la valeur des annuités que les sociétés régionales de logement allaient devoir payer au Fadels, elles n'ont pas pu rembourser l'intégralité des dettes et le Fadels a toujours une créance de 781,9 millions de EUR sur la Région wallonne. Ce montant a été ajusté à 790.209.799,91 EUR à dater du 1^{er} juillet 2004, conformément à l'article 3 de l'accord du 16 décembre 2003. En exécution de l'article 2 de cet accord, une convention a été établie entre le Gouvernement régional wallon et le Fadels. La Région s'engage à rembourser sa dette au plus tard le 6 janvier 2025.

Au tableau ci-dessous, nous reprenons les charges de la Région liées au Fadels. Celles-ci se décomposent en une annuité, servant à couvrir les charges d'intérêt de la dette résiduelle, et en une contribution volontaire, destinée à l'apurer (au plus tard en janvier 2025).

Tableau 19 : Les charges de la Région wallonne liées au Fadels (en milliers de EUR)

	2007 initial
Annuité au Fadels	33.073
Contribution volontaire au Fadels	-
Total	33.073

Sources : Budget général des dépenses de la Région wallonne pour 2007 initial ; calculs CERPE.

Puisque la Région wallonne ne compte pas rembourser sa dette résiduelle à l'heure actuelle, plus aucun montant n'est repris en contribution volontaire.

²⁴ Le remboursement de ces emprunts se fait grâce aux annuités des sociétés locales de logement. Si ces annuités sont insuffisantes, la Région wallonne intervient. Cela se fait via l'A.B. 81.02 « Prise de participation de la Région dans le capital des sociétés immobilières de service public et sociétés de crédit social », D.O. 15, programme 05.

(c) *L'emprunt de soudure*

Suite aux accords de la Saint Quentin, la gestion du patrimoine immobilier de l'enseignement de la Communauté française a été confiée à six sociétés de droit public, les Sociétés Publiques d'Administration des Bâtiments Scolaires (S.P.A.B.S.), dont cinq sont situées sur le territoire wallon et une à Bruxelles. Afin de rémunérer la Communauté pour le transfert des droits réels liés à la gestion des bâtiments scolaires, les sociétés patrimoniales ont effectué un emprunt de 40,6 milliards de francs belges. Ce montant a été versé à la Communauté, en fonction de son plan budgétaire pluriannuel. Les accords intra-francophones prévoient l'octroi de la *garantie régionale* (et communautaire) *sur les emprunts* des cinq sociétés wallonnes. Il était entendu que les sociétés - ne disposant pas de ressources propres - ne pourraient faire face à leurs engagements. La proportion de l'encours garanti par la Région wallonne correspond à environ 75 % de l'emprunt. Depuis l'an 2000, l'Entité ne doit plus garantir de nouvelle tranche. Notons que la Région ne prévoit pas le remboursement de cet emprunt à l'heure actuelle (il est maintenu à 795,3 millions de EUR depuis 1998).

Par ailleurs, on trouve au budget régional un montant en « exécution de garanties en faveur des sociétés patrimoniales wallonnes » qui couvre la contribution wallonne (75%) *dans les charges d'intérêts* des tranches de l'emprunt. Il s'élève à 24.000 milliers EUR en 2007.

14) Subvention de fonctionnement au Forem et pour la gestion du P.R.C.

Cette subvention est destinée à la couverture des charges auxquelles doit faire face le Forem dans le cadre des missions et activités de service public qui lui sont attribuées par ou en vertu du décret du 06/05/1999 (Décret relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi) et dont l'exercice est défini dans le contrat de gestion qui lie le Forem et le Gouvernement wallon.

Cette subvention s'élève à *87.861 milliers EUR* en 2007 initial.

15) Dotation à l'AWEX

Le nouveau contrat de gestion qui lie l'Agence wallonne à l'exportation (AWEX) et le Gouvernement wallon a été approuvé par ce dernier le 12 janvier 2006. Ce contrat prévoit notamment l'évolution de l'allocation versée à l'Agence pour couvrir aussi bien ses dépenses de personnel que ses frais de fonctionnement.

Le montant de cette dotation s'élève à *56.504 milliers EUR* en 2007 initial.

16) Dotation additionnelle à la SWL pour le financement du PEI

Pour rappel, le 3 juillet 2003, le Gouvernement wallon a adopté un arrêté autorisant la Société Wallonne du Logement à réaliser un emprunt, sous la garantie de la Région wallonne, à concurrence d'un montant maximal de un milliard d'euros, destiné à financer le programme exceptionnel d'investissements (PEI) visant à la sécurisation et à la salubrité du parc social locatif en Wallonie.

Cette dotation additionnelle envers la SWL est destinée à financer le PEI. Elle est considérée par la Région wallonne comme une charge liée à un financement alternatif.

Le montant 2007 s'élève à *23.000 milliers EUR*. Pour rappel, les montants 2006 avaient été réduits afin de dégager des marges pour la mise en œuvre des Actions prioritaires pour l'Avenir wallon.

17) Dotation à la Sowaer

La Société wallonne des aéroports (Sowaer) assure la gestion d'un programme d'investissement visant à moderniser les deux aéroports wallons (Charleroi-Gosselies et Liège-Bierset) afin d'accélérer leur développement économique. De plus, elle finance les mesures d'accompagnement décidées par le Gouvernement wallon afin de réduire les nuisances pour les riverains des deux aéroports.

Ce crédit est donc destiné à doter la SOWAER des moyens permettant de mettre en oeuvre les mesures d'accompagnement en vue d'assurer l'intégration du développement économique ainsi que les travaux d'insonorisation. Il s'élève à *19.624 milliers EUR* en 2007 initial.

18) Interventions financières en faveur de la Sowafinal pour couvrir les charges liées à des financements alternatifs (hors mesures liées aux APAW)

Nous reprenons ici deux interventions financières en faveur de la Sowafinal. La première provient du programme 11.03 et est destinée à couvrir les charges annuelles découlant du financement alternatif des infrastructures d'accueil des activités économiques. La seconde est issue du programme 15.02 et est destinée à couvrir les charges annuelles découlant du financement alternatif de l'assainissement et de la rénovation des sites d'activités économiques désaffectés. Ces interventions s'élèvent à 2.000 milliers EUR chacune depuis leur apparition au budget 2006 initial.

19) La provision conjoncturelle

On trouve au budget 2007 une provision conjoncturelle dont le montant s'élève à *45.000 milliers EUR*. Cette provision est constituée pour faire face à une éventuelle dégradation des paramètres macroéconomiques utilisés pour établir les budgets. Par exemple, une révision à la baisse de la croissance économique entraînerait une diminution des recettes institutionnelles perçues par la Région wallonne²⁵.

I. 4. 2. Les dépenses primaires ordinaires

Les dépenses primaires ordinaires présentent un important degré de diversité. Cette catégorie comprend en effet l'ensemble des crédits de dépenses qui ne sont ni des dépenses primaires particulières, ni des charges liées aux dettes directe et indirecte. En 2007 initial, un montant de *3.459.414 milliers EUR* est repris dans cette rubrique (voir Tableau 9).

²⁵ Notons qu'une telle provision avait déjà été prévue à l'initial 2006 pour un montant de 39.967 milliers EUR puis avait été annulée à l'ajustement.

I. 4. 3. Les charges d'intérêt et d'amortissement liées à l'endettement wallon

Après l'étude des dépenses primaires particulières et des dépenses primaires ordinaires, abordons la troisième composante des dépenses de la Région : les charges d'intérêt et d'amortissement de la dette indirecte, de la dette directe et de la dette reprise.

Pour rappel, la Région wallonne a repris en son nom, au 1^{er} décembre 2003, la dette constituée par les emprunts constitués par des tiers, pour lesquels une intervention régionale était prévue dans les charges d'intérêt et/ou d'amortissement. Il s'agit donc d'un transfert d'une partie de certains encours de la dette indirecte vers la dette directe qui n'a eu aucun impact sur le niveau total de l'endettement wallon.

Les encours concernés par cette reprise de dette sont les suivants : 97,09% de l'emprunt sidérurgique, les travaux subsidiés, l'investissement eau, le poste abattoirs, les zones industrielles, les infrastructures sportives, l'encours « Santé », l'encours « Action sociale », la formation des indépendants (I.F.P.M.E.), la protection des eaux et l'A.G.L.E.H.

Notons cependant que le programme justificatif du Ministre du Budget et des Finances précise que trois emprunts contractés par les centres de formation des indépendants ont été consolidés postérieurement à l'opération de reprise de la dette indirecte. Cela explique pourquoi le budget 2007 initial mentionne un montant en charges d'amortissement et d'intérêt pour l'I.F.P.M.E. Selon les informations transmises par la Région, une nouvelle opération de reprise de dette a dès lors été effectuée pour intégrer ces emprunts à la dette directe. Plus aucunes charges d'intérêt et d'amortissement ne devraient dès lors apparaître au budget dès l'ajustement 2007.

Depuis 2006, les charges de la dette reprise sont intégrées au programme 40.02 intitulé « dette directe ». Nous reprenons dès lors dans un premier temps les charges liées à l'endettement indirecte et dans un second temps les charges liées à l'endettement direct et repris.

1) Les charges de la dette indirecte

Pour rappel, La dette indirecte ne correspond pas à un emprunt homogène : elle est composée d'une série d'engagements de natures diverses, relevant de matières différentes et présentant des caractéristiques distinctes. Ainsi, la nature de l'engagement régional change selon qu'il résulte, par exemple, d'un héritage de l'Etat fédéral (dans le cas de la dette de la Société Wallonne pour la Sidérurgie) ou de l'octroi d'une garantie. Selon les postes, la Région assure uniquement le service des intérêts ou doit également faire face au remboursement du capital. Dans certains cas, la contribution régionale dépend de la situation de trésorerie de l'organisme débiteur.

Le tableau suivant résume les charges d'intérêt et les charges d'amortissement des différentes composantes de la dette indirecte de la Région wallonne pour 2007 initial. Ces chiffres figurent au programme 40.03 du budget relatif aux charges de la dette indirecte.

Tableau 20 : Les charges d'intérêt et d'amortissement de la dette indirecte (en milliers EUR)

2007 initial	intérêts	amortissements
<u>Les encours hérités</u>		
Emprunt sidérurgique (2,91%)	93	1.521
Epuration des eaux (passé)		
<u>La dette des pouvoirs locaux</u>		
Emprunts des communes (Charleroi et Liège)	14.767	-
<u>La dette reprise de la Communauté française</u>		
Handicapés (A.W.I.P.H.)		
Office de Promotion du Tourisme (O.P.T.)		
Formation des indépendants (I.F.P.M.E.)	305	313
<u>La dette du logement</u>		
Logement privé (primes)		
S.R.W.L./F.L.F.N.W.	35	1.862
<u>Les autres encours</u>		
S.W.D.E.	355	1.922
Total des charges d'intérêt	15.555	5.618

Sources : Budget général des dépenses de la Région wallonne pour 2007 initial ; calculs CERPE.

2) Les charges de la dette directe et de la dette reprise

Les charges d'intérêt de la dette directe constituent la dernière composante des dépenses de la Région. Rappelons que les charges d'intérêt de la dette reprise viennent s'y ajouter depuis 2006. Elles sont inscrites au programme 40.02 du budget relatif aux charges de la dette directe. Le tableau ci-après reprend les intérêts de la dette directe à court terme et les intérêts de la dette à long terme (comprenant les intérêts de la dette reprise).

Tableau 21 : Les charges d'intérêt de la dette directe et reprise (en milliers EUR)

	2007 initial
Intérêts de la dette directe à long terme (incluant les intérêts de la dette reprise)	176.912
Intérêts de la dette directe à court terme	1.240
TOTAL	178.152

Sources : Budget général des dépenses de la Région wallonne pour 2007 initial ; calculs CERPE.

Rappelons que les amortissements de la dette directe régionale ne font pas l'objet d'imputations budgétaires. Il en va donc de même pour la dette reprise dès 2006.

I. 5. Les soldes et l'endettement de la Région wallonne en 2007

I. 5. 1. Les soldes de la Région wallonne en 2007

Connaissant le montant des recettes et des dépenses de la Région wallonne, nous pouvons calculer le *solde primaire* ainsi que le *solde net à financer* et le *solde brut*. Puisqu'il est désormais prévu d'utiliser le SEC 95 comme cadre de référence pour l'évaluation des résultats budgétaires, nous reprenons également le *solde de financement*.

Pour rappel, le calcul du solde de financement selon la méthodologie du SEC 95, à partir du solde brut à financer, comporte deux étapes²⁶ :

1) l'établissement du solde net consolidé

Pour établir le solde net consolidé, il faut :

- élargir les résultats à l'ensemble des organismes faisant partie du secteur « administrations publiques » au sens du SEC. Ainsi, les constitutions (soldes positifs) ou les prélèvements sur les réserves (soldes négatifs) des organismes concernés seront pris en considération ;
- déduire les amortissements de la dette relevant du périmètre de consolidation ;

2) l'intégration des corrections propres à la méthodologie SEC

Il s'agit notamment de neutraliser les dépenses relatives aux octrois de crédits et prises de participation (O.C.P.P.) puisque le SEC considère ces opérations comme purement financières et sans influence sur le solde de financement. Les O.C.P.P. étant regroupés à la classe 8 de la classification économique des dépenses et des recettes des pouvoirs publics, nous utiliserons par la suite les termes O.C.P.P. et « code 8 » comme synonymes.

La Région inscrit également un montant en « sous-utilisation de crédits ». Elle prévoit donc de ne pas utiliser une partie des crédits inscrits au budget, ce qui permet de respecter ses objectifs budgétaires. Signalons cependant qu'il n'est fait référence à cet élément que dans les documents budgétaires. Ni le Conseil Supérieur des Finances, ni la Cour des comptes, ni la Base documentaire générale n'en font mention lorsqu'ils énumèrent les corrections liées à la méthodologie SEC 95.

Venons en maintenant au calcul des différents soldes budgétaires de la Région wallonne pour l'année 2007. Le Tableau 22 ci-après reprend les étapes aboutissant au solde de financement SEC95.

Le tableau ci-après reprend les soldes de la Région wallonne pour 2007 initial.

²⁶ Source : Exposé général du budget de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2007.

Tableau 22 : Les soldes de la Région wallonne (en milliers EUR)

	2007 initial
Recettes totales (hors produit d'emprunt)	6.203.041
- Dépenses primaires totales	6.289.093
Solde primaire	-86.052
- Charges d'intérêt dette directe	178.152
- Charges d'intérêt dette indirecte et reprise	15.555
Solde net à financer	-279.759
- Amortissements	5.618
Solde brut à financer	-285.377
+ Périmètre de consolidation	72.924
(a) Elargissement des résultats	35.000
(b) Amortissements (codes 9)	37.924
Solde net consolidé	-212.453
+ Corrections de passage	294.520
(c) Sous-utilisation de crédits	167.000
(d) OCPP nets (codes 8)	147.520
(e) divers	-20.000
Solde de financement SEC 95 *	82.067
(f) Objectif budgétaire du Comité de concertation	36.080

Sources : Exposé général du budget de la Région wallonne pour 2007 initial, Rapport de la Cour des Comptes sur les projets de budget 2007 de la Région wallonne et calculs CERPE.

Nous reprenons ci-après les différentes étapes du calcul du solde de financement conformément à la méthodologie du SEC 95 pour les différents budgets.

(a) *L'élargissement des résultats à l'ensemble des organismes faisant partie du secteur « administrations publiques » au sens du SEC*

En 2007, un montant négatif de 35.000 milliers EUR est prévu dans l'Exposé général. Il correspond à une moyenne des résultats des institutions consolidées sur les derniers exercices. Nous avons ajouté à ce montant les 70.000 milliers EUR du Fonds d'égalisation des budgets puisque, comme déjà mentionné, celui-ci est un organisme d'intérêt public de catégorie A à intégrer au périmètre de consolidation.

Le montant total du périmètre de consolidation s'élève donc à 72.924 milliers EUR en 2007.

(b) *Les amortissements de la dette relevant du périmètre de consolidation*

Rappelons que selon la méthodologie SEC, seuls les articles budgétaires dont les codes économiques commencent par 9 sont considérés comme des amortissements. Il s'agit des remboursements des dettes contractées par des organismes qui relèvent du périmètre de consolidation.

Ces amortissements sont considérés comme des opérations financières sans influence sur le solde budgétaire. Ils ne constituent dès lors pas une charge en comptabilité SEC et il convient de les retrancher des dépenses budgétaires.

Pour rappel, les articles budgétaires dont le code économique commence par un 9 sont :

- les amortissements de dette indirecte (ainsi que le montant d'amortissement mentionné pour la dette reprise en 2007), soit 5.618 milliers EUR ;
- les interventions en capital résultant d'opérations de promotion (reprises au programme 50.04), soit 15.966 milliers EUR ;

- La convention de commissionnement avec la SOFICO dans le cadre de la réfection des autoroutes E411 et E25 en province de Luxembourg (figurant au programme 51.01), soit 8.400 milliers EUR ;
- l'intervention en capital résultant de la location-financement destinée à la réalisation du programme Cyber-écoles et cyber-classes (inscrite au programme 53.03), soit 7.940 milliers EUR.

L'ensemble des codes 9 s'élève à 37.924 milliers EUR en 2007 initial.

(c) *La sous-utilisation de crédits*

La sous-utilisation de crédit s'élève à 167.000 milliers EUR en 2007 initial, soit 2,65% des dépenses primaires totales. Notons qu'aucune explication précise n'est fournie quant au calcul de ces montants.

(d) *Les octrois de crédits et de prises de participation (O.C.P.P.) nets*

Pour rappel, les opérations d'octrois de crédits et de prises de participations (codes 8) sont considérées par le SEC comme des opérations purement financières. Elles ne doivent dès lors pas être prises en compte pour le calcul du solde de financement. C'est pourquoi les O.C.P.P. nets sont ajoutés au solde budgétaire brut.

Le montant total des O.C.P.P. nets calculé dans le simulateur sur base du budget 2007 initial s'élève à 147.520 milliers EUR.

(e) *Divers*

En 2007, l'Exposé général mentionne un montant négatif de 20.000 milliers EUR prévu pour compenser d'éventuelles corrections, non prévisibles au moment de l'élaboration du budget.

(f) *L'objectif budgétaire du Comité de concertation*

L'objectif budgétaire prévu pour 2007 lors de la Conférence interministérielle des Finances et du Budget du 1^{er} juin 2005 (et confirmé par le Comité de concertation du 8 juin 2005) s'élevait à -7.450 milliers EUR auxquels s'ajoutent les accords intra francophones. Nous obtenons donc un montant de base de 1.830 milliers EUR.

Lors du Comité de concertation du 6 juillet 2005, la Région wallonne a consenti un effort supplémentaire de 93,3 millions EUR récupérable à concurrence de 50% en 2006 et 50% en 2007. L'objectif de l'Entité est dès lors diminué de 46.650 milliers EUR en 2007.

Lors du Comité de concertation du 16 octobre 2006, la Région s'est engagée à ne pas dépenser, en 2007, le solde des moyens attribués pour l'année 2006 en vertu de la L.S.F. L'objectif est donc adapté à concurrence de 55,9 millions EUR

Enfin, la Région wallonne a accepté d'alléger la norme de la Communauté française en lui concédant une capacité d'emprunt d'un montant de 25 millions EUR. Ce montant s'ajoute dès lors à l'objectif budgétaire que la Région est tenue de respecter pour 2007.

Compte tenu de tous ces éléments, l'objectif final de l'Entité wallonne pour 2007 s'élève à 36,1 millions EUR. Le calcul est repris dans le tableau ci-dessous.

Tableau 23 : Calcul de l'objectif budgétaire 2007 de la Région wallonne (en milliers EUR)

	2007
Montant de base	1.830
Compensation de l'effort supplémentaire	-46.650
Solde des moyens attribués pour 2006	55.900
Transfert en faveur de la Communauté française	25.000
Objectif budgétaire	36.080

Source : Exposé général de la Région wallonne pour 2007 initial, Rapport de la Cour des Comptes sur les projets de budget de la région wallonne pour 2007 initial et calculs CERPE.

I. 5. 2. L'endettement de la Région wallonne

Nous estimons l'endettement régional à *6.213.217 milliers EUR* au 31 décembre 2007 (*5.423.007 milliers* hors Fadels). Il se décompose en une dette indirecte et une dette directe. Notons que l'opération de reprise d'une partie de la dette indirecte de la Région en dette directe effectuée au 1^{er} janvier 2003 n'a pas affecté l'endettement global de la Région puisqu'il s'agit d'un simple transfert entre les deux types de dette.

Nous détaillons ci-dessous les deux composantes de l'endettement wallon :

1) La dette indirecte

Nous reprenons ci-après les encours demeurant en dette indirecte conformément au regroupement effectué à la section I.2.3 :

1. Les encours hérités
 - 2,91% de l'emprunt sidérurgique ;
 - l'épuration des eaux ;
2. La dette des pouvoirs locaux
 - les emprunts de Liège et Charleroi ;
3. La dette reprise de la Communauté française (Action sociale et santé)
 - l'A.W.I.P.H. ;
 - l'O.P.T. ;
4. La dette du logement
 - le financement des primes ;
 - le F.L.F.N.W. et la S.R.W.L./S.W.C.S. ;
5. Les autres encours
 - la S.W.D.E. ;

On ajoute à ces engagements financiers la dette résiduelle vis-à-vis du Fadels ainsi que l'encours global garanti par l'Entité wallonne concernant l'emprunt de soudure, examiné au point 13c de la section I.2.1. En effet, puisque la Communauté française verse des moyens financiers à la Région suite au transfert de ce poste, il convient d'intégrer l'encours S.P.A.B.S. dans l'endettement total wallon.

Le tableau suivant récapitule tous ces encours. Au 31 décembre 2006, nous estimons la dette indirecte à 1.608.510 milliers EUR (818.300 milliers EUR hors Fadels); un an plus tard, nous l'évaluons à 1.603.208 milliers (812.998 milliers EUR hors Fadels).

Tableau 24 : Dette indirecte de la Région wallonne au 31/12/2006 et au 31/12/2007 (en milliers EUR)

	2006	2007
Dette du passé (1)	1.518	-
Dette des pouvoirs locaux (2)	-	-
Action sociale et santé (3)	-	-
Logement (4)	11.145	9.283
Autres (5)	10.283	8.361
Dette résiduelle vis-à-vis du Fadels	790.210	790.210
Soudure	795.354	795.354
Total	1.608.510	1.603.208
Total - hors Fadels	818.300	812.998

Sources : Rapport sur la dette publique de la Région wallonne 2003, Budget général des dépenses pour 2006 ajusté et 2007 initial, Exposé général 2006 ; calculs CERPE.

Signalons que les encours de l'emprunt sidérurgique (les 2,91% restés en dette indirecte) ainsi que des emprunts de Liège et Charleroi sont nuls en 2007 selon nos calculs.

2) La dette directe

Suite à l'opération de reprise d'une partie de la dette indirecte en dette directe au 1^{er} janvier 2003, la dette directe de la Région wallonne est constituée de deux composante : la dette directe proprement dite et la dette reprise. Notons qu'à partir de 2006, nous ne distinguons plus la part de l'endettement relative à la dette directe de celle relative à la dette reprise.

Pour rappel, la dette reprise est composée des encours suivants :

1. les encours hérités
 - l'emprunt sidérurgique (97,09%) ;
2. la dette des pouvoirs locaux
 - les travaux subsidiés ;
 - l'investissement eau ;
 - le poste abattoirs ;
 - les zones industrielles ;
 - les infrastructures sportives ;
3. La dette reprise de la Communauté française (Action sociale et santé)
 - l'encours « Santé » ;
 - l'encours « Action sociale » ;
 - la formation des indépendants ;
4. Les autres encours
 - l'A.G.L.E.H. ;
 - la protection des eaux.

Dans un premier temps, nous calculons le montant de la dette directe et reprise de la Région au 31/12/2006. Pour ce faire, nous partons de l'encours au 31 décembre 2005 de la dette directe de long terme ou consolidée (qui comprend la dette indirecte qui a été reprise en dette directe) fournie dans la Note de Conjoncture du Service d'Etudes et de Documentation du SPF Finances (2007/2/195).

La première étape consiste à réduire le montant de l'encours au 31/12/2005 du *solde net à financer de 2006 ajusté*²⁷. Ce solde provient de l'estimation effectuée dans le simulateur, à savoir -365.954 milliers EUR. Comme il est négatif, il en résulte une augmentation de l'encours.

Nous tenons ensuite compte de l'amortissement des postes de dette indirecte puisque ceux-ci sont remplacés par de nouveaux emprunts en dette directe. Il ne s'agit cependant pas là d'un accroissement de l'endettement global mais bien d'un transfert d'un type de dette vers un autre. Le montant des amortissements s'élève à 6.120 milliers EUR pour 2006 ajusté.

Le calcul de l'encours de la dette directe et reprise de la Région au 31/12/2006 est repris dans le tableau ci-dessous.

Tableau 25 : Dette directe de la Région wallonne au 31/12/2006 (en milliers EUR)

Encours de la dette directe au 31/12/2005	3.462.457
Encours de la dette reprise au 31/12/2005	490.101
Encours de la dette directe et reprise au 31/12/2005	3.952.558
- Solde net à financer 2006 ajusté	(-) 365.954
+ Amortissements de la dette indirecte 2006 ajusté	6.120
Encours de la dette directe et reprise au 31/12/2006	4.324.632

Sources : Note de conjoncture 2007/2/195 du Service d'études et de documentation du SPF Finances, Budget général des dépenses pour 2006 ajusté et calculs CERPE.

Sur base de l'encours estimé au 31/12/2006, nous procédons de manière identique afin de déterminer le montant de la dette directe et reprise au 31 décembre 2007. Le solde net à financer pour 2007 initial est estimé à -279.759 milliers EUR dans le simulateur et le transfert de la dette indirecte vers la dette directe s'élève à 6.120 milliers EUR. Comme l'indique le tableau ci-dessous, la dette directe et reprise au 31 décembre 2007 se monte alors à *4.610.009 milliers EUR*.

Tableau 26 : Dette directe de la Région wallonne au 31/12/2007 (en milliers de EUR)

Encours de la dette directe au 31/12/2006	4.324.632
- Solde net à financer 2007 initial	(-) 279.759
+ Amortissements de la dette indirecte (et reprise) 2007	5.618
Encours de la dette directe au 31/12/2007	4.610.009

Sources : Note de conjoncture 2007/2/195 du Service d'études et de documentation du SPF Finances, Budget général des dépenses pour 2007 initial et calculs CERPE.

3) L'endettement total

Comme le montre le Tableau 27, l'endettement de la Région wallonne est obtenu par addition des encours de la dette directe, reprise et indirecte. Au 31 décembre 2007, il s'élève à *6.213.218 milliers EUR* soit *100,16% des recettes totales* de l'Entité (notons que l'endettement hors Fadels représente 87,42% des recettes totales).

Tableau 27 : Endettement de la Région wallonne au 31/12/2007 (en milliers EUR)

	2007
Encours de la dette indirecte	1.603.208
Encours de la dette directe et reprise	4.610.009
Endettement total	6.213.217
Endettement total – hors Fadels	5.423.007

Source : calculs CERPE.

²⁷ Pour l'estimation de la dette directe, nous nous basons sur le solde net à financer et pas le solde de financement vu que ce dernier est un résultat comptable.

Evolution des dépenses et recettes de la Région wallonne de 2001 à 2007

La deuxième partie de ce rapport fournit un récapitulatif de l'évolution des dépenses et des recettes de la Région wallonne au cours des années 2001 à 2007.

Pour les dépenses, la présentation des crédits est identique à celle adoptée dans les documents budgétaires, à savoir un regroupement par chapitre et par division organique (D.O.). Les recettes sont quant à elles présentées selon leur origine institutionnelle.

Les résultats sont présentés d'une part en euros courants et d'autre part en euros constants de 2001. Chaque tableau reprend le taux de croissance moyen annuel des différents postes ainsi que la croissance globale observée sur la période 2001-2007.

Tableau 28 : Evolution des dépenses de la Région wallonne de 2001 à 2007 (en milliers EUR courants)

	MONTANTS							TAUX DE CROISSANCE NOMINAUX						
	2001 initial	2002 initial	2003 initial	2004 initial	2005 initial	2006 initial	2007 initial	2002/2001	2003/2002	2004/2003	2005/2004	2006/2005	2007/2006	2007/2001
Chapitre I – Ministère de la Région wallonne	3.785.513	3.913.783	3.994.795	4.128.846	4.414.147	4.759.866	5.057.130	3,39%	2,07%	3,36%	6,91%	7,83%	6,25%	33,59%
DO 01 - Parlement wallon	38.151	39.758	40.409	41.015	42.129	43.477	44.739	4,21%	1,64%	1,50%	2,72%	3,20%	2,90%	17,27%
DO 02 à 08 – Dépenses de cabinet	30.954	31.641	32.058	32.538	28.624	28.357	28.694	2,22%	1,32%	1,50%	-12,03%	-0,93%	1,19%	-7,30%
DO 09 - Services du Gouvernement wallon et organismes non rattachés aux D.O.	8.128	8.397	9.086	9.332	11.894	14.345	15.130	3,30%	8,21%	2,71%	27,45%	20,61%	5,47%	86,14%
DO 10 - Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne	302.368	298.202	303.865	246.769	292.828	403.807	412.296	-1,38%	1,90%	-18,79%	18,66%	37,90%	2,10%	36,36%
DO 11 - Economie, emploi et formation professionnelle	958.275	906.336	922.181	945.175	1.068.677	1.199.951	1.270.823	-5,42%	1,75%	2,49%	13,07%	12,28%	5,91%	32,62%
DO 12 - Technologies et recherche	158.520	146.593	167.465	192.232	167.089	182.808	214.092	-7,52%	14,24%	14,79%	-13,08%	9,41%	17,11%	35,06%
DO 13 - Ressources naturelles et environnement	157.640	147.171	140.661	206.149	156.025	154.851	166.206	-6,64%	-4,42%	46,56%	-24,31%	-0,75%	7,33%	5,43%
DO 14 - Pouvoirs locaux	1.121.121	1.167.685	1.186.518	1.222.521	1.251.779	1.278.710	1.345.762	4,15%	1,61%	3,03%	2,39%	2,15%	5,24%	20,04%
DO 15 - Aménagement du territoire et logement	245.943	245.429	245.611	248.980	317.127	316.524	357.650	-0,21%	0,07%	1,37%	27,37%	-0,19%	12,99%	45,42%
DO 16 - Relations extérieures	57.715	63.839	61.216	58.605	71.179	76.541	79.752	10,61%	-4,11%	-4,27%	21,46%	7,53%	4,20%	38,18%
DO 17 - Action sociale et santé	524.151	552.870	586.390	618.656	661.598	682.313	723.883	5,48%	6,06%	5,50%	6,94%	3,13%	6,09%	38,11%
DO 18 - Tourisme	49.916	36.519	34.603	33.819	35.094	35.736	40.253	-26,84%	-5,25%	-2,27%	3,77%	1,83%	12,64%	-19,36%
DO 19 - Agriculture et milieu rural	89.368	123.698	101.061	107.872	148.801	151.010	156.378	38,41%	-18,30%	6,74%	37,94%	1,48%	3,55%	74,98%
DO 30 - Provisions interdépartementales pour la programmation 2000-2006 des cofinancements européens	43.262	145.645	163.671	165.183	155.053	111.029	134.869	236,66%	12,38%	0,92%	-6,13%	-28,39%	21,47%	211,75%
DO 31 - Provision interdépartementale relative aux fonds d'impulsion économique et rural					6.250	80.407	56.603					1186,51%	-29,60%	
DO 32 - Provisions interdépartementales pour la programmation 2007-2013 des cofinancements européens							10.000							
Chapitre II – Dette	383.112	387.772	377.635	388.081	357.679	257.420	273.592	1,22%	-2,61%	2,77%	-7,83%	-28,03%	6,28%	-28,59%
DO 40 - Finances	383.112	387.772	377.635	388.081	357.679	257.420	273.592	1,22%	-2,61%	2,77%	-7,83%	-28,03%	6,28%	-28,59%
Chapitre III – Ministère de l'Équipement et des Transports	974.380	1.001.259	1.029.285	1.049.488	1.057.036	1.106.703	1.157.696	2,76%	2,80%	1,96%	0,72%	4,70%	4,61%	18,81%
DO 50 - Secrétariat général du M.E.T.	225.375	265.861	288.227	288.900	292.119	324.356	335.323	17,96%	8,41%	0,23%	1,11%	11,04%	3,38%	48,78%
DO 51 - Réseau routier de la Région	211.570	192.391	195.490	196.040	193.703	236.458	244.393	-9,06%	1,61%	0,28%	-1,19%	22,07%	3,36%	15,51%
DO 52 - Voies hydrauliques de la Région	64.923	60.723	56.517	57.117	56.684	73.312	79.598	-6,47%	-6,93%	1,06%	-0,76%	29,33%	8,57%	22,60%
DO 53 - Services techniques	113.855	101.070	90.482	94.560	91.476	30.675	29.639	-11,23%	-10,48%	4,51%	-3,26%	-66,47%	-3,38%	-73,97%
DO 54 - Transports	358.657	381.214	398.569	412.871	423.054	441.902	468.743	6,29%	4,55%	3,59%	2,47%	4,46%	6,07%	30,69%
TOTAL	5.143.005	5.302.814	5.401.715	5.566.415	5.828.862	6.123.989	6.488.418	3,11%	1,87%	3,05%	4,71%	5,06%	5,95%	26,16%
Dont dépenses primaires	4.839.167	4.992.080	5.112.581	5.265.323	5.532.647	5.929.529	6.289.093	3,16%	2,41%	2,99%	5,08%	7,17%	6,06%	29,96%

Sources : Budgets généraux des dépenses de la Région wallonne et calculs CERPE.

Tableau 29 : Evolution des dépenses de la Région wallonne de 2001 à 2007 (en milliers EUR constants)

	MONTANTS							TAUX DE CROISSANCE REELS						
	2001 initial	2002 initial	2003 initial	2004 initial	2005 initial	2006 initial	2007 initial	2002/2001	2003/2002	2004/2003	2005/2004	2006/2005	2007/2006	2007/2001
Chapitre I – Ministère de la Région wallonne	3.785.513	3.850.561	3.868.815	3.916.530	4.073.735	4.315.348	4.503.781	1,72%	0,47%	1,23%	4,01%	5,93%	4,37%	18,97%
DO 01 - Parlement wallon	38.151	39.116	39.135	38.906	38.880	39.417	39.844	2,53%	0,05%	-0,58%	-0,07%	1,38%	1,08%	4,44%
DO 02 à 08 – Dépenses de cabinet	30.954	31.130	31.047	30.865	26.417	25.709	25.554	0,57%	-0,27%	-0,59%	-14,41%	-2,68%	-0,60%	-17,45%
DO 09 - Services du Gouvernement wallon et organismes non rattachés aux D.O.	8.128	8.261	8.799	8.852	10.977	13.005	13.474	1,64%	6,51%	0,60%	24,00%	18,48%	3,61%	65,77%
DO 10 - Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne	302.368	293.385	294.282	234.079	270.246	366.096	367.183	-2,97%	0,31%	-20,46%	15,45%	35,47%	0,30%	21,44%
DO 11 - Economie, emploi et formation professionnelle	958.275	891.695	893.099	896.572	986.262	1.087.889	1.131.770	-6,95%	0,16%	0,39%	10,00%	10,30%	4,03%	18,10%
DO 12 - Technologies et recherche	158.520	144.225	162.184	182.347	154.203	165.736	190.666	-9,02%	12,45%	12,43%	-15,43%	7,48%	15,04%	20,28%
DO 13 - Ressources naturelles et environnement	157.640	144.794	136.225	195.548	143.993	140.390	148.020	-8,15%	-5,92%	43,55%	-26,36%	-2,50%	5,43%	-6,10%
DO 14 - Pouvoirs locaux	1.121.121	1.148.822	1.149.100	1.159.656	1.155.244	1.159.293	1.198.509	2,47%	0,02%	0,92%	-0,38%	0,35%	3,38%	6,90%
DO 15 - Aménagement du territoire et logement	245.943	241.464	237.865	236.177	292.671	286.964	318.516	-1,82%	-1,49%	-0,71%	23,92%	-1,95%	11,00%	29,51%
DO 16 - Relations extérieures	57.715	62.808	59.285	55.591	65.690	69.393	71.026	8,82%	-5,61%	-6,23%	18,17%	5,64%	2,35%	23,06%
DO 17 - Action sociale et santé	524.151	543.939	567.898	586.843	610.577	618.593	644.676	3,78%	4,40%	3,34%	4,04%	1,31%	4,22%	22,99%
DO 18 - Tourisme	49.916	35.929	33.512	32.080	32.388	32.399	35.849	-28,02%	-6,73%	-4,27%	0,96%	0,03%	10,65%	-28,18%
DO 19 - Agriculture et milieu rural	89.368	121.700	97.874	102.325	137.326	136.907	139.267	36,18%	-19,58%	4,55%	34,21%	-0,30%	1,72%	55,84%
DO 30 - Provisions interdépartementales pour la programmation 2000-2006 des cofinancements européens	43.262	143.292	158.509	156.689	143.096	100.660	120.112	231,22%	10,62%	-1,15%	-8,68%	-29,66%	19,32%	177,64%
DO 31 - Provision interdépartementale relative aux fonds d'impulsion économique et rural	-	-	-	-	5.768	72.898	50.410					1163,83%	-30,85%	
DO 32 - Provisions interdépartementales pour la programmation 2007-2013 des cofinancements européens	-	-	-	-	-	-	8.906							
Chapitre II – Dette	383.112	381.508	365.726	368.125	330.095	233.380	243.656	-0,42%	-4,14%	0,66%	-10,33%	-29,30%	4,40%	-36,40%
DO 40 - Finances	383.112	381.508	365.726	368.125	330.095	233.380	243.656	-0,42%	-4,14%	0,66%	-10,33%	-29,30%	4,40%	-36,40%
Chapitre III – Ministère de l'Équipement et des Transports	974.380	985.085	996.826	995.521	975.519	1.003.349	1.031.021	1,10%	1,19%	-0,13%	-2,01%	2,85%	2,76%	5,81%
DO 50 - Secrétariat général du M.E.T.	225.375	261.566	279.137	274.044	269.591	294.065	298.632	16,06%	6,72%	-1,82%	-1,62%	9,08%	1,55%	32,50%
DO 51 - Réseau routier de la Région	211.570	189.283	189.325	185.959	178.765	214.375	217.652	-10,53%	0,02%	-1,78%	-3,87%	19,92%	1,53%	2,87%
DO 52 - Voies hydrauliques de la Région	64.923	59.742	54.735	54.180	52.313	66.465	70.888	-7,98%	-8,38%	-1,01%	-3,45%	27,05%	6,65%	9,19%
DO 53 - Services techniques	113.855	99.437	87.629	89.697	84.422	27.810	26.396	-12,66%	-11,88%	2,36%	-5,88%	-67,06%	-5,09%	-76,82%
DO 54 - Transports	358.657	375.056	386.000	391.640	390.429	400.633	417.453	4,57%	2,92%	1,46%	-0,31%	2,61%	4,20%	16,39%
TOTAL	5.143.005	5.217.154	5.231.367	5.280.175	5.379.349	5.552.077	5.778.458	1,44%	0,27%	0,93%	1,88%	3,21%	4,08%	12,36%
Dont dépenses primaires	4.839.167	4.911.439	4.951.351	4.994.566	5.105.978	5.375.778	5.600.943	1,49%	0,81%	0,87%	2,23%	5,28%	4,19%	15,74%

Sources : Budgets généraux des dépenses de la Région wallonne et calculs CERPE.

Tableau 30 : Evolution des recettes de la Région wallonne de 2001 à 2007 (en milliers EUR courants)

	MONTANTS							TAUX DE CROISSANCE NOMINAUX						
	2001initial	2002initial	2003initial	2004initial	2005initial	2006initial	2007initial	2002/2001	2003/2002	2004/2003	2005/2004	2006/2005	2007/2006	2007/2001
Transferts du Pouvoir fédéral	3.707.037	2.927.507	2.990.851	3.100.968	3.200.802	3.297.405	3.496.738	-21,03%	2,16%	3,68%	3,22%	3,02%	6,05%	-5,67%
Dotation IPP	3.552.696	2.749.933	2.808.616	2.898.543	3.018.567	3.115.170	3.314.503	-22,60%	2,13%	3,20%	4,14%	3,20%	6,40%	-6,70%
Droit de tirage sur le MET	154.341	177.574	182.235	182.235	182.235	182.235	182.235	15,05%	2,62%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	18,07%
Recettes liées à la DLU				20.190	0	0	0							
Moyens issus du niveau régional	858.135	1.834.777	1.699.077	1.839.155	1.842.262	2.200.104	2.410.392	113,81%	-7,40%	8,24%	0,17%	19,42%	9,56%	180,89%
Impôts régionaux	510.611	1.484.902	1.481.949	1.566.384	1.671.816	1.953.611	2.227.736	190,81%	-0,20%	5,70%	6,73%	16,86%	14,03%	336,29%
Taxes perçues par la RW	59.472	50.477	36.918	103.355	44.652	39.090	37.457	-15,12%	-26,86%	179,96%	-56,80%	-12,46%	-4,18%	-37,02%
Autres recettes départementales	271.597	276.382	141.893	127.481	107.751	100.414	129.174	1,76%	-48,66%	-10,16%	-15,48%	-6,81%	28,64%	-52,44%
Autres recettes de capital	16.455	23.016	38.317	41.935	18.043	106.989	16.025	39,87%	66,48%	9,44%	-56,97%	492,97%	-85,02%	-2,61%
Transferts de la Communauté française	300.749	290.598	272.014	275.839	282.953	299.396	295.911	-3,38%	-6,40%	1,41%	2,58%	5,81%	-1,16%	-1,61%
Dotation de la Communauté française	300.749	290.598	267.589	271.237	278.368	294.818	291.007	-3,38%	-7,92%	1,36%	2,63%	5,91%	-1,29%	-3,24%
Fonds budgétaire en matière de Loterie			4.425	4.602	4.585	4.578	4.904			4,00%	-0,37%	-0,15%	7,12%	
Recettes totales	4.865.922	5.052.882	4.961.942	5.215.962	5.326.017	5.796.905	6.203.041	3,84%	-1,80%	5,12%	2,11%	8,84%	7,01%	27,48%

Sources : Budgets des voies et moyens de la Région wallonne et calculs CERPE.

Tableau 31 : Evolution des recettes de la Région wallonne de 2001 à 2007 (en milliers EUR constants)

	MONTANTS							TAUX DE CROISSANCE REELS						
	2001initial	2002initial	2003initial	2004initial	2005initial	2006initial	2007initial	2002/2001	2003/2002	2004/2003	2005/2004	2006/2005	2007/2006	2007/2001
Transferts du Pouvoir fédéral	3.707.037	2.880.217	2.896.532	2.941.508	2.953.961	2.989.464	3.114.126	-22,30%	0,57%	1,55%	0,42%	1,20%	4,17%	-15,99%
Dotation IPP	3.552.696	2.705.511	2.720.044	2.749.492	2.785.780	2.824.248	2.951.831	-23,85%	0,54%	1,08%	1,32%	1,38%	4,52%	-16,91%
Droit de tirage sur le MET	154.341	174.706	176.488	172.864	168.181	165.216	162.295	13,19%	1,02%	-2,05%	-2,71%	-1,76%	-1,77%	5,15%
Recettes liées à la DLU	0	0	0	19.152	0	0	0				-100,00%			
Moyens issus du niveau régional	858.135	1.805.138	1.645.495	1.744.581	1.700.190	1.994.639	2.146.648	110,36%	-8,84%	6,02%	-2,54%	17,32%	7,62%	150,15%
Impôts régionaux	510.611	1.460.915	1.435.214	1.485.836	1.542.888	1.771.166	1.983.978	186,11%	-1,76%	3,53%	3,84%	14,80%	12,02%	288,55%
Taxes perçues par la RW	59.472	49.662	35.754	98.040	41.209	35.439	33.358	-16,50%	-28,01%	174,21%	-57,97%	-14,00%	-5,87%	-43,91%
Autres recettes départementales	271.597	271.917	137.418	120.926	99.441	91.036	115.040	0,12%	-49,46%	-12,00%	-17,77%	-8,45%	26,37%	-57,64%
Autres recettes de capital	16.455	22.644	37.109	39.779	16.652	96.997	14.272	37,61%	63,88%	7,19%	-58,14%	482,51%	-85,29%	-13,27%
Transferts de la Communauté française	300.749	285.904	263.436	261.655	261.132	271.436	263.533	-4,94%	-7,86%	-0,68%	-0,20%	3,95%	-2,91%	-12,37%
Dotation de la Communauté française	300.749	285.904	259.150	257.289	256.901	267.285	259.165	-4,94%	-9,36%	-0,72%	-0,15%	4,04%	-3,04%	-13,83%
Fonds budgétaire en matière de Loterie			4.285	4.365	4.231	4.150	4.367			1,86%	-3,07%	-1,91%	5,23%	
Recettes totales	4.865.922	4.971.259	4.805.463	4.947.744	4.915.283	5.255.539	5.524.307	2,16%	-3,34%	2,96%	-0,66%	6,92%	5,11%	13,53%

Sources : Budgets des voies et moyens de la Région wallonne et calculs CERPE.

Les hypothèses de projection des recettes et des dépenses de la Région wallonne de 2008 à 2017

I. 6. Les paramètres macroéconomiques et démographiques

Quatre paramètres macroéconomiques interviennent pour la réalisation des projections : le taux de fluctuation de l'indice des prix à la consommation, le taux de fluctuation de l'indice des prix « santé », le taux d'intérêt nominal à long terme du marché ainsi que le taux de croissance réelle du Produit Intérieur Brut à prix constants (P.I.B. réel). En effet, rappelons que depuis 2006 les gouvernements fédéral, communautaires et régionaux ont décidé de se référer à la **croissance réelle du P.I.B.** plutôt qu'à celle du R.N.B., sans pour autant que la L.S.F. ne soit encore modifiée.

Les valeurs de ces paramètres pour les années 2007 à 2017 sont les suivantes :

Tableau 32. Paramètres macroéconomiques (en %)

	Indice des prix à la consommation	Indice "santé"*	Croissance réelle du PIB	Taux d'intérêt
2007	1,80%	1,80%	2,32%	4,19%
2008	1,86%	1,86%	2,16%	4,27%
2009	1,80%	1,80%	2,08%	4,38%
2010	1,84%	1,84%	2,10%	4,38%
2011	1,87%	1,87%	2,09%	4,49%
2012	1,88%	1,88%	1,98%	4,49%
2013	1,86%	1,86%	2,06%	4,43%
2014	1,86%	1,86%	2,06%	4,43%
2015	1,86%	1,86%	2,06%	4,43%
2016	1,86%	1,86%	2,06%	4,43%
2017	1,86%	1,86%	2,06%	4,43%

* L'indice « santé » est utilisé pour estimer l'évolution des dépenses de personnel. Dans le simulateur budgétaire, il est supposé identique à l'indice des prix à la consommation.

Sources : Bureau fédéral du Plan et calculs CERPE.

Les chiffres de ce tableau proviennent du module macroéconomique développé par le CERPE.

De 2007 à 2012, le module reprend les estimations publiées par le Bureau Fédéral du Plan dans les *Perspectives économiques 2007-2012* (mai 2007). A partir de 2013, les résultats issus desdites *Perspectives* sont prolongés au sein du module macroéconomique et correspondent au taux de croissance moyen des années 2010-2012.

En matière de démographie²⁸, nous nous référons aux *Perspectives de population 2000-2050* réalisées conjointement par l'I.N.S. et le Bureau fédéral du Plan (septembre 2001) ; celles-ci ont été adaptées aux chiffres de la population observée au 1^{er} janvier des années 2001 à 2006. Cet ajustement nous a été transmis par le Bureau fédéral du Plan en avril 2007.

²⁸ Les chiffres de population régionale interviennent dans le calcul de l'intervention de solidarité nationale.

I. 7. Les recettes de la Région wallonne de 2008 à 2017

Nous regroupons les recettes de l'Entité en fonction de leur origine institutionnelle. Dans notre outil de simulation, nous considérons d'abord les transferts du Pouvoir fédéral, puis les moyens issus du Pouvoir régional et, enfin, les transferts en provenance de la Communauté française.

Ci-dessous, nous reprenons un à un ces différents moyens de la Région wallonne et nous précisons les hypothèses de projection retenues dans le simulateur.

I. 7. 1. Les transferts en provenance de l'Etat fédéral

1) La dotation I.P.P. hors intervention de solidarité

La dotation I.P.P. – hors intervention de solidarité – est calculée en deux temps : l'estimation, d'une part, des montants attribués conformément à l'art.33 de la Loi Spéciale de Financement (L.S.F.) et, d'autre part, du terme négatif prévu à l'art. 33bis.

a. Les montants attribués selon l'art.33 de la L.S.F.

Tout d'abord la dotation I.P.P. est évaluée conformément à la L.S.F. du 16 janvier 1989 modifiée par la L.S.F. du 16 juillet 1993. Selon l'art.33, §1 et 2, la dotation globale versée aux Régions évolue en fonction du taux de croissance de l'indice moyen des prix à la consommation et du taux de croissance réelle du R.N.B. (P.I.B. à partir de 2006) ; cette dotation globale est alors partagée entre les Régions en vertu du principe du juste retour²⁹.

Comme les paramètres de croissance définitifs sont connus depuis l'an passé pour les années 1993 à 2004, nous ne réexaminons plus le mécanisme du paragraphe 2bis de l'article 33. Pour rappel, ce dernier prévoit un recalcul de la dotation I.P.P. pour l'année 2005 dans le cas particulier où la croissance annuelle moyenne du R.N.B. est inférieure à 2% sur la période 1993-2004.

Nous avons noté dans notre rapport de l'an passé que la mise en œuvre du mécanisme prévu par l'article 33§2bis de la L.S.F. engendre des effets positifs pour la Région wallonne. En effet, les parties attribuées du produit de l'I.P.P. sont supérieures à ce que l'on obtiendrait en l'absence de ce mécanisme. Ce résultat est conforme à l'objectif du législateur qui était de garantir un certain niveau de recettes aux Entités fédérées grâce à un filet de sécurité les prémunissant d'une croissance économique trop faible au cours de la période 1993-2004.

b. Le terme négatif selon l'art.33bis

La deuxième étape du calcul consiste à estimer le terme négatif tel que le précise la Loi spéciale du 13 juillet 2001 (art.33bis, §1). Ce terme négatif correspond à une réduction annuelle de la dotation I.P.P. régionale ; il permet de compenser la perte de moyens subie par le Pouvoir fédéral suite à l'élargissement de l'autonomie fiscale accordée aux Régions. Pour les années de projection, nous partons des recettes régionales moyennes de 1999, 2000 et 2001 des nouveaux impôts, exprimées en prix de 2002. Ensuite, nous adaptons annuellement ces recettes à l'inflation et à 91% de la croissance du R.N.B. (P.I.B. à partir de 2006)³⁰.

²⁹ Selon ce principe, la dotation versée à une entité est fonction de la part relative de cette dernière dans le produit de l'I.P.P. national.

³⁰ A l'exception des recettes moyennes de la redevance radio-télévision qui sont simplement liées à l'inflation.

Le tableau suivant reprend les deux étapes du calcul. Rappelons qu'il s'agit uniquement des montants de la dotation I.P.P. au sens strict, c'est-à-dire sans l'intervention de solidarité (abordée au point suivant) et sans les moyens attribués par le Fédéral suite à la régionalisation de plusieurs compétences (étudiés au point 3).

Tableau 33. Estimation de la dotation I.P.P. de la Région wallonne (en milliers EUR)

	Dotation I.P.P. avant réduction	Terme négatif	Dotation I.P.P. après réduction
2008	3.525.839	1.097.261	2.428.577
2009	3.658.285	1.133.515	2.524.770
2010	3.797.701	1.171.601	2.626.100
2011	3.943.199	1.211.338	2.731.861
2012	4.088.516	1.251.680	2.836.835
2013	4.241.429	1.293.893	2.947.536
2014	4.400.768	1.337.604	3.063.164
2015	4.565.457	1.382.869	3.182.588
2016	4.736.439	1.429.743	3.306.696
2017	4.913.800	1.478.287	3.435.514

Source : calculs CERPE.

2) L'intervention de solidarité

L'intervention de solidarité nationale (art.48 de la L.S.F.) correspond à un montant de 468 francs belges indexés par habitant et par pourcentage d'écart négatif entre le rendement de l'I.P.P. par habitant au niveau régional et le rendement de l'I.P.P. par habitant au niveau du Royaume.

3) Les moyens issus du transfert de quatre nouvelles compétences

Suite à la régionalisation des lois communale et provinciale, de l'agriculture et de la pêche maritime, des établissements scientifiques et des subventions de recherche scientifique relatives à l'agriculture et, enfin, du commerce extérieur, il est prévu que le Pouvoir fédéral verse des moyens supplémentaires aux Régions.

Comme nous l'avons déjà signalé lors de la description de la situation d'amorçage, les moyens en provenance du Fédéral pour financer ces nouvelles compétences sont inclus dans le montant de la dotation I.P.P.

Dans notre projection, nous distinguons toutefois ces moyens et estimons les recettes attribuées à la Région wallonne conformément aux mécanismes de financement stipulés dans la Loi spéciale du 13 juillet 2001 (articles 35quater, 35quinquies, 35sexies et 35septies), en nous référant aux paramètres macroéconomiques repris au Tableau 32.

Pour l'agriculture et les établissements scientifiques, les montants octroyés en 2002 à la Région wallonne sont spécifiés dans la Loi spéciale (§1 de l'article 35quater et 35quinquies). A partir de 2003, ces montants sont adaptés au taux de fluctuation de l'indice des prix à la consommation ainsi qu'à la croissance réelle du R.N.B (P.I.B. à partir de 2006).

En ce qui concerne la régionalisation du commerce extérieur, un montant global de 14.873.611,49 EUR a été attribué à l'ensemble des Régions en 2002. Il a été réparti selon la clé I.P.P. A partir de 2003, nous adaptons le montant national de l'année précédente au taux de fluctuation de l'indice des prix à la consommation ainsi qu'à la croissance réelle du R.N.B. (P.I.B. à partir de 2006) et nous le répartissons entre les Régions selon la clé I.P.P., conformément à l'article 35sexies de la Loi spéciale.

Enfin, pour la régionalisation des lois communale et provinciale, la Loi spéciale fixe un montant total de 6.114.434,94 EUR à verser à l'ensemble des Régions en 2002. Dès 2003, ce montant est adapté à l'indice des prix à la consommation ainsi qu'à la croissance réelle du R.N.B. de l'année concernée (croissance réelle du P.I.B. à partir de 2006). Ce montant total est réparti chaque année entre les Régions en fonction de leur part dans la somme des éléments suivants :

- les dotations I.P.P. (avant la réduction compensatoire de la régionalisation de nouveaux impôts) ;
- les interventions de solidarité nationale ;
- les droits de tirage sur le budget du Ministère fédéral de l'Emploi et du Travail ;
- les moyens versés suite à la régionalisation des compétences en matière d'agriculture et de pêche maritime, d'établissements scientifiques et de subventions scientifiques relatives à l'agriculture et de commerce extérieur.

Nous reprenons notre estimation de ces recettes au tableau suivant.

Tableau 34. Estimation des moyens issus du transfert de nouvelles compétences (en milliers EUR)

	Lois provinciale et communale	Agriculture et pêche maritime	Etablissements scientifiques	Commerce extérieur	Total
2008	2.489	16.689	24.193	5.168	48.540
2009	2.583	17.343	25.142	5.362	50.430
2010	2.681	18.033	26.141	5.566	52.421
2011	2.783	18.754	27.187	5.780	54.503
2012	2.887	19.485	28.247	5.992	56.611
2013	2.996	20.256	29.364	6.216	58.833
2014	3.109	21.058	30.527	6.450	61.143
2015	3.226	21.891	31.735	6.691	63.543
2016	3.348	22.758	32.991	6.941	66.037
2017	3.474	23.658	34.296	7.201	68.630

Source : calculs CERPE.

4) Le droit de tirage sur le budget du Ministère de l'Emploi et du Travail

Les trois Régions disposent de ce droit de tirage sur le budget du M.E.T. dans le cadre de programmes de remise au travail de chômeurs.

La loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles prévoit en effet que pour chaque chômeur complet indemnisé (ou chaque personne assimilée par ou en vertu de la loi) placé – dans le cadre d'un contrat de travail – dans un programme de remise au travail, l'autorité nationale octroie une intervention financière dont le montant est fixé par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

L'enveloppe globale des droits de tirage est fixée annuellement en concertation avec l'autorité nationale et les autorités régionales. Le montant a été fixé par arrêté royal en 2002 à 182.235 milliers EUR et n'a pas été revu depuis. Pour la projection, nous retenons ce même montant et le maintenons constant en terme nominal.

I. 7. 2. Les moyens issus du niveau régional

1) Les impôts régionaux

Conformément à la Loi spéciale du 13 juillet 2001, nous retrouvons désormais dans cette rubrique les impôts suivants :

- la taxe sur les jeux et paris ;
- la taxe sur les appareils automatiques de divertissement ;
- la taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées ;
- les droits de succession et de mutation par décès ;
- le précompte immobilier ;
- les droits d'enregistrement sur transmissions à titre onéreux de biens immeubles situés en Belgique ;
- la taxe de circulation sur les véhicules automobiles ;
- la taxe de mise en circulation ;
- l'eurovignette ;
- les droits d'enregistrement sur la constitution d'une hypothèque sur un bien immeuble situé en Belgique ;
- les droits d'enregistrement sur les partages partiels/totaux de biens immeubles situés en Belgique, les cessions à titre onéreux, entre copropriétaires, de parties indivises (et les conversions prévues art.745 quater et quinquies code civil) ;
- les droits d'enregistrement sur donations entre vifs de biens meubles ou immeubles ;
- la redevance radio et télévision.

Pour estimer le produit des ces différents impôts, nous partons du dernier montant fourni dans les documents budgétaires et nous effectuons une indexation ainsi qu'une liaison au taux de croissance réelle du P.I.B. à concurrence de 100%.

Notons encore que, dans nos projections, nous ne tenons pas compte des modifications de la fiscalité wallonne qui sont annoncées mais qui n'ont pas encore été votées.

Au budget, nous trouvons également un poste intitulé « intérêts et amendes sur impôts régionaux » qui se rapporte aux recettes provenant des intérêts de retard, de la charge des intérêts moratoires ainsi que de l'attribution des amendes fiscales sur les impôts régionaux. Pour la projection, nous effectuons une indexation du montant prévu pour 2007.

Nous reprenons notre estimation de ces recettes au tableau suivant.

Tableau 35. Estimation des recettes générées par les impôts régionaux (en milliers EUR)

	Impôts régionaux	Intérêts et amendes	Total
2008	2.300.981	16.871	2.317.852
2009	2.391.188	17.174	2.408.363
2010	2.486.244	17.490	2.503.734
2011	2.585.660	17.817	2.603.477
2012	2.686.473	18.152	2.704.625
2013	2.792.793	18.490	2.811.283
2014	2.903.321	18.835	2.922.155
2015	3.018.223	19.186	3.037.408
2016	3.137.672	19.543	3.157.215
2017	3.261.848	19.907	3.281.755

Source : calculs CERPE.

2) Les taxes et redevances, les autres recettes courantes et de capital

En ce qui concerne les taxes et autres recettes courantes et de capital, nous partons des montants figurant au budget initial de 2007 et supposons qu'ils évoluent en fonction d'une simple indexation. Pour la vente des actions Arcelor (90.000 milliers EUR) qui n'a pu avoir lieu en 2007, nous ne comptabilisons pour l'instant aucun montant pour nos projections puisque nous ne savons pas encore quand elle aura effectivement lieu.

I. 7. 3. Les transferts de la Communauté française

1) La dotation de la Communauté française

L'évolution de la dotation de la Communauté française est déterminée au sein du module « QUENTIN », en application des différents calculs prévus dans les accords de la Saint Quentin.

Depuis 2000, nous tenons compte d'un effort supplémentaire fourni par la Région wallonne à concurrence de 59.494,5 milliers de EUR. Cet engagement durable se traduit par une réduction de la dotation que la Communauté française lui transfère³¹.

Signalons qu'à l'occasion des accords intrafrancophones de Val Duchesse (juin 2001), la Région wallonne – tout comme la Cocof – s'est à nouveau engagée à fournir une aide complémentaire à la Communauté française. Celle-ci se traduit par une modification de la valeur du coefficient multiplicateur de l'effort supplémentaire fourni depuis 2000. Ainsi, de 1, ce curseur est passé à 1,375 en 2003. En 2006, il est descendu à 1,34375 et il vaut désormais 1,31250 en 2007 (le coefficient devrait continuer à baisser progressivement pour redevenir égal à 1 en 2010).

Dans le tableau suivant, nous reprenons notre calcul de la dotation versée par la Communauté française à la Région.

Tableau 36 : La dotation versée par la Communauté française à la Région wallonne (en milliers EUR)

	Dotation initiale (1)	Effort lié à l'accord de 2000 (2)	Effort lié à Val Duchesse (3)	Dotation effective (1) – (2) – (3)
2008	385.048	67.328	19.831	297.889
2009	390.507	69.940	9.916	310.652
2010	396.179	72.287	-	323.892
2011	402.051	73.637	-	328.414
2012	408.081	75.024	-	333.058
2013	414.159	76.421	-	337.738
2014	420.350	77.845	-	342.505
2015	426.656	79.295	-	347.361
2016	433.080	80.772	-	352.308
2017	439.623	82.276	-	357.347

Sources : Accords intrafrancophones de 2000, accords de Val Duchesse (juin 2001) et calculs CERPE.

³¹ A noter que la Cocof fournit également un effort supplémentaire de 19.831,5 milliers de EUR depuis 2000.

2) Le Fonds budgétaire en matière de Loterie

Ce poste reprend des moyens de la Loterie Nationale qui sont rétrocédés par la Communauté française à l'Entité wallonne. L'application de l'article 62bis de la L.S.F. du 13/07/2001 – qui prévoit le versement d'une partie du bénéfice de la Loterie Nationale (27,44%) aux trois Communautés du Royaume – a en effet débouché sur une convention entre les gouvernements de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Cocof. Selon cette convention, une part de 19,85643165 % de l'enveloppe de la Communauté française est rétrocédée à la Région wallonne³².

Dans le simulateur, pour projeter les recettes communautaires issues du bénéfice de la Loterie, nous partons de la dernière observation disponible du bénéfice total, soit 225.000 milliers EUR pour l'année 2006 (répartition provisoire, M.B.01/07/2006) que nous faisons évoluer en fonction du taux de croissance de l'indice moyen des prix à la consommation dès 2007. Chaque année, nous répartissons alors le bénéfice total estimé de la Loterie Nationale en appliquant les règles déterminées par la Loi Spéciale du 13 juillet 2001 : 0,8418% du montant calculé est attribué à la Communauté germanophone et le solde est partagé entre la Communauté française et la Communauté flamande en fonction de leur part respective dans le montant total que leur verse l'Etat fédéral au titre de parties attribuées du produit de la TVA et de l'IPP.

Ensuite, pour estimer les moyens rétrocédés par la Communauté française à la Région wallonne, nous retenons une part de 19,85643165 % du montant obtenu par la Communauté française selon le calcul prévu dans la L.S.F.

Enfin, signalons que les recettes de ce fonds sont destinées à assurer la subvention d'une série de matières régionalisées suite aux accords de la Saint Quentin et précédemment soutenues par la Loterie Nationale. Nous supposons alors qu'un montant identique est pris en considération dans le budget général des dépenses, comme c'est le cas au budget 2007 initial. Nous en reparlerons lors de la présentation des hypothèses de projection des dépenses particulières (section III.3.1).

Tableau 37. Estimation des recettes du Fonds budgétaire en matière de Loterie (en milliers EUR)

	Fonds Loterie
2008	5.046
2009	5.131
2010	5.211
2011	5.288
2012	5.365
2013	5.459
2014	5.555
2015	5.647
2016	5.742
2017	5.836

Source : calculs CERPE.

³² Toujours selon cette convention, une part de 5,66 % de l'enveloppe francophone est rétrocédée à la Cocof.

I. 8. Les dépenses de la Région wallonne de 2008 à 2017

Dans le modèle, plusieurs catégories de dépenses sont distinguées : les dépenses primaires particulières, les dépenses primaires ordinaires, les charges d'intérêt de la dette indirecte, directe et reprise ainsi que les amortissements. Reprenons chaque catégorie et précisons les hypothèses de projection que nous retenons.

I. 8. 1. Les dépenses primaires particulières

Pour la projection, sont repris en dépenses primaires particulières :

- 1) les dépenses de personnel liées à l'indice santé ;
- 2) le Fonds d'égalisation des budgets ;
- 3) les provisions interdépartementales pour les cofinancements européens ;
- 4) les crédits à la SOFICO ;
- 5) les interventions particulières envers les T.E.C. et la S.R.W.T. ;
- 6) le 1^{er} axe du Plan Tonus communal ;
- 7) le Fonds des Provinces et le Fonds des Communes;
- 8) le Fonds budgétaire en matière de Loterie ;
- 9) la compensation de la forfaitarisation des réductions du précompte immobilier en faveur des pouvoirs locaux ;
- 10) certains moyens transférés à la Communauté germanophone ;
- 11) les interventions financières dans le capital de la S.P.G.E. ;
- 12) les dépenses liées aux Actions prioritaires pour l'Avenir wallon (APAW) ;
- 13) les dépenses liées à certains postes de l'endettement indirect :
 - (a) le C.R.A.C. ;
 - (b) le F.A.D.E.L.S. ;
 - (c) l'emprunt de soudure ;
- 14) Subvention de fonctionnement au Forem et pour la gestion du P.R.C. ;
- 15) Dotation à l'AWEX ;
- 16) Dotation additionnelle à la Société wallonne du Logement pour le financement du PEI ;
- 17) Dotation à la Sowaer ;
- 18) Interventions financières en faveur de la Sowafinal pour couvrir les charges liées à des financements alternatifs (hors mesures liées aux APAW) ;
- 19) et enfin, la provision conjoncturelle.

La méthode de projection adoptée pour chacun de ces postes est présentée aux points suivants.

1) Les dépenses de personnel liées à l'indice santé

Pour estimer cette dépense particulière sur la période 2008-2017, nous partons du montant total des dépenses de personnel pour 2007 (soit 422.921 milliers de EUR) que nous lions à l'indice santé.

2) Le Fonds d'égalisation des budgets

Pour rappel, ce Fonds d'égalisation ne peut plus être utilisé pour équilibrer le budget régional depuis l'instauration de la méthodologie SEC 95. En 2006 initial, ce Fonds avait été utilisé pour mettre en réserve l'effort additionnel qu'à consenti la Région wallonne pour permettre à la Belgique de respecter ses engagements dans le cadre du Pacte de stabilité européen. En 2007, la Région en fait un Fonds de désendettement pour la Wallonie (70.000 milliers EUR).

Ne sachant pas si cet effort de désendettement sera récurrent, nous mettons ce poste à zéro sur l'ensemble de la période de projection.

3) Les provisions interdépartementales pour les cofinancements européens

En matière d'intervention régionale dans les programmes cofinancés par les fonds structurels européens, nous tenons compte des chiffres repris dans la projection pluriannuelle présentée dans l'Exposé général du budget 2007 initial. Rappelons l'apparition en 2007 de la D.O.32 relative à la programmation 2007-2013 des cofinancements européens.

Tableau 38 : Le profil d'ordonnement retenu pour les cofinancements européens (en milliers EUR)

	2007	2008	2009	2010
Cofinancements européens	134.869	75.000	-	-
Cofinancements européens : programmation 2007-2013	10.000	60.000	90.000	90.000
TOTAL	144.869	135.000	90.000	90.000

Source : Exposé général du budget 2007 initial ; calculs CERPE.

La projection pluriannuelle de l'Exposé général s'arrête en 2010. Cependant, dans notre simulateur, nous considérons que la Région wallonne percevra 90.000 milliers EUR de 2011 à 2017.

4) Les crédits à la SOFICO

Nous distinguons ici les deux interventions de la Région wallonne envers la SOFICO qui font partie du programme d'investissement de cette dernière, relevées dans les documents budgétaires de 2007 initial.

a) Achats de biens et services

Le premier poste figure au programme 02 de la DO 50 (Secrétariat général du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports). Il est destiné au versement de péages pour l'A8 et pour la liaison E25-E40. Pour les projections, nous reprenons le montant figurant au budget 2007, soit 36.500 milliers EUR. En effet, cette hypothèse nous paraît réaliste puisque le montant dépend du degré d'utilisation des infrastructures et que celui-ci semble proche d'un niveau d'équilibre. Pour rappel, le montant figurant aux budgets s'élève à 36.500 milliers EUR depuis 2003³³.

b) Convention de commissionnement avec la SOFICO

Le deuxième poste est destiné à couvrir l'annuité versée à la SOFICO sur base de la convention de commissionnement résultant de la décision du Gouvernement wallon, du 13 mars 2003, de confier la réfection des autoroutes E411/E25 en province de Luxembourg à la SOFICO. Cette allocation est reprise au programme 01 de la DO 51 (Réseau routier).

³³ Pour information, en 2002, année d'apparition de cette dépense, elle s'élevait à 36.360 milliers EUR.

Pour notre simulation, nous retenons le montant de 8.400 milliers de EUR sur toute la période de projection, conformément à la convention de commissionnement qui prévoit notamment qu'à partir de 2004, la Région wallonne verse à la SOFICO une annuité de 8.400 milliers EUR, pour une durée de 20 ans³⁴.

Tableau 39 : Les crédits pour la SOFICO (en milliers EUR)

	2008 - 2017
DO 50, programme 2 Achat de biens et services (SOFICO)	36 500
DO 51, programme 1 Convention de commissionnement avec la SOFICO dans le cadre de la réfection des autoroutes E411 et E25 en province du Luxembourg	8 400
TOTAL	44 900

Sources : Budget général des dépenses de la Région wallonne pour 2007 initial ; calculs CERPE.

5) Les interventions particulières envers les T.E.C. et la S.R.W.T.

Le contrat de gestion conclu entre la Région wallonne, la S.R.W.T. et les T.E.C. vaut pour la période 2006-2010. Selon ce contrat, les trois dépenses suivantes connaissent une évolution particulière : la subvention d'exploitation à la S.R.W.T., l'intervention pour la couverture des charges d'exploitation des cinq sociétés T.E.C. (services réguliers et scolaires) ainsi que le financement d'investissements d'exploitation.

Le premier poste (subvention d'exploitation à la S.R.W.T.) se subdivise en deux subventions : la première concerne l'exploitation annuelle et est simplement indexée tandis que la seconde relative à la couverture des engagements sociaux est calculée sur base des coûts prévisionnels auxquels la S.R.W.T. devra faire face. Ne disposant pas des informations nécessaires au calcul de cette deuxième partie, nous indexons le montant global sur l'ensemble de la période de projection.

Selon le contrat de gestion, l'intervention d'exploitation des T.E.C. évolue chaque année au rythme de l'inflation plus 1%. Nous avons donc modélisé cette hypothèse dans notre simulateur.

Enfin, la subvention d'investissements d'exploitation qui devait être fixée annuellement à 30.655 milliers EUR est passée à 32.128 milliers EUR en 2007. C'est donc ce dernier chiffre que nous gardons constant (en nominal) pour nos projections.

Tableau 40 : Les subventions particulières envers les T.E.C. et la S.R.W.T. (en milliers EUR)

	Exploitation des services réguliers et scolaires par les T.E.C.	Exploitation de la S.R.W.T.	Investissements d'exploitation	Total
2008	305.239	27.757	32.128	365.125
2009	313.787	28.257	32.128	374.172
2010	322.691	28.776	32.128	383.595
2011	331.945	29.314	32.128	393.387
2012	341.515	29.866	32.128	403.508
2013	351.291	30.422	32.128	413.841
2014	361.348	30.989	32.128	424.465
2015	371.692	31.566	32.128	435.386
2016	382.333	32.154	32.128	446.615
2017	393.278	32.753	32.128	458.159

Sources : Documents budgétaires de la Région wallonne pour 2007 initial ; calculs CERPE.

³⁴ Source : Programme justificatif afférent aux compétences du Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine (document budgétaire 4-I bcd (2004-2005) – N°1 Annexe 3bis), pp. 18-19.

6) Le 1er axe du Plan Tonus communal

Rappelons que le 1^{er} axe du Plan Tonus communal concerne l'octroi d'aides exceptionnelles à toutes les communes de Wallonie.

Ce Plan prévu à l'origine pour les années 2001 à 2003 a été prolongé. Le programme justificatif 2006 du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique précise que dans le cadre de la sortie du Plan Tonus, la réforme du Fonds des Communes doit être concrétisée. Le montant actuellement consacré au Plan Tonus devant être à terme être intégré au Fonds des Communes.

Comme nous ne tenons pas compte de cette future réforme, nous supposons donc le prolongement des aides de la Région sur la période 2008-2017, pour un montant identique à celui inscrit au budget 2007 initial, à savoir 46.500 milliers de EUR.

Concernant le montant de 10.000 milliers EUR inscrit pour la refinancement du Fonds des Communes qui devrait être transféré à l'axe 1 Tonus à l'ajustement (voir point 7 de la section II.2.1), nous préférons le mettre à zéro sur la période projection dans l'attente de plus amples informations.

7) Le Fonds des Provinces et le Fonds des Communes

a) *Le Fonds des Provinces*

Pour le Fonds des Provinces, nous partons du montant inscrit au budget pour 2007 et effectuons une indexation puisque, en application du décret-programme du 17 décembre 1997³⁵, les montants attribués aux Fonds des Provinces sont liés à l'indice des prix à la consommation.

Tableau 41 : Le Fonds des Provinces (en milliers de EUR)

	Fonds des Provinces
2008	134.780
2009	137.207
2010	139.728
2011	142.338
2012	145.018
2013	147.719
2014	150.471
2015	153.274
2016	156.129
2017	159.037

Sources : Budget général des dépenses de la Région wallonne 2007 initial ; calculs CERPE.

b) *Le Fonds des Communes*

Pour la projection, nous partons du montant inscrit pour le Fonds des Communes au budget 2007 (hors refinancement donc) et effectuons une indexation puisque, en application du décret-programme du décret du 20 juillet 1989³⁶, les montants attribués au Fonds des Communes sont actuellement liés à l'indice des prix à la consommation³⁷.

³⁵ Modifié par l'Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 21 juin 1991, le décret du 5 novembre 1992, le décret du 27 mars 1997, le décret-programme du 17 décembre 1997 et l'Arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 1998.

³⁶ Modifié par l'Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 21 juin 1991, le décret du 5 novembre 1992, le décret du 27 mars 1997, le décret-programme du 17 décembre 1997 et l'Arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 1998.

³⁷ Rappelons que la dotation pour le transfert de compétences de la Région wallonne vers la Communauté germanophone en matière de pouvoirs subordonnés (entré en vigueur au premier janvier 2004) n'est plus incluse dans le Fonds des communes.

Tableau 42 : Le Fonds des Communes (en milliers de EUR)

	Fonds des Communes
2008	945.140
2009	962.156
2010	979.835
2011	998.137
2012	1.016.931
2013	1.035.874
2014	1.055.170
2015	1.074.825
2016	1.094.846
2017	1.115.240

Sources : Budget général des dépenses de la Région wallonne 2007 initial ; calculs CERPE.

8) Le Fonds budgétaire en matière de Loterie

Par souci de neutralité, nous prévoyons que, chaque année, les dépenses de la Région wallonne pour le Fonds budgétaire en matière de Loterie correspondent aux moyens reçus pour ce même Fonds.

Rappelons en effet qu'une partie des bénéficiaires de la Loterie Nationale sont attribués aux trois Communautés du Royaume et que la Région wallonne obtient 19,85643165 % de l'enveloppe attribuée à la Communauté française, suite à une convention entre les gouvernements de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Cocof (voir point 2 de la section III.2.3).

9) La compensation de la forfaitarisation des réductions du précompte immobilier en faveur des pouvoirs locaux

Cette compensation octroyée aux pouvoirs locaux depuis 2004 fait suite à une modification du régime du précompte immobilier. Selon les informations obtenues, cette allocation devrait être fixe sur la période de projection. Nous reprenons dès lors le montant inscrit dans les documents budgétaires de 2007 initial, soit 39.670 milliers EUR et le maintenons constant en terme nominal de 2008 à 2017.

10) Certains moyens transférés à la Communauté germanophone

Nous classons en dépenses primaires particulières les transferts de la Région wallonne vers la Communauté germanophone dont l'évolution est stipulée par un décret ou un accord de coopération.

Ainsi, sont concernées les dotations pour le transfert de compétences en matière d'emploi, pour le transfert de compétences en matière de pouvoirs subordonnés, pour le transfert de la protection des monuments et sites ainsi que des fouilles archéologiques, la subvention dans le cadre de la politique des télécommunications et la dotation pour permettre à la Communauté germanophone d'assurer le transport scolaire interne.

Reprenons chacun de ces postes et présentons leur évolution.

a) La dotation pour le transfert de compétences en matière d'emploi

Le transfert en matière d'emploi est réglé dans le décret de la Communauté germanophone du 10/05/1999 (M.B. du 29/09/1999) et le décret régional wallon du 06/05/1999 (M.B. du 03/07/1999). Il y est stipulé que le montant versé par la Région est adapté annuellement à la fluctuation des moyens de la Région visés à l'article 33 de la Loi de financement. Selon les informations reçues de la Région wallonne, il s'agit de l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

Pour notre simulation, nous reprenons dès lors le montant figurant au budget 2007 initial et l'indexons sur toute la période de projection.

b) La dotation pour le transfert de compétences en matière de pouvoirs subordonnés

Le 21 janvier 2004, un accord est intervenu entre le Gouvernement de la Région wallonne et celui de la Communauté germanophone, concernant le transfert de compétences en matière de pouvoirs subordonnés. Ce transfert fait suite au souhait du Gouvernement de la Communauté germanophone d'exercer la tutelle sur ses communes et de financer celles-ci.

Le décret du 27 mai 2004 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, de certaines compétences de la Région wallonne en matière de pouvoirs subordonnés précise l'étendue du transfert de compétences ainsi que les moyens financiers attribués. Il est ainsi prévu que, dès 2005, la Communauté germanophone exerce les compétences en matière de :

- fabriques d'églises et établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus³⁸ ;
- funérailles et sépulture ;
- financement général des communes, des agglomérations et des fédérations de communes et des provinces ;
- exercice et organisation de la tutelle sur les communes et les zones de police³⁹ ;
- financement des missions à remplir par les communes, les agglomérations et fédérations de communes, les provinces et d'autres personnes morales de droit public dans les matières qui relèvent de la compétence des régions, sauf lorsque ces missions se rapportent à une matière qui est de la compétence de l'autorité fédérale ou des communautés.

En termes budgétaires, ce transfert est accompagné d'une dotation à la Communauté germanophone, à savoir un montant annuel de 17.153,77 milliers EUR adapté au taux d'inflation à partir de 2005. Pour la simulation, nous reprenons le montant de la dotation qui figure dans les budgets de la Région wallonne en 2007 et nous l'indexons sur toute la période de projection.

c) La dotation pour le transfert de compétences en matière de protection des monuments et sites ainsi que des fouilles archéologiques

Pour la dotation pour les monuments et sites ainsi que les fouilles archéologiques, le transfert est régi par le décret de la Communauté germanophone du 17/01/1994 (M.B. du 16/03/1994) modifié par le décret du 10/05/1999 (M.B. du 29/09/1999). Ce transfert de compétence a également fait l'objet d'un décret régional wallon, daté du 23/12/1993 (MB 12/02/1994) et modifié par le décret du 06/05/1999 (MB 03/07/1999). Selon ces textes, et en particulier le paragraphe 5 de l'article 3 des décrets du 17/01/1994 et du 23/12/1993, il est prévu qu'à partir de 2000 la fixation du montant de la dotation s'effectue sur base du montant de l'année précédente, adapté à la fluctuation des moyens de la Région visés à l'article 33 de la Loi de financement. Comme pour le transfert de compétences en matière d'emploi, nous reprenons donc le montant 2007 initial et l'indexons pour la période 2008-2017.

³⁸ A l'exception de la reconnaissance des cultes et des traitements et pensions des ministres des cultes.

³⁹ Composées exclusivement de communes situées sur le territoire de la région de langue allemande.

d) La subvention dans le cadre de la politique des télécommunications et la dotation pour le transport scolaire interne

C'est l'accord de coopération signé à Eupen le 26/11/1998 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone (décret de la Communauté germanophone du 10/05/1999, M.B. du 21/08/1999 et décret de la R.W. du 06/05/1999, M.B. du 21/08/1999) qui prévoit des transferts entre les deux Entités fédérées pour certains projets :

- l'article 10 de cet accord prévoit un transfert récurrent de 3 millions de BEF (soit 75 milliers EUR) pour la mise en œuvre de projets pilotes en matière de télécommunication⁴⁰, ce montant étant maintenu constant d'une année à l'autre.
- l'article 11 de ce même accord concerne la prise en charge du transport interne des élèves⁴¹ ; à cette fin, la Région transfère 3 millions de BEF (soit 75 milliers EUR) à la Communauté germanophone. D'après l'accord de coopération, ce montant est maintenu constant d'une année à l'autre. C'est donc l'hypothèse d'évolution que nous retenons.

Ci-après, nous détaillons notre estimation de ces différents moyens transférés par la Région wallonne à la Communauté germanophone.

Tableau 43 : Les moyens particulières transférés à la Communauté germanophone (en milliers EUR)

	Emploi	Pouvoirs subordonnés	Monuments et sites et fouilles archéologiques	Politique des télécommunications	Transport scolaire interne	Total
2008	11.668	18.665	1.862	75	75	32.345
2009	11.878	19.001	1.895	75	75	32.925
2010	12.096	19.351	1.930	75	75	33.527
2011	12.322	19.712	1.966	75	75	34.150
2012	12.554	20.083	2.003	75	75	34.791
2013	12.788	20.457	2.041	75	75	35.436
2014	13.026	20.838	2.079	75	75	36.093
2015	13.269	21.227	2.117	75	75	36.763
2016	13.516	21.622	2.157	75	75	37.445
2017	13.768	22.025	2.197	75	75	38.139

Source : calculs CERPE.

11) Les interventions financières dans le capital de la S.P.G.E.

Nous reprenons ici trois interventions financières dans le capital de la S.P.G.E. qui figurent au budget de la Région wallonne.

Concernant l'intervention financière pour les missions liées au démergement qui ont été confiées à la S.P.G.E., des augmentations annuelles de capital sont prévues jusqu'en 2009 à concurrence de 7.200 milliers EUR. Nous reprenons dès lors ce montant pour nos projections puis mettons le poste à zéro dès 2010.

La seconde intervention est versée à la S.P.G.E. afin de lui permettre de financer les investissements en matière d'épuration, et ce malgré le poids des charges du passé qu'elle doit assumer suite aux missions qui lui ont été déléguées par la Région. Les dépenses sont évaluées à 20,5 millions EUR et le remboursement de cet encours s'opère par tranches annuelles de 3.966 milliers

⁴⁰ Les deux entités collaborent pour le choix des projets effectivement retenus.

⁴¹ Par transport interne, on entend le déplacement des élèves entre l'établissement scolaire et les sites d'intérêt pédagogique, pour les jours normaux d'ouverture scolaire.

EUR⁴². Le premier versement ayant été opéré en 2004, nous estimons que cette intervention sera inscrite au budget wallon jusqu'en 2011.

Le dernier montant concerne les missions relatives à l'assainissement rural groupé. Un montant fixe de 1.181 milliers EUR est inscrit depuis 2006 et nous supposons que celui-ci restera constant (en nominal) sur toute notre période de projection.

12) Les dépenses liées aux Actions prioritaires pour l'Avenir wallon (APAW)

Les dépenses relatives aux Actions prioritaires pour l'Avenir wallon prévues sur quatre ans à partir de 2006 (et pour un total de un milliard EUR) n'ont pas été budgétées poste par poste. Nous ne disposons dès lors que du montant global des moyens consacrés à ce plan à savoir 233.670 milliers EUR en 2008 et 312.353 milliers EUR en 2009. La projection pluriannuelle de l'Exposé général 2007 mentionne également un montant de 312.353 milliers EUR pour les APAW en 2010. Selon nos informations, cela serait dû au fait que la plupart des mesures mises en œuvre sont récurrentes. Néanmoins, comme ces dépenses sont fonction des décisions qui seront prises lors de la nouvelle législature régionale, nous préférons mettre ce poste à zéro dès 2010.

Rappelons que nous n'avons pas intégré dans nos projections des recettes le report de la vente des actions Arcelor pour 90.000 milliers EUR servant à dégager des marges financières pour les APAW. Dès lors, nous n'intégrons pas dans nos projections des dépenses APAW les 90.000 milliers EUR de dépenses correspondants.

13) Les dépenses liées à certains postes de l'endettement indirect

(a) Le C.R.A.C.

Comme nous l'avons expliqué précédemment, les différents postes du budget liés au CRAC ont été mis en évidence dans le simulateur. Nous reprenons ci-dessous ces crédits classés en dépenses primaires particulières.

Les montants des diverses contributions de la Région wallonne envers le CRAC que nous reprenons en dépenses primaires particulières sont normalement fixes dans le temps.

Rappelons que quatre allocations ont néanmoins été revues à la baisse en 2006 dans le cadre des Actions prioritaires pour l'Avenir wallon. Les montants augmentent ensuite progressivement, pour retrouver en 2009 les montants des annuités de base (soit les montants de l'année 2005).

Notre projection de ces différentes allocations est reprise dans le tableau ci-dessous. Nous reprenons également le montant 2007 initial à titre de rappel.

⁴² Source : programme justificatif du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme.

Tableau 44 : Dépenses primaires particulières liées au CRAC (en milliers de EUR)

		2007 initial	2008	2009- 2017
12.01	Intervention régionale en faveur du CRAC pour couverture des charges annuelles découlant du financement alternatif des investissements à caractère énergétique dans les batiments publics	400	400	400
13.03	Subvention au CRAC pour le financement d'investissements dans le cadre du Plan wallon des déchets	0	0	0
14.01	Intervention régionale complémentaire à verser au CRAC pour l'assainissement des communes à finances obérées et des provinces ⁴³	38.423	34.325	43.413
14.01	Subvention au C.R.A.C. pour le financement d'investissements communaux d'intérêt supra local destinés aux services de sécurité	1.500	1.500	1.500
14.05	Intervention régionale à verser au CRAC dans le cadre du financement alternatif des Grandes infrastructures	4.637	4.267	5.397
15.05	Intervention régionale à verser au CRAC dans le cadre du financement alternatif de l'offre de logements publics (PST 3)	3.000	3.000	3.000
17.01	Intervention régionale en faveur du CRAC pour le financement alternatif des infrastructures hospitalières	17.007	23.306	29.605
17.04	Intervention régionale en faveur du CRAC pour le financement alternatif des maisons de repos pour personnes âgées	4.079	5.589	7.100
17.06	Intervention régionale en faveur du CRAC pour le financement alternatif des infrastructures relevant de l'Awiph	600	600	600
18.01	Intervention régionale en faveur du CRAC pour le financement alternatif des équipements touristiques	1.200	1.200	1.200
	Total	70.846	74.187	92.215

Sources : Budget général des dépenses pour 2007 initial, informations transmises par la Région wallonne et calculs CERPE.

(b) Le F.A.D.E.L.S.

Suite à la refonte complète du système (voir section I.2.1, point 13b), nos hypothèses de projection sont les suivantes : la Région ayant décidé de ne pas rembourser cette dette résiduelle pour l'instant, nous mettons à zéro la contribution volontaire sur toute la période de projection. Pour ce qui est de l'annuité à verser au Fadels, elle correspond aux charges d'intérêt de l'encours résiduel qui sont calculées en référence au taux d'intérêt à long terme du Bureau fédéral du Plan (Tableau 32).

(c) L'emprunt de soudure

L'encours de l'emprunt de soudure est constant depuis 1999 et s'élève à 795,3 milliers de EUR. Selon les informations fournies par la Région wallonne, aucun désendettement n'est prévu pour cet encours à l'heure actuelle. Nous reprenons donc ce montant de 795,3 milliers pour l'ensemble de nos projections. En ce qui concerne les charges d'intérêt de cet emprunt, elles sont couvertes par la garantie wallonne. Pour toute la période de projection, nous partons du montant de cette garantie pour 2007 et nous l'indexons chaque année.

⁴³ Notons que le montant inscrit pour ce poste en 2007 est supérieur au montant 2008. Selon les informations transmises par la Région wallonne, la Région est liée pour ce poste à Dexia par une convention et ne pouvait dès lors inscrire un montant inférieur à 38.423 milliers EUR pour l'allocation 2007. Une recette inscrite en contre partie prévoit un remboursement du CRAC afin de produire la réduction prévue dans le cadre des APAW. Nous n'avons malheureusement pas pu identifier cette recette dans le budget.

14) Subvention de fonctionnement au Forem et pour la gestion du P.R.C.

L'évolution de cette subvention est précisée dans le contrat de gestion qui lie le Forem et le Gouvernement wallon. Il est en effet prévu qu'à partir de 2002, la subvention soit indexée annuellement (hors subvention P.R.C.) en tenant compte du paramètre d'inflation retenu pour le calcul de la dotation I.P.P. de la Région. Ce taux d'adaptation est ensuite majoré d'un pourcent additionnel.

15) Dotation à l'AWEX

Le nouveau contrat de gestion conclu entre l'AWEX et le Gouvernement wallon a été approuvé par ce dernier le 12 janvier dernier. Selon le communiqué du Gouvernement, la dotation octroyée à l'AWEX sera adaptée annuellement en fonction de l'indice santé. Notons que ces moyens octroyés pourront éventuellement être revus en fonction des missions nouvelles que le Gouvernement wallon confierait à l'Agence.

16) Dotation additionnelle à la SWL pour le financement du PEI

Cette charge liée à un financement alternatif devrait normalement s'élever chaque année à 36.000 milliers EUR. Cependant, suite à la mise en œuvre du Plan d'Actions prioritaires pour l'Avenir wallon, des marges budgétaires ont dû être dégagées et un effort a été réalisé en 2006 (à concurrence de 20.000 milliers EUR) et en 2007 (à concurrence de 13.000 milliers EUR). Un effort doit encore être réalisé en 2008, à concurrence de 7.000 milliers EUR. Dès 2009, l'annuité retrouve son niveau initial de 36.000 milliers EUR et le garde sur toute la période de projection.

17) Dotation à la Sowaer

Cette dotation à la Sowaer attachée à un financement alternatif est apparue pour la première fois en 2001 ajusté (9.410 milliers EUR). En 2002, Elle s'élevait à 22.782 milliers EUR et a diminué progressivement chaque année pour atteindre 19.417 milliers EUR en 2005 et se stabiliser à ce niveau en 2006 initial. En 2007, le montant passe à 19.624 milliers EUR. Néanmoins, nous avons décidé de maintenir ce poste constant en nominal sur toute notre période de projection.

18) Interventions financières en faveur de la Sowafinal pour couvrir les charges liées à des financements alternatifs (hors mesures liées aux APAW)

Nous reprenons ici les deux interventions financières en faveur de la Sowafinal destinées à couvrir les charges annuelles découlant d'une part du financement alternatif des infrastructures d'accueil des activités économiques et d'autre part du financement alternatif de l'assainissement et de la rénovation des sites d'activités économiques désaffectés. Ces interventions s'élèvent à 2.000 milliers EUR chacune depuis leur apparition au budget 2006 initial. Nous les maintenons constantes en terme nominal sur toute la période de projection.

19) La provision conjoncturelle

Cette provision conjoncturelle est une dépense non récurrente qui a été constituée pour faire face à une éventuelle dégradation des paramètres macroéconomiques utilisés pour établir les budgets. Dès lors, nous mettons ce poste à zéro sur l'ensemble de la période de projection.

I. 8. 2. Les dépenses primaires ordinaires

Cette catégorie comprend l'ensemble des crédits de dépenses qui ne sont ni des dépenses primaires particulières, ni des charges liées aux dettes directe et indirecte.

Dans notre simulation de référence, nous supposons que ces dépenses primaires ordinaires **évoluent en fonction de l'indice des prix à la consommation**. Ainsi, nous nous basons sur l'hypothèse d'un taux de croissance réelle nul. Cette hypothèse ne résulte toutefois pas de l'observation des tendances du passé.

Abordons maintenant l'estimation des charges d'intérêt et des charges d'amortissement de la dette indirecte.

I. 8. 3. Les charges d'intérêt et les charges d'amortissement de la dette indirecte

Les charges liées à la dette indirecte pèsent de manière durable sur le budget de la Région wallonne. Une perception correcte de leur évolution est essentielle dans la détermination de la position budgétaire future de l'Entité. La dette reprise ayant été intégrée à la dette directe en 2006, les charges y afférentes seront traitées au point suivant (III.3.4).

Concernant la dette indirecte, nous considérons que tous les encours sont « figés » ou fixes. Cela veut dire qu'ils évoluent uniquement en fonction des amortissements. En effet, ces encours hérités du passé ne devraient pas connaître d'accroissement puisqu'il s'agit de dettes du passé dont la Région ne fait plus qu'assumer les charges.

Il reste en 2007, selon nos calculs, deux encours non nuls en dette indirecte. Il s'agit des encours de la S.W.D.E. et du F.L.F.N.W./S.R.W.L.-S.W.C.S⁴⁴. Notre méthode de projection générale des charges est la suivante : tout d'abord, sur toute la période de projection, nous supposons l'annuité identique à celle de 2007. Nous utilisons ensuite le dernier taux d'intérêt implicite que nous appliquons à l'encours de l'année précédente pour déterminer les charges d'intérêt. Le montant des amortissements est alors obtenu en déduisant les charges d'intérêt de l'annuité. Enfin, en diminuant l'encours de l'année précédente des amortissements calculés, nous obtenons le nouveau solde restant dû.

Il existe cependant une particularité pour l'encours F.L.F.N.W./S.R.W.L.-S.W.C.S⁴⁵. En effet, en ce qui concerne l'encours du Fonds de logement des familles nombreuses de Wallonie, la Région s'est uniquement engagée à couvrir un différentiel d'intérêt. Par contre, pour la Société régionale wallonne du logement, elle intervient également au niveau des amortissements. Le montant des intérêts inscrit au budget ne faisant pas la distinction entre ces deux encours, nous faisons dès lors l'hypothèse que les intérêts restent identiques aux montants figurant au budget 2007 sur toute la période de projection. Les amortissements quant à eux sont toujours calculés en déduisant les charges d'intérêt de l'annuité. Comme cette dernière est supposée constante, les amortissements sont aussi constants dans le temps.

Nous présentons maintenant les projections relatives aux encours de la dette indirecte (Tableau 45). Pour chaque emprunt (dont l'encours est non nul), nous reprenons les charges d'intérêt et d'amortissement ainsi que l'encours calculés conformément à notre méthodologie.

⁴⁴ Pour rappel, les trois encours IFPME consolidés postérieurement à l'opération de reprise de dette de décembre 2003 vont faire l'objet d'une nouvelle reprise en dette directe d'ici à l'ajustement budgétaire 2007.

⁴⁵ Notons que l'encours des emprunts des communes faisait également l'objet de projections particulières mais il s'est éteint en 2006.

Puisque la dette résiduelle vis-à-vis du Fadels et l'emprunt de Soudure appartiennent également à la dette indirecte de la Région, nous les reprenons au bas du tableau. Les charges d'intérêt (et d'amortissement) de ces deux encours sont reprises à titre indicatif puisque nous les avons déjà traitées à la section précédente (III.3.1, points 13a et 13b).

Tableau 45 : Projections relatives aux encours de la dette indirecte (en milliers EUR)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
S.W.D.E.										
Intérêts	289	220	149	76	-	-	-	-	-	-
Amortissements	1.988	2.057	2.128	2.187	-	-	-	-	-	-
Encours au 31/12	6.372	4.315	2.187	-	-	-	-	-	-	-
FLFNW/SRWL-SWCS										
Intérêts	35	35	35	35	35	-	-	-	-	-
Amortissements	1.862	1.862	1.862	1.862	1.835	-	-	-	-	-
Encours au 31/12	7.421	5.559	3.697	1.835	-	-	-	-	-	-
Total des intérêts	324	255	184	111	35	-	-	-	-	-
Total des amortissements	3.850	3.919	3.990	4.049	1.835	-	-	-	-	-
Total des encours au 31/12	13.794	9.875	5.885	1.835	-	-	-	-	-	-
Dette résiduelle Fadels										
Intérêts	33.073	33.776	34.588	34.572	35.505	35.512	35.044	35.044	35.044	35.044
Amortissements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Encours au 31/12	790.210	790.210	790.210	790.210	790.210	790.210	790.210	790.210	790.210	790.210
Emprunt de Soudure										
Intérêts	24.886	25.343	25.817	26.303	26.793	27.292	27.800	28.318	28.845	29.383
Amortissements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Encours au 31/12	795.354	795.354	795.354	795.354	795.354	795.354	795.354	795.354	795.354	795.354
Total des encours au 31/12	1.599.358	1.595.439	1.591.449	1.587.399	1.585.564	1.585.564	1.585.564	1.585.564	1.585.564	1.585.564

Source : calculs CERPE.

Avant de passer à la section suivante, rappelons que les amortissements de la dette indirecte sont intégrés en dette directe. Cela signifie que l'encours indirect diminue mais un emprunt d'un montant équivalent est effectué. Ce nouvel encours apparaît alors en dette directe. Il y a donc un transfert de la dette indirecte vers la dette directe, sans toutefois que cela ne modifie l'endettement global de l'Entité.

I. 8. 4. Les charges d'intérêt de la dette directe et reprise

Comme nous venons de le rappeler au point précédent, la dette reprise est intégrée à la dette directe depuis 2006 (excepté les trois encours IFPME consolidés postérieurement qui le seront dès l'ajustement 2007). Le budget ne mentionne dès lors plus qu'un montant global pour les charges d'intérêt de la dette directe et reprise.

Notons que ces charges d'intérêts se divisent en deux catégories : les intérêts dus dans le cadre de la gestion de trésorerie (charges sur la dette à court terme) et les charges afférentes à la dette à long terme (durée de plus d'un an). C'est dans cette dernière catégorie que figure l'ensemble des charges d'intérêts relatives à la dette reprise.

En ce qui concerne les charges d'intérêt payées sur la dette à court terme, nous retenons pour la projection un montant identique à celui inscrit au budget 2007 initial (soit *1.240 millions de EUR*, montant constant depuis 2004).

Quant aux charges de la dette directe à long terme, contenant donc les charges de la dette reprise, elles sont calculées chaque année de façon endogène, à partir de la variation de la dette directe et des intérêts de l'année précédente :

$$\text{Intérêts}_{(t)} = \text{Intérêts}_{(t-1)} + [\text{Taux d'intérêt}_{(t)} * \text{Variation de la dette directe et reprise}_{(t-1)}]$$

$$\begin{aligned} \text{Variation de la dette directe et reprise}_{(t-1)} = & \text{Réemprunts de la dette indirecte}_{(t-1)} \\ & - \text{Solde net à financer Ex post}_{(t-1)} \end{aligned}$$

Le taux d'intérêt retenu est celui figurant au Tableau 32.

Pour calculer la variation de l'encours direct et repris, nous nous référons à un solde net à financer Ex post. En effet, puisque des objectifs budgétaires ont été négociés en Comité de concertation pour les années 2007 à 2009 (voir infra, section IV.4.6), nous considérons que la Région fera en sorte que cet objectif soit respecté⁴⁶. Cela se traduit dès lors soit par une sous-utilisation de dépenses, soit par une marge budgétaire que nous n'affectons pas. En cas de sous-utilisation de crédits, nous ajoutons ce montant au solde primaire de l'Entité et nous nous basons sur ce nouveau solde (solde primaire Ex post) afin de dégager le solde net à financer Ex post utilisé dans la formule de variation de la dette directe.

Notons cependant que si le solde net à financer Ex ante est positif, nous supposons que l'endettement reste constant. En effet, dans ce cas, le solde net est compris dans la marge de manœuvre que nous avons décidé de ne pas affecter.

Enfin, rappelons qu'il n'y a pas de charges d'amortissements relatives à la dette directe et reprise puisque les amortissements de ces dernières ne font pas l'objet d'imputations budgétaires.

⁴⁶ Aucune décision n'ayant été prise au-delà de 2009, nous supposons un objectif budgétaire nul de 2010 à 2017.

I. 9. Les hypothèses de projection des soldes de la Région wallonne

Le modèle macrobudgétaire consacré à la Région wallonne calcule quatre soldes : le solde primaire, le solde net à financer, le solde brut à financer et le solde de financement SEC95.

Le *solde primaire* est calculé comme la différence entre les recettes totales et les dépenses primaires totales.

En soustrayant les charges d'intérêt totales (estimées de façon endogène) du solde primaire, nous obtenons *le solde net à financer*.

Ensuite, en déduisant les charges d'amortissement du solde net à financer, nous obtenons le *solde brut à financer*.

Enfin, le modèle calcule le *solde de financement SEC95*. Ce dernier sert de cadre de référence pour évaluer l'importance de la contribution des Entités fédérées à la réalisation des objectifs imposés à la Belgique par le Pacte européen de stabilité. Pour passer du solde brut à financer au solde de financement SEC95, quatre corrections doivent être prises en compte, nous les reprenons une à une et précisons les hypothèses de projection que nous retenons.

I. 9. 1. L'élargissement des résultats à l'ensemble des organismes faisant partie du secteur « administrations publiques » au sens du SEC

Pour l'année 2007, le montant inscrit au titre de solde budgétaire des institutions du périmètre de consolidation correspond à une moyenne des résultats des institutions consolidées sur les derniers exercices.

Manquant d'informations concernant l'évolution de ce poste, nous le mettons à zéro sur toute la période de projection.

I. 9. 2. Les amortissements de la dette relevant du périmètre de consolidation

Puisqu'ils ne constituent pas une charge en comptabilité SEC, il convient de retrancher des dépenses tous les articles budgétaires dont le code économique commence par 9.

Au budget 2007 initial, nous totalisons pour cette correction 37.924 milliers EUR, constitués par :

- les amortissements de la dette indirecte (ainsi que le montant d'amortissement mentionné pour l'IFPME) ;
- les interventions en capital résultant d'opérations de promotion pour 14.979 milliers EUR (reprises au programme 50.04);
- la convention de commissionnement avec la SOFICO dans le cadre de la réfection des autoroutes E411 et E25 en province du Luxembourg (figurant au programme 51.01) ;
- l'intervention en capital résultant de la location-financement destinée à la réalisation du programme Cyber-écoles (inscrite au programme 53.03).

Pour estimer le montant de cette correction dans nos projections, nous additionnons chaque année les estimations de ces trois postes.

Notre estimation de l'évolution des amortissements de la dette indirecte a déjà été présentée à la section III.3.3 (voir Tableau 45). L'évolution de la convention de commissionnement avec la SOFICO a été traitée au point 4 de la section III.3.1, il s'agit d'une annuité (montant constant en nominal sur toute la période de projection). En ce qui concerne les interventions en capital résultant d'opérations de promotion et l'intervention en capital résultant de la location-financement destinée à la réalisation du programme Cyber-écoles, elles sont classées en dépenses primaires ordinaires et sont, par conséquent, indexées dans notre projection.

I. 9. 3. La sous-utilisation de crédits

En ce qui concerne la sous-utilisation de crédits, elle s'élève à 167.000 milliers EUR au budget 2007 initial (soit 2,65% des dépenses primaires).

Pour la période de projection 2008-2017, nous décidons de mettre ce poste à zéro afin de calculer de façon endogène l'effort à fournir par l'Entité ou la marge de manœuvre qu'elle dégage par rapport à l'objectif budgétaire négocié en Comité de concertation.

I. 9. 4. Les octrois de crédits et de prises de participation (O.C.P.P.) nets

Il convient de retrancher des dépenses budgétaires le solde des opérations d'octrois de crédits et de prises de participation (O.C.P.P.) car celles-ci sont considérées par le SEC 95 comme des opérations sans influence sur le solde de financement.

Ces O.C.P.P. sont regroupées à la classe 8 de la classification économique des dépenses et des recettes des pouvoirs publics.

La correction pour 2007 initial s'élève à 147.520 milliers EUR ; elle ne concerne que les O.C.P.P. du budget de la Région (M.R.W. et M.E.T.) au sens strict puisque aucune correction relative aux O.C.P.P. des institutions consolidées n'a été comptabilisée.

Pour évaluer le montant du solde des O.C.P.P. dans nos projections, nous reprenons notre estimation de l'évolution de chaque allocation de base présentant un code 8 dans le budget de la Région wallonne, tant en recettes qu'en dépenses.

En recettes, il s'agit de moyens classés dans la catégorie « autres recettes de capital » : les montants sont indexés sur la période 2008-2017. En dépenses, il s'agit de crédits classés en dépenses primaires ordinaires et donc indexés également, à l'exception des postes suivants classés en dépenses primaires particulières (voir section III.3.1) : les trois interventions financières dans le capital de la S.P.G.E. (programme 13.05), l'intervention – désormais nulle – dans le capital de la SOFICO (53.03), l'allocation aux Spin off et Spin out (11.02) ainsi que les investissements et participations pour les pôles de compétitivité (31.02) qui font partie du Plan d'Actions prioritaires pour l'Avenir wallon mais qui sont nulles en 2007 et enfin, les avances récupérables aux entreprises pour les pôles de compétitivité (12.03). Ce dernier poste est également attaché aux Actions prioritaires pour l'Avenir wallon. Comme nous ne disposons que de l'évolution du montant total des crédits attachés au « Plan Marshall » et non pas de l'évolution poste par poste, les projections pour les allocations qui y sont relatives sont nulles sur la période de projection.

A noter que, faute d'informations, nous ne considérons pas de correction pour les institutions consolidées.

I. 9. 5. Récapitulatif de l'estimation des corrections à effectuer pour déterminer solde de financement

Pour conclure, nous reprenons ci-dessous notre estimation des quatre corrections qui permettent de passer de l'évaluation du solde brut à financer au solde de financement.

Tableau 46 : Estimation des corrections pour déterminer le solde de financement (en milliers EUR)

	Périmètre de consolidation	Codes 9	Sous-utilisation de crédits	Codes 8	Total des corrections
2008	0	38.055	0	143.209	181.264
2009	0	37.039	0	145.565	182.603
2010	0	37.563	0	140.812	178.375
2011	0	38.105	0	143.346	181.452
2012	0	38.649	0	141.983	180.632
2013	0	36.923	0	144.605	181.528
2014	0	35.585	0	147.277	182.862
2015	0	36.091	0	149.998	186.090
2016	0	36.607	0	152.771	189.378
2017	0	37.132	0	155.594	192.727

Sources : Documents budgétaires de 2007 initial ; calculs CERPE.

I. 9. 6. Les objectifs budgétaires

La Conférence interministérielle des Finances et du Budget qui s'est tenue le 1^{er} juin 2005 a permis de dégager des objectifs budgétaires pour les années 2005 à 2009. Il s'agit en fait de la trajectoire issue de l'Accord de coopération du 15/12/2000 à laquelle sont intégrées diverses corrections (OCP, Fadel, ...).

Comme nous l'avons vu dans la situation d'amorçage, l'objectif 2007 a été revu lors de divers Comités de concertation pour être définitivement fixé à 36.080 millions EUR. Pour les années suivantes, à savoir 2008 et 2009, nous reprenons les montants décidés lors de la CIFB auxquels nous ajoutons les transferts issus des accords intra-francophones négociés depuis lors. Rappelons également qu'en 2006, la Région wallonne s'est engagée à réaliser un effort additionnel en faveur du Fédéral pour un montant de 85,94 millions EUR (Comité de concertation du 26 octobre 2005). Cet effort devant être récupéré à concurrence de 50% en 2008 et 50% en 2009, nous réduisons donc les objectifs budgétaires de ces deux années de 42,97 millions EUR. Nous obtenons alors les montants repris dans le tableau ci-après (en millions EUR) :

Tableau 47 : Les objectifs budgétaires 2008 et 2009 (en millions EUR)

Région wallonne	2008	2009
Accord de coopération 15/12/2000	-49,58	-27,27
Compensation retenue 13,07% sur le pécule de vacances	3,46	3,46
OCP	106,5	106,5
FADELS	-42,71	-42,18
Trajectoire CIFB 01/06/2005	17,67	40,51
Transfert intra-francophone CF	5,56	5,56
Transfert Communauté germanophone	0,14	0,14
Transfert Bruxelles (Code 8)	3,58	3,58
Récupération de l'effort additionnel 2006	- 42,97	- 42,97
Trajectoire nouvelle législature	- 16,02	6,82

Source : CIFB du 1er juin 2005, informations transmises par la Région wallonne et calculs CERPE.

Dans notre simulation, nous reprenons les objectifs budgétaires et y comparons le solde de financement. Si l'écart entre le solde de financement et l'objectif est négatif, nous supposons que l'Entité comblera le déficit en réalisant un effort prenant la forme d'une sous-utilisation de crédits. Si, par contre, l'écart est positif, la Région wallonne respecte bien la norme et nous considérons alors que la marge réalisée constitue une marge de manœuvre budgétaire que nous n'affectons pas.

En cas de sous-utilisation des dépenses, nous ajoutons ce montant au solde primaire de l'Entité et obtenons ce que nous appelons le solde primaire Ex post. De ce dernier nous déduisons les charges d'intérêts des dettes directe, indirecte et reprise pour obtenir le solde net à financer Ex post. C'est sur base de celui-ci que nous calculons l'évolution de l'endettement direct (et repris), comme nous l'avons expliqué à la section IV.3.4⁴⁷.

⁴⁷ Pour rappel, en cas de solde net à financer Ex ante positif, l'endettement est supposé constant (voir section IV.3.4)

Simulation

Dans cette cinquième partie, nous présentons les résultats de nos simulations des perspectives budgétaires de la Région wallonne.

Nous partons des recettes et des dépenses considérées dans le simulateur pour 2007 et analysées dans la première partie de la note, et nous les projetons sur la période 2008-2017.

Les recettes évoluent chacune de manière spécifique (voir section III.2).

Notons que la dotation I.P.P. reprise dans nos tableaux pour 2007 ne correspond pas au montant figurant au budget. En effet, celui-ci regroupe la partie attribuée du produit de l'I.P.P. et les moyens versés aux Régions en vertu du transfert de nouvelles compétences résultant des accords du Lambermont. Comme précédemment, nous avons préféré ici dissocier ces deux montants dans un souci de cohérence avec la Loi Spéciale de Financement qui les traite de manière distincte.

Concernant les dépenses, nous considérons que les dépenses primaires ordinaires évoluent simplement en fonction de l'indice des prix à la consommation (croissance réelle nulle). Cette hypothèse n'est en rien fondée sur l'observation des tendances du passé. Quant aux autres types de dépenses, les dépenses primaires particulières, elles évoluent selon leur logique propre, décrite précédemment (section III.3.1).

Les soldes ainsi que les corrections à effectuer pour l'estimation du solde de financement SEC95 évoluent également de manière spécifique (voir section III.4). Rappelons que le solde de financement SEC95 ne peut pas excéder les objectifs budgétaires négociés en Comité de concertation.

Nous reprenons dans nos tableaux de simulation les objectifs budgétaires fixés en Comité de concertation pour les exercices 2007 à 2009 et nous y comparons le solde de financement (en l'absence de décision concernant les objectifs budgétaires des années suivantes, nous les supposons nul à partir de 2010). Pour rappel, si l'écart entre le solde de financement et l'objectif est négatif, nous supposons que l'Entité comblera le déficit en réalisant un effort prenant la forme d'une sous-utilisation de crédits. Si, par contre, l'écart est positif, la Région wallonne respecte bien la norme et nous considérons alors que la marge réalisée constitue une marge de manœuvre budgétaire que nous n'affectons pas.

Pour terminer, insistons sur le fait que toutes les hypothèses adoptées dans cette note définissent un cadre de référence pour la simulation reprise aux tableaux suivants. Cela dit, d'autres simulations peuvent bien entendu être réalisées. En effet, le simulateur permet de modifier chacune des hypothèses.

Tableau 48 : Perspectives budgétaires de la Région wallonne de 2007 à 2017 (en milliers EUR)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Recettes totales	6.203.041	6.371.386	6.608.808	6.858.148	7.109.237	7.365.017
dont transferts du Pouvoir fédéral	3.496.738	3.564.550	3.695.264	3.832.432	3.975.576	4.121.788
- Dotation IPP (avec intervention de solidarité)	3.268.003	3.333.776	3.462.599	3.597.775	3.738.838	3.882.942
- Droit de tirage sur le budget du MET	182.235	182.235	182.235	182.235	182.235	182.235
- Transfert de 4 compétences (Lambermont)	46.500	48.540	50.430	52.421	54.503	56.611
dont moyens issus du niveau régional	2.410.392	2.503.901	2.597.761	2.696.613	2.799.958	2.904.806
- Impôts régionaux	2.227.736	2.317.852	2.408.363	2.503.734	2.603.477	2.704.625
- Taxes perçues par la RW	37.457	38.153	38.840	39.553	40.292	41.051
- Autres recettes	145.199	147.896	150.559	153.325	156.189	159.130
dont transfert en provenance de la Communauté française	295.911	302.934	315.783	329.103	333.703	338.423
- Dotation de la Communauté française	291.007	297.889	310.652	323.892	328.414	333.058
- Fonds budgétaire en matière de Loterie	4.904	5.046	5.131	5.211	5.288	5.365
Dépenses primaires totales	6.289.093	6.281.132	6.444.194	6.233.787	6.346.907	6.458.333
dont dépenses primaires ordinaires	3.459.414	3.523.576	3.587.011	3.652.921	3.721.155	3.791.219
dont dépenses particulières	2.829.679	2.757.556	2.857.183	2.580.866	2.625.753	2.667.113
- Dépenses de personnel	422.921	430.777	438.533	446.591	454.933	463.498
- Fonds d'égalisation des budgets	70.000	0	0	0	0	0
- CRAC	70.846	74.187	92.215	92.215	92.215	92.215
- SOFICO	44.900	44.900	44.900	44.900	44.900	44.900
- FADELS	33.073	33.073	33.073	33.776	34.588	34.572
- SOUDURE	24.000	24.446	24.886	25.343	25.817	26.303
- Cofinancements européens	144.869	135.000	90.000	90.000	90.000	90.000
- Intervention en faveur des TEC et de la SRWT	356.138	365.125	374.172	383.595	393.387	403.508
- Fonds des provinces et des communes	1.070.225	1.079.920	1.099.362	1.119.562	1.140.475	1.161.949
- 1 ^{er} axe Plan Tonus communal	46.500	46.500	46.500	46.500	46.500	46.500
- Fonds budgétaire en matière de Loterie	4.904	5.046	5.131	5.211	5.288	5.365
- Compensation forfaitarisation réduction du précompte immobilier	39.670	39.670	39.670	39.670	39.670	39.670
- Certains moyens pour la Communauté germanophone	31.758	32.345	32.925	33.527	34.150	34.791
- Intervention dans le capital de la SPGE (démergement)	12.347	12.347	12.347	5.147	5.147	1.181
- Subvention fonctionnement Forem et gestion du P.R.C	87.861	90.372	92.902	95.539	98.278	101.112
- Dotation à l'Awex	56.504	57.554	58.590	59.666	60.781	61.925
- Dotation additionnelle à la SWL destinée au financement du PEI	23.000	29.000	36.000	36.000	36.000	36.000
- Dotation à la SOWAER	19.624	19.624	19.624	19.624	19.624	19.624
- Actions prioritaires pour l'Avenir wallon	221.539	233.670	312.353	0	0	0
- Interventions vers Sowafinal (charges fin. Alternatifs, hors APAW)	4.000	4.000	4.000	4.000	4.000	4.000
- Provision conjoncturelle	45.000	0	0	0	0	0
Solde primaire	-86.052	90.255	164.614	624.361	762.329	906.685
- Charges d'intérêt totales	193.707	190.674	195.169	196.606	196.712	196.818
- Charges d'intérêt à court terme	1.240	1.240	1.240	1.240	1.240	1.240
- Charges d'intérêt sur la dette directe (et reprise)	176.912	189.110	193.674	195.182	195.361	195.543
- Charges d'intérêt sur la dette indirecte	15.555	324	255	184	111	35
Solde net à financer	-279.759	-100.419	-30.555	427.755	565.617	709.866
- Charges d'amortissement totales	5.618	5.305	3.850	3.919	3.990	4.049
Solde brut à financer	-285.377	-105.724	-34.405	423.836	561.627	705.817
+ Corrections de passage pour le solde de financement	367.444	181.264	182.603	178.375	181.452	180.632
- Sous-utilisation de crédits	167.000	0	0	0	0	0
- Elargissement des résultats au périmètre de consolidation	35.000	0	0	0	0	0
- Les O.C.P.P. nets	147.520	143.209	145.565	140.812	143.346	141.983
- Les amortissements du périmètre de consolidation (codes 9)	37.924	38.055	37.039	37.563	38.105	38.649
- Divers	-20.000	0	0	0	0	0
Solde de financement (SEC 95)	82.067	75.540	148.198	602.211	743.079	886.448
Objectif du Comité de concertation	36.080	-16.020	6.820	-	-	-
<i>Sous-utilisation de crédits nécessaire au respect de l'objectif</i>	0	0	0	0	0	0
<i>Marge de manœuvre annuelle par rapport à l'objectif</i>	45.987	91.560	141.378	602.211	743.079	886.448
Endettement total	6.213.217	6.313.636	6.344.191	6.344.191	6.344.191	6.344.191
Encours de la dette directe	4.610.009	4.714.278	4.748.752	4.752.742	4.756.792	4.758.627
Encours de la dette indirecte	1.603.208	1.599.358	1.595.439	1.591.449	1.587.399	1.585.564
Rapport dette/recettes	100,16%	99,09%	96,00%	92,51%	89,24%	86,14%

	2013	2014	2015	2016	2017	Croiss. Nom. 2007 - 2017
Recettes totales	7.633.576	7.912.067	8.201.369	8.501.663	8.813.469	3,57%
dont transferts du Pouvoir fédéral	4.275.186	4.434.143	4.599.375	4.770.880	4.948.997	3,53%
- Dotation IPP (avec intervention de solidarité)	4.034.118	4.190.765	4.353.597	4.522.607	4.698.133	3,55%
- Droit de tirage sur le budget du MET	182.235	182.235	182.235	182.235	182.235	0,00%
- Transfert de 4 compétences (Lambermont)	58.833	61.143	63.543	66.037	68.630	#DIV/0!
dont moyens issus du niveau régional	3.015.193	3.129.864	3.248.985	3.372.733	3.501.288	3,80%
- Impôts régionaux	2.811.283	2.922.155	3.037.408	3.157.215	3.281.755	3,95%
- Taxes perçues par la RW	41.816	42.594	43.388	44.196	45.019	1,86%
- Autres recettes	162.094	165.114	168.189	171.322	174.514	1,86%
dont transfert en provenance de la Communauté française	343.197	348.060	353.009	358.050	363.183	2,07%
- Dotation de la Communauté française	337.738	342.505	347.361	352.308	357.347	2,07%
- Fonds budgétaire en matière de Loterie	5.459	5.555	5.647	5.742	5.836	1,76%
Dépenses primaires totales	6.575.775	6.694.588	6.815.265	6.938.801	7.064.774	1,17%
dont dépenses primaires ordinaires	3.861.840	3.933.777	4.007.053	4.081.695	4.157.727	1,86%
dont dépenses particulières	2.713.935	2.760.811	2.808.212	2.857.106	2.907.047	0,27%
- Dépenses de personnel	472.132	480.927	489.885	499.011	508.306	1,86%
- Fonds d'égalisation des budgets	0	0	0	0	0	-100,00%
- CRAC	92.215	92.215	92.215	92.215	92.215	2,67%
- SOFICO	44.900	44.900	44.900	44.900	44.900	0,00%
- FADELS	35.505	35.512	35.044	35.044	35.044	0,58%
- SOUDURE	26.793	27.292	27.800	28.318	28.845	1,86%
- Cofinancements européens	90.000	90.000	90.000	90.000	90.000	-4,65%
- Intervention en faveur des TEC et de la SRWT	413.841	424.465	435.386	446.615	458.159	2,55%
- Fonds des provinces et des communes	1.183.593	1.205.640	1.228.098	1.250.975	1.274.277	1,76%
- 1 ^{er} axe Plan Tonus communal	46.500	46.500	46.500	46.500	46.500	0,00%
- Fonds budgétaire en matière de Loterie	5.459	5.555	5.647	5.742	5.836	1,76%
- Compensation forfaitarisation réduction du précompte immobilier	39.670	39.670	39.670	39.670	39.670	0,00%
- Certains moyens pour la Communauté germanophone	35.436	36.093	36.763	37.445	38.139	1,85%
- Intervention dans le capital de la SPGE (démergement)	1.181	1.181	1.181	1.181	1.181	-20,92%
- Subvention fonctionnement Forem et gestion du P.R.C	104.006	106.984	110.046	113.197	116.437	2,86%
- Dotation à l'Awex	63.079	64.254	65.451	66.670	67.912	1,86%
- Dotation additionnelle à la SWL destinée au financement du PEI	36.000	36.000	36.000	36.000	36.000	4,58%
- Dotation à la SOWAER	19.624	19.624	19.624	19.624	19.624	0,00%
- Actions prioritaires pour l'Avenir wallon	0	0	0	0	0	-100,00%
- Interventions vers Sowafinal (charges fin. Alternatifs, hors APAW)	4.000	4.000	4.000	4.000	4.000	0,00%
- Provision conjoncturelle	0	0	0	0	0	-100,00%
Solde primaire	1.057.801	1.217.479	1.386.104	1.562.862	1.748.695	
- Charges d'intérêt totales	196.865	196.865	196.865	196.865	196.865	
- Charges d'intérêt à court terme	1.240	1.240	1.240	1.240	1.240	
- Charges d'intérêt sur la dette directe (et reprise)	195.625	195.625	195.625	195.625	195.625	
- Charges d'intérêt sur la dette indirecte	0	0	0	0	0	
Solde net à financer	860.937	1.020.614	1.189.239	1.365.997	1.551.830	
- Charges d'amortissement totales	1.835	0	0	0	0	
Solde brut à financer	859.101	1.020.614	1.189.239	1.365.997	1.551.830	
+ Corrections de passage pour le solde de financement	181.528	182.862	186.090	189.378	192.727	
- Sous-utilisation de crédits	0	0	0	0	0	
- Elargissement des résultats au périmètre de consolidation	0	0	0	0	0	
- Les O.C.P.P. nets	144.605	147.277	149.998	152.771	155.594	
- Les amortissements du périmètre de consolidation (codes 9)	36.923	35.585	36.091	36.607	37.132	
- Divers	0	0	0	0	0	
Solde de financement (SEC 95)	1.040.630	1.203.476	1.375.329	1.555.375	1.744.557	
Objectif du Comité de concertation	-	-	-	-	-	
<i>Sous-utilisation de crédits nécessaire au respect de l'objectif</i>	0	0	0	0	0	
<i>Marge de manœuvre annuelle par rapport à l'objectif</i>	1.040.630	1.203.476	1.375.329	1.555.375	1.744.557	
Endettement total	6.344.191	6.344.191	6.344.191	6.344.191	6.344.191	
Encours de la dette directe	4.758.627	4.758.627	4.758.627	4.758.627	4.758.627	
Encours de la dette indirecte	1.585.564	1.585.564	1.585.564	1.585.564	1.585.564	
Rapport dette/recettes	83,11%	80,18%	77,36%	74,62%	71,98%	

Source : calculs CERPE.

Conclusion

La projection des perspectives budgétaires de la Région wallonne à l'horizon 2017 a comme point de départ le budget 2007 initial. Elle intègre les conséquences budgétaires des accords du Lambermont et de Val Duchesse, du Plan Marshall pour les années 2007 à 2009 et plus généralement de toutes les décisions à caractère budgétaire prises à ce jour. La projection se base sur les nouvelles perspectives macroéconomiques du Bureau fédéral du Plan.

La simulation est une projection « plancher » ou « affaires courantes », au sens où elle est basée sur l'hypothèse théorique selon laquelle il n'y a pas d'augmentation des dépenses primaires au-delà de l'inflation, hormis celles qui découlent de décisions déjà prises ou qui évoluent selon une dynamique propre. Il y a lieu de remarquer que cette hypothèse est très contraignante quant à l'évolution des dépenses et ne correspond pas à l'évolution du passé.

Sur base de cette projection « plancher », la simulation permet de comparer le solde de financement estimé à l'objectif budgétaire de la Région. Pour rappel, des objectifs budgétaires ont été fixés en Comité de concertation pour les années 2007 à 2009. Aucune décision ne portant sur les années suivantes, nous avons supposé un objectif nul à partir de 2010.

La Région est supposée respecter précisément chaque année ses objectifs budgétaires, ce qui implique soit une sous-utilisation des crédits de dépenses, soit une marge de manœuvre budgétaire.

La projection met en évidence que, dans ces conditions, la Région wallonne dispose de légères marges de manœuvre budgétaires dès 2008, et plus importantes à partir de 2010.

Cahiers de recherche

Série Politique Economique

2006

N°1 – 2006/1

N. Eyckmans, O. Meunier et M. Mignolet, La déduction des intérêts notionnels et son impact sur le coût du capital.

N°2 – 2006/2

R. Deschamps, Enseignement francophone : Qu'avons-nous fait du refinancement?

N°3 – 2006/3

J. Dubois, C. Janssens, V. Schmitz et R. Deschamps, Les perspectives budgétaires de la Région wallonne de 2006 à 2016.

N°4 – 2006/4

C. Janssens, J. Dubois, V. Schmitz et R. Deschamps, Les perspectives budgétaires de la Région de Bruxelles-Capitale de 2006 à 2016.

N°5 – 2006/5

C. Janssens, J. Dubois, V. Schmitz et R. Deschamps, Les perspectives budgétaires de la Commission communautaire française de 2006 à 2016.

N°6 – 2006/6

V. Schmitz, J. Dubois, C. Janssens et R. Deschamps, Les perspectives budgétaires de la Communauté française de 2006 à 2016.

N°7 – 2006/7

R. Deschamps, Le fédéralisme belge a-t-il de l'avenir.

N°8 – 2006/8

O. Meunier, M. Mignolet et M-E Mulquin, Les transferts interrégionaux en Belgique : discussion du « Manifeste pour une Flandre indépendante ».

N°9 – 2006/9

J. Dubois et R. Deschamps, Comparaisons interrégionale et intercommunautaire des budgets 2006 des entités fédérées.

N°10 – 2006/10

C. Ernaelsteen, M. Mignolet et M-E. Mulquin, Dépenses privées et publiques de recherche et développement : diagnostic et perspectives en vue de l'objectif de Barcelone.

2007

N°11 – 2007/1

O. Meunier, M. Mignolet et M-E. Mulquin, Les transferts interrégionaux en Belgique : une approche historique.

N°12 – 2007/2

O. Meunier et M. Mignolet, Mobilité des bases taxables à l'impôt des sociétés.

N°13 – 2007/3

N. Chaidron, M. Mignolet et M-E. Mulquin, Croissance du secteur industriel entre 1995 et 2004 : une comparaison Wallonie – Flandre.

N°14 – 2007/4

J. Dubois, C. Janssens, V. Schmitz et R. Deschamps, Les perspectives budgétaires de la Région wallonne de 2007 à 2017.

N°15 – 2007/5

C. Janssens, J. Dubois, V. Schmitz et R. Deschamps, Les perspectives budgétaires de la Région de Bruxelles-Capitale de 2007 à 2017.

N°16 – 2007/6

V. Schmitz, C. Janssens, J. Dubois et R. Deschamps, Les perspectives budgétaires de la Communauté française de 2007 à 2017.

N°17 – 2007/7

C. Janssens, J. Dubois, V. Schmitz et R. Deschamps, Les perspectives budgétaires de la Commission communautaire française de 2007 à 2017.

N°18 – 2007/8

J. Dubois, C. Janssens, V. Schmitz et R. Deschamps, Comparaisons interrégionale et intercommunautaire des budgets de dépenses 2007 des Entités fédérées.

N°19 – 2007/9

O. Meunier, M. Mignolet et M-E. Mulquin, Les transferts interrégionaux en Belgique. Extrait de l'ouvrage intitulé « L'espace Wallonie - Bruxelles. Voyage au bout de la Belgique », sous la direction de B. Bayenet, H. Capron et P. Liégeois (De Boeck Université, 2007).

N°20 – 2007/10

R. Deschamps, Fédéralisme ou scission du pays ; l'enjeu des finances publiques régionales.

Extrait de l'ouvrage intitulé « L'espace Wallonie - Bruxelles. Voyage au bout de la Belgique », sous la direction de B. Bayenet, H. Capron et P. Liégeois (De Boeck Université, 2007).

N°21 – 2007/11

C. Ernaelsteen, M. Mignolet et M-E. Mulquin, Premières expériences de projections macroéconomiques régionales à l'aide d'une démarche « top-down ».